



**LA MISÈRE
EST VIOLENCE
ROMPRE
LE SILENCE
CHERCHER
LA PAIX**

**EXTREME POVERTY
IS VIOLENCE
BREAKING
THE SILENCE
SEARCHING
FOR PEACE**

**LA MISERIA
ES VIOLENCIA
ROMPER
EL SILENCIO
BUSCAR
LA PAZ**

REVUE
**QUART
MONDE**



INTERNATIONAL MOVEMENT
ATD FOURTH WORLD



La misère est violence Rompre le silence Chercher la paix

Un projet de recherche-action participative sur les relations
entre misère, violence et paix

Mouvement international ATD Quart Monde

Prologue de Federico Mayor Zaragoza



Dossiers et documents
n° 20

Coanimation de la recherche / Anne-Claire Brand, Gérard Bureau, Martine Le Corre, Beatriz Monje Barón et Rosalbina Pérez.

Rédacteurs du document « Conclusions colloque international 2012 » / Marie-Rose Blunsch, Gérard Bureau, Martine Le Corre et Jean Toussaint.

Rédactrices de ce rapport / Anne-Claire Brand et Beatriz Monje Barón.

Couverture et mise en page / Philippe Larminie.

Œuvre de la couverture / Urs Kehl. 2010. *Kampf ums DaSein*.

Dessin du logotype « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix » / Clotilde Chevalier.

Imprimé à Vauréal (France). *Imprimerie Basuyau*.

ISBN 979-10-91178-02-0

© Mouvement international ATD Quart Monde 2012

L'avenir reste à construire

Dans ce document, ATD Quart Monde nous offre le fruit de ses recherches sur la relation existant entre misère et violence. Le résumé est instructif et en même temps terrifiant : l'extrême pauvreté, l'exclusion, le chômage dans lesquels vivent et meurent des milliards d'êtres humains sont, à tous points de vue, inadmissibles et constituent le grand défi qui doit s'inscrire au plus vite à l'échelle globale.

Il faut souligner l'immense richesse d'expériences contenue dans ce rapport : pendant trois ans, dans 25 pays, on a pu vérifier à quel point la misère est une forme non apparente de « violence ».

Aujourd'hui plus que jamais, un échange actif entre les savoirs reconnus et la sagesse des plus fatigués a tout son intérêt. Je garde toujours à l'esprit, avec une estime spéciale, la sagesse que j'ai découverte chez les plus indigents, ceux que nous avons tant offensés. Je me souviens de ces femmes africaines qui, chaque jour, inventent à l'aube la manière de vivre jusqu'au soir.

Un autre aspect qu'il faut souligner est celui de l'autorité morale d'ATD Quart Monde et par conséquent l'importance de ses recommandations ; les données apportées ont la rigueur de la proximité humaine et de la reconnaissance de ceux qui les ont communiquées.

Une conclusion s'impose avec une force plus grande que dans le passé : seul le multilatéralisme démocratique sera la solution pour un désarmement pondéré, pour la sécurité mondiale et pour faire front aux défis propres de la condition humaine sur Terre. C'est la seule manière d'assurer une vie digne à tous sans exception.

Oui la misère est violence et il faut rompre le silence. Pendant des siècles, des êtres humains se sont tus. Pendant des siècles et des siècles, ils ont été réduits au silence, silencieux.

Les chemins de paix sont des chemins de rencontre, de dialogue, d'accord. On a toujours lié la violence à la lutte, à la guerre, à la sécurité personnelle conventionnelle. ATD Quart Monde nous révèle une forme de violence plus générale, plus durable, moins reconnue, et démontre que dans l'ère nouvelle, où tout être humain devra avoir l'opportunité d'une existence en adéquation avec les caractéristiques intellectuelles et créatives qui le distinguent, nous devons initier d'urgence, en ces sombres débuts de siècle et de millénaire, la mise en pratique d'autres formes de « sécurité ». C'est la grande priorité de tous les habitants de la planète. Il s'agit d'un autre style de vie, d'un vivre ensemble fraternel que met en place l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

« La violence du mépris et de l'indifférence », selon les mots du Père Joseph Wresinski, conduit à l'extrême pauvreté et à la mort par inanition, qui, pas un jour de plus, ne peuvent être tolérées comme quelque chose d'inexorable. Un ordre mondial qui investit chaque jour quatre milliards de dollars en armes et dépenses militaires alors que, dans le même temps, plus de soixante mille personnes meurent de faim est moralement inacceptable. Il faut se faire entendre, il faut mobiliser — maintenant que nous pouvons enfin le faire grâce aux nouvelles technologies de l'information — des millions de personnes qui ne peuvent pas continuer à rester des spectateurs impassibles devant ce qui se passe.

Le Mouvement International ATD Quart Monde mérite bien la reconnaissance mondiale et le soutien pour l'action solidaire que représenterait l'obtention du Prix Nobel de la Paix. Je suis disposé à en faire la proposition ou à adhérer à celle qui serait faite. Vous qui êtes créateurs de paix, capables d'étancher tant de blessures dues à la détresse, à l'indifférence et à l'exclusion, merci pour l'infatigable action, pour le détachement, pour les mains tendues et les bras ouverts, à l'avant-garde de la solidarité humaine.

Merci d'ouvrir avec détermination une nouvelle page de la réciprocité, du partage et de la compassion. Le passé est déjà écrit et nous ne pouvons que le décrire tel qu'il est mais l'avenir reste à faire et c'est notre devoir suprême de le construire, dès maintenant, d'une autre manière. La grande transition est celle de la force à la parole. ATD Quart Monde est en première ligne pour la rendre possible.

Federico Mayor Zaragoza

Président de la Fondation pour la Culture de la Paix

Ancien Directeur Général de l'UNESCO

13 août 2012.

La connaissance qui permet la reconnaissance

Notre monde secoué par des crises alimentaires, environnementales, financières et économiques est avant tout confronté à une crise majeure qui sous-tend toutes les autres : celle de la production de connaissances.

Dans toutes les sociétés, les personnes et familles subissant une pauvreté extrême font depuis des siècles l'expérience d'être reléguées, voire abandonnées, aussi bien au moment des crises qu'au moment des avancées qui marquent l'humanité. Alors qu'elles devraient être les premières associées aux enjeux des sorties de crises, puisqu'elles en sont le plus durement frappées, nos sociétés les ignorent. Nos sociétés n'ignorent pas tant leurs conditions invivables, même si elles les connaissent et les analysent mal, que leur existence en tant que personnes, en tant que membres d'une population qui a quelque chose d'unique à faire savoir et valoir à cause même de son expérience acquise. Nos sociétés ignorent la connaissance que détiennent les plus pauvres parce que, pour elles, manquer de tout serait aussi manquer de savoir utile aux autres. Élaborer une connaissance par une réflexion et un dialogue croisés entre les personnes en situation d'extrême pauvreté, les institutions et l'université est un enjeu majeur pour cette économie de la connaissance qui prépare le monde de demain.

Pour cette raison, le Mouvement ATD Quart Monde a engagé dans son programme d'action 2008-2012 un effort déterminé de connaissance élaborée avec les familles très pauvres elles-mêmes. Il a créé des espaces où les personnes confrontées à l'extrême pauvreté et d'autres de tous horizons apprennent à réfléchir et penser ensemble afin de pouvoir relever et questionner les grands défis de notre temps.

À partir de la conviction que l'extrême pauvreté constitue un défi incontournable pour l'humanité dans sa recherche d'un vivre ensemble qui saurait mettre fin à tous les murs visibles et invisibles, le travail d'élaboration de connaissance relaté dans cet écrit a été mené durant trois années, centré sur l'urgence de comprendre les liens entre misère, violence et paix.

Voilà comment, parmi les mille acteurs de cette recherche, deux nous y introduisent en exprimant à la fois ce qu'ils subissent et la manière dont ils résistent. M. Clemente Huaccanqui, d'Amérique latine : « *Nous voulons avoir plus de force, marcher ensemble, lutter ensemble, dialoguer ensemble, participer à égalité dans les assemblées face aux institutions, mais ils ne nous laissent pas, ils réagissent contre nous, jusqu'à nous voir comme si nous étions des ennemis.* »

M^{me} Nadine Lambert, d'Europe : « *Je cherche là, à travers les autres, une paix intérieure surtout, parce que la paix, je ne l'ai pas en moi-même, parce que tout ce qu'on vit remonte en surface, la souffrance de notre enfance remonte en surface, déchiré de ses parents, de sa propre famille, de ses frères et sœurs, nous interdire de se rencontrer. [...] J'apprends à me contrôler pour essayer d'avoir la paix intérieure et aussi donner cette paix, faire comprendre au gouvernement que s'ils étaient un peu plus justes envers nous autres, s'ils nous entendaient, ils nous comprendraient, il n'y aurait pas cette haine ni cette violence ; c'est à eux de faire le premier pas pour que la paix vienne sur terre.* »

Ensemble, les acteurs de cette nouvelle production de connaissance nous amènent à comprendre la gravité des violences institutionnelles engendrées par des politiques visant une simple réduction de la pauvreté (à l'exemple des Objectifs du Millénaire pour le Développement), au lieu de mettre en œuvre des politiques globales basées sur l'ensemble des Droits de l'Homme. Ils nous font entrer au cœur de la violence résultant de l'oubli — volontaire ou non — des souffrances endurées par des familles, des communautés entières, de génération en génération : « *comme si nous n'étions plus des êtres humains* » ; « *comme si nous étions rayés de cette planète* ». Ils nous font toucher du doigt le désespoir de ceux et celles qui, bien que submergés par la misère, ne voient pas reconnus leurs efforts incessants pour bâtir l'entente dans leur voisinage, ce qui représente pourtant une contribution essentielle à la paix dans le monde.

Par leur travail de réflexion et d'analyse, les acteurs de cette recherche posent une question centrale. Alors que la pauvreté continue à être considérée par nos sociétés comme un danger pour la sécurité, la démocratie et la paix, alors que — plus grave encore —, les pauvres eux-mêmes sont considérés comme des êtres violents, ne faudrait-il pas créer au sein de la communauté internationale un Conseil de sécurité suffisamment outillé pour faire face à la violence que constitue la misère ? Un Conseil qui s'interrogerait en permanence sur le type de sécurité dont chaque être humain, chaque peuple, la communauté humaine tout entière a besoin pour construire au jour le jour la paix dans un « *monde libéré de la misère et de la terreur* »¹.

Sans les instruments qui l'expriment, la musique resterait dans le silence. De même, les savoirs d'expérience des personnes en situation de grande pauvreté ne sortiront du silence que dans la mesure où nos sociétés parviendront à créer les instruments qui le permettront.

Le travail réalisé durant ces trois dernières années est en soi un acte de paix. Ses acteurs nous en donnent la clef : c'est la connaissance, les connaissances, qui permettent la reconnaissance de l'autre, de son histoire, de sa vision du monde, de sa singularité comme de son universalité ; c'est la connaissance qui peut libérer l'humanité de la violence entre les personnes et les peuples.

Oser ce chemin permettra d'en finir avec les malentendus entretenus par l'ignorance. Nos sociétés découvriront alors que les familles et personnes en grande pauvreté ne veulent pas simplement être bénéficiaires de projets, de programmes ou de politiques spécifiques de lutte contre la pauvreté. Elles aspirent à être coactrices d'une mondialisation qui se donne comme levier l'égalité dignité et qui n'est pas dictée par la course au profit mais par un équitable partage des biens de la terre et des savoirs de l'humanité dans leur totalité.

Les propositions élaborées et coécrites par les acteurs de cette recherche nous engagent à la production de connaissances élaborées dans une démarche de « *croisement des savoirs* »². C'est là un acte premier et fondateur d'un véritable Partienariat avec les familles en situation de grande pauvreté pour bâtir une gouvernance mondiale capable de mutualiser tous les courages, toutes les intelligences et tous les engagements. Pour cela existe une boussole : l'Appel de Joseph Wresinski, gravé à l'honneur des victimes de la faim, de l'ignorance et de la violence à l'endroit même où a été signée en 1948 la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « *La où des Hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.* »³

1. Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

2. Groupes de recherche Quart Monde Université et Quart Monde Partenaire, *Le Croisement des savoirs et des pratiques*, Éditions de l'Atelier/Éditions Quart Monde, Paris, 2008.

3. « Dalle à l'honneur des victimes de la misère ». Parvis des Droits de l'Homme et du Citoyen, Trocadéro, Paris (France).

Partout, déjà, des femmes et des hommes, des enfants et des jeunes se mobilisent et agissent pour bâtir cette nouvelle économie de la connaissance fondée sur une rencontre dans la durée avec celles et ceux qui sont le moins entendus. De tout temps, à travers le monde, on a su préserver des récoltes et des semences dans des « granges », au cœur des villages, pour les cas de disette. À nous, maintenant, de savoir préserver cette autre « récolte » indispensable au devenir de l'humanité : la connaissance qui permet la reconnaissance. Les générations futures pourront venir y puiser de nouvelles libertés d'action pour la paix.

Eugen Brand

Délégué général

Mouvement international ATD Quart Monde

Août 2012



Table des matières

Synthèse	13
Introduction	15
Partie 1. Description du projet	17
1.1. Contexte	19
1.2. Aborder la question de la violence avec les personnes en situation de pauvreté extrême	21
1.3. Méthodologie et déroulement de la recherche	22
Partie 2. Les relations entre misère, violence et paix	31
2.1. La misère est violence	33
2.2. Rompre le silence	56
2.3. Chercher la paix	61
Partie 3. Dialogue avec le monde universitaire et institutionnel	71
3.1. Durant le déroulement de la recherche	73
3.2. Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »	74
Partie 4. Conclusion	85

Synthèse⁴

« La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes. »

Joseph Wresinski⁵

Il n'est pas possible de vivre en paix tant que persiste la condition inhumaine de l'extrême pauvreté. Réduite à des manques de nourriture, de revenus, de logement, de savoir, celle-ci est trop souvent banalisée. Pourtant, quand nous nous mettons en situation de comprendre et d'apprendre à partir des personnes qui subissent ces conditions, d'autres réalités apparaissent : celles de véritables violences faites sur les personnes, qui vont de pair avec le déni des droits fondamentaux. Les privations matérielles enferment dans la survie ; l'insécurité peut provoquer l'éclatement de la famille ; l'exploitation est telle qu'elle ne laisse aucune chance de développer ses capacités ; les humiliations, l'exclusion et le mépris vont jusqu'à la non-reconnaissance des personnes très pauvres comme êtres humains.

« Nos vies sont faites de violences. »⁶ Ce constat interroge les actions d'aide, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, tout comme les institutions créées pour tous, mais aussi d'une manière radicale toutes les relations entre les personnes et les peuples. L'incompréhension entre les êtres humains et les réponses inadaptées résultent d'une connaissance tronquée et incomplète de la réalité. Une connaissance élaborée sans les personnes confrontées à l'extrême pauvreté est elle-même source de violence et d'abandon.

Pour sortir de ce malentendu et de cette méconnaissance, il faut « rompre le silence »⁷ sur toutes ces violences vécues et sur toutes les résistances que les plus pauvres avec d'autres leur opposent. Quand des personnes vivent dans une situation « d'injustices et de violences dans tous les sens »⁸, elles ne peuvent rompre le silence seules. Elles savent que cela peut se retourner contre elles. Élaborer une connaissance et une analyse plus juste demande une recherche collective et un véritable travail de libération de la parole de chacun. Les trois années de recherche et le colloque international ont permis d'en expérimenter les conditions. Avec une volonté commune de changement, une confiance, une solidarité à toute épreuve pour en assumer les risques, rompre le silence permet d'oser « faire entendre nos voix pour la paix ».⁹

De quelle paix parlons-nous ? « Aborder la violence de la misère sans se mettre dans une perspective de recherche de la paix serait se condamner à rechercher des coupables. Mais avoir comme axe de recherche la paix, sans la mettre à l'épreuve de la violence de la misère et de ses conséquences, serait faire de la paix un privilège. »¹⁰

La paix, dans l'entourage et dans la société environnante, c'est se reconnaître mutuellement. C'est pouvoir être utile à sa famille en lui procurant des moyens d'existence digne et pouvoir être utile au milieu des autres. C'est pouvoir affirmer sa personnalité et être en paix avec soi-même.

La paix n'est pas basée sur le silence de celui qui courbe la tête parce qu'il se sait privé des moyens de se défendre. Face aux violences subies qui peuvent créer des préjudices à vie, ce sont les institutions et les États qui sont appelés à faire le premier pas pour rétablir le dialogue, en créer les conditions et en finir avec toutes ces violences.

« Si la misère s'arrête, la paix prend la place. »¹¹ En résistant à la violence de la misère, les plus pauvres nous invitent à comprendre ce qu'est la paix afin de la bâtir avec tous dans le monde.

4. Cette synthèse, comme le corps de ce rapport, a été élaborée par un travail de coécriture dont le résultat est le document *La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. Recherche-action 2009-2012 et colloque international. Conclusions*, août 2012, 12 pages, (Conclusions colloque international 2012), disponible sur le site www.atd-quartmonde.org. Voir chapitre 1.3.

5. « La violence faite aux pauvres » [1968], dans Wresinski, J., *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Paris, Éditions du Cerf/Éditions Quart Monde, 2007.

6. Thème du séminaire de Pierrelaye (France).

7. Thème du séminaire de Lima (Pérou).

8. Thème du séminaire de Grand Baie (République de l'Île Maurice).

9. Thème du séminaire de Frimhurst (Royaume-Uni).

10. Eugen Brand. Délégué général du Mouvement ATD Quart Monde. Extrait du discours de clôture à la Maison de l'UNESCO, colloque international : « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

11. Thème du séminaire de Dakar (Sénégal).



Jacqueline Page. *Le Palais*. 2010

Introduction

Pendant trois années (2009-2011), le Mouvement International ATD Quart Monde a développé un projet de recherche-action participative sur les relations existantes entre la misère, la violence et la paix. Plus de mille personnes de vingt-cinq pays dans le monde ont participé à ce travail. La majorité d'entre elles vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et d'insécurité et elles ont participé au projet en partageant leurs réflexions et leurs expériences de vie.

L'originalité de cette recherche repose sur une démarche de « croisement des savoirs » qui a créé les conditions nécessaires pour permettre à des personnes en situation d'extrême pauvreté de participer à l'élaboration d'une connaissance collective sur le thème complexe de la violence, d'autres personnes engagées dans la lutte contre la misère se joignant à cet effort.

Les résultats obtenus mettent en évidence la violence persistante à laquelle sont soumises les personnes en situation d'extrême pauvreté et l'essentiel qui en découle : pour bâtir la paix, rompre le silence sur la violence de la misère est indispensable.

De même, l'analyse du lien entre la lutte contre l'extrême pauvreté et la construction de la paix révèle les efforts fournis par les personnes en situation de pauvreté pour se protéger de la violence et en faveur de la paix, tout comme la nécessité de reconnaître ces efforts et de construire l'avenir à partir de ceux-ci.

Le point culminant de ce projet de recherche-action participative a eu lieu lors d'un colloque international réunissant les personnes qui ont produit cette connaissance et des professionnels et des universitaires à Pierrelaye (France) en janvier 2012. Une journée publique de restitution des résultats obtenus a été organisée à la Maison de l'UNESCO à Paris le 26 de ce même mois.

Ce rapport a pour objectif de mettre à disposition d'un public plus large la connaissance élaborée au long de ce projet ainsi que les éléments les plus significatifs de sa dynamique d'élaboration qui lui a été propre.



Guillermo Diez. *Ils nous ignorent*. 2011

Partie 1

Description du projet

1.1. Contexte

1.1.1. En relation avec l'actualité du monde

Aujourd'hui, le sentiment que l'insécurité et la violence augmentent est l'une des grandes préoccupations des pouvoirs publics, des agences intergouvernementales, comme de la société civile en général. Dans de nombreuses situations, les réponses données suivent la pente de la peur et de la méfiance de l'autre. Elles relèvent de l'exercice des prérogatives des États en matière de forces de l'ordre et, loin de mobiliser la société civile pour créer les conditions de la paix, elles renforcent les facteurs durables de violence. Par exemple, construire des murs pour isoler les uns des autres des populations — dont les conditions matérielles et les chances d'accéder aux droits fondamentaux sont très inégales — répond aux symptômes de la peur et de la violence en laissant prospérer leurs causes. La course aux sécurités économiques, sociales, environnementales qui se conçoivent pour les uns au détriment des autres aggrave et multiplie les violences. De même que les programmes destinés à lutter contre la pauvreté sont souvent eux-mêmes sources de nouvelles violences pour les plus exclus, quand ils ne prévoient pas une réelle participation des personnes concernées à leur conception, leur mise en œuvre et leur évaluation.

Dans de nombreux agendas, cette lutte effrénée pour la sécurité a pour conséquence de laisser dans l'ombre ou remettre à plus tard la recherche et le combat pour la paix. La Décennie Internationale de la promotion d'une Culture de la non-violence et de la paix, initiée par l'UNESCO et conclue en 2010, constitue un premier rempart face à ces courants qui perçoivent les personnes en situation de pauvreté extrême comme un danger pour la sécurité, la démocratie et la paix dans le monde. Connaître et comprendre la violence subie et les résistances des personnes vivant l'extrême pauvreté, c'est trouver les clefs pour la construction d'une paix véritable.

1.1.2. En relation avec l'actualité du Mouvement International ATD Quart Monde

Le 17 octobre 2007, Journée mondiale du Refus de la Misère, le Mouvement ATD Quart Monde a lancé un Appel « Refuser la misère, un chemin vers la paix », accompagné d'une campagne de signatures dans 155 pays. Celle-ci a engagé l'ensemble du Mouvement ATD Quart Monde à connaître et comprendre à partir des populations les plus pauvres, dans le contexte actuel, le lien entre misère et paix. Face à cette responsabilité, il était impératif, pour comprendre ce « vivre ensemble » qu'est la paix, d'aborder la question de la violence, de créer des espaces où les uns et les autres, à partir de leur propre vie, de leur personne, de leur histoire, pourraient parler en sécurité de ce qu'ils vivent, individuellement ou collectivement, au sujet de la violence.

Dans les nombreux pays où le Mouvement ATD Quart Monde est présent, ses différents membres font face quotidiennement à des réalités intolérables : touchés de plein fouet par des violences qui les condamnent à l'isolement, à l'impossibilité de construire des projets d'avenir ; atteints par la violence des conflits armés qui s'ajoutent à celle de la misère ; amenés à porter seuls le poids de la honte et de la culpabilité ; offrant une résistance qui non seulement n'est pas reconnue, mais se retourne souvent contre eux.

« En milieu de pauvreté, dans mon milieu, ce mot violence est utilisé comme un qualificatif. Il est souvent utilisé comme une accusation. Pour nous nommer, nous désigner, depuis toujours, l'on parle des pauvres comme des personnes violentes qui font peur. On parle de milieu de violences, de notre jeunesse qui est violente ; du coup, nous en étions presque à penser que ce mot violence était en fait un qualificatif qui collait à notre peau. Ce mot n'entrait dans notre vocabulaire que pour parler des coups que l'on reçoit ou que l'on donne ! Et, parce que nous avons cherché ensemble ce qui était le plus violent dans nos vies, nous nous sommes rendu compte que ce que nous vivions en milieu de pauvreté était en fait de multiples violences, pourtant nous n'employions pas ce mot, nous n'osions pas le faire. »¹²

Engager ce projet de recherche-action répond à l'urgence de comprendre la violence, avec les adultes, mères, pères, jeunes et enfants, devenus à cause de la misère la cible de violences estimées légitimes ; cela répond aussi à l'urgence de briser cette chaîne de culpabilité et de honte et faire que leurs résistances soient reconnues.

12. Martine Le Corre. Militante permanente. Équipe de coanimation de la recherche. Extrait du discours d'ouverture de la journée publique, à la Maison de l'UNESCO, du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Les personnes engagées avec celles et ceux qui vivent l'extrême pauvreté sont confrontées elles-mêmes à des situations difficiles. Elles ont besoin — pour questionner leur engagement et leurs responsabilités et trouver le sens et la force de durer dans le combat contre la misère — de comprendre ce que signifie cette violence.

Entendre de toutes ces personnes le savoir qu'elles tirent de leurs réalités et engagements vécus, en élaborer une connaissance commune, c'est se donner les moyens en tant que Mouvement ATD Quart Monde de contribuer dans le monde à une authentique culture de la paix, valable pour tous.

1.1.3. En relation avec la pensée Wresinski¹³

En 2007, le Mouvement ATD Quart Monde inaugure le Centre International Joseph Wresinski à Baillet-en-France (France) ; un centre destiné à la mémoire de l'histoire des personnes et populations en situation de pauvreté extrême et à la recherche ; lieu de référence qui permet de situer cette recherche dans un cadre historique et dans un engagement durable.

Entraîner toute une société dans sa responsabilité d'agir contre la misère en mettant en lumière le lien entre misère, violence et paix, a été le combat de Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement International ATD Quart Monde ; un combat intimement lié à son expérience de vie : *« Dès la petite enfance se liaient manque d'argent, honte et violence. [...] Aujourd'hui seulement, je sais les réserves d'indignation et de courage qu'il fallait à ma mère pour défendre [...] ses enfants. Parfois [le fils de la voisine] venait chez nous et maman l'asseyait à notre table, pour partager pain et soupe. [...] Est-ce d'elle, que j'ai appris à me battre, non plus par vengeance de l'humiliation mais pour libérer un peuple d'exclus ? »*¹⁴

Ce fut en 1968, au moment où les autorités françaises détruisaient les bidonvilles de la région parisienne et à coup de bulldozers en éparpillaient les familles qui les occupaient, que Joseph Wresinski écrivit un premier manifeste intitulé *La violence faite aux pauvres*.

*« Seul est misérable l'homme qui se trouve écrasé sous le poids de la violence de ses semblables. Il est celui sur qui s'acharne le mépris ou l'indifférence, contre lesquels il ne peut se défendre. Il ne peut que s'en éloigner en quittant les chemins normaux. Il doit alors s'anéantir et devenir l'oublié des cités d'urgence, des zones noires et des bidonvilles. Il est l'exclu. La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes. Elle emprisonne le pauvre dans un engrenage qui le broie et le détruit. Elle fait de lui un pauvre. La privation constante de cette communion avec autrui, qui éclaire et sécurise toute vie, condamne son intelligence à l'obscurité, enserme son cœur dans l'inquiétude, l'angoisse et la méfiance, détruit son âme. »*¹⁵

En 1984, en s'adressant à des personnes participant à des combats pour la paix, Joseph Wresinski exprimait qu'on ne peut se battre pour la paix sans la connaissance des plus pauvres et sans refuser la misère avec eux. *« Mais quand donc allez-vous faire alliance avec les plus pauvres qui portent en eux une histoire de violence séculaire, une histoire que personne n'a écrite ni prise en compte ? [...] Ce sont eux qui nous disent d'époque en époque que, tant que demeure la misère, nos sociétés ne seront pas fondées dans la paix ; nos paix demeureront la paix de certains, des paix sélectives. »*¹⁶

Dans ce texte, Joseph Wresinski cherche à faire comprendre le silence auquel sont tenues les personnes en situation de pauvreté extrême : *« Somme toute, les familles du quart monde sont lucides, parfaitement conscientes de leur vulnérabilité. Il est tellement facile de reprocher quelque chose aux humbles, de se moquer de leur ignorance, de leur faire payer leur insoumission. [...] Elles savent] qu'en réalité, seul leur silence est vraiment permis. »*¹⁷

Joseph Wresinski, qui aurait presque cent ans aujourd'hui, appartient à la génération qui a connu la guerre mondiale de 39 – 45, durant laquelle l'humanité d'une partie des hommes a été totalement niée. Des femmes et des hommes de cette génération n'ont eu de cesse de nous rappeler les conséquences de tels actes et qu'aucune paix ne se construit sur la négation de l'humanité de certains.

C'est en se mettant face à cette violence extrême, en tentant de la comprendre pour l'éradiquer, que des êtres humains ont voulu créer des initiatives pour la paix de tous ; par exemple, la création de l'Organisation des Nations Unies en 1945 ou la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948 qui, dans son préambule, relève : *« qu'a été proclamé comme la plus haute*

13. Isabelle Perrin. Déléguée générale adjointe du Mouvement International ATD Quart Monde. Extraits du discours prononcé à l'ouverture du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

14. Wresinski J. *Les Pauvres sont l'Église*, Le Cerf/Éditions Quart Monde, Paris, 2011.

15. « La violence faite aux pauvres », op. cit. Ce manifeste, abondamment illustré par des photos de Loïc Prat, a été publié en 1968 dans la Revue Igloos, n° 39-40. Une version numérisée est disponible sur le site www.revue-quartmonde.org

16. « Quart Monde et non-violence » [1984], dans Wresinski, J., *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Paris, Éditions du Cerf/Éditions Quart Monde, 2007.

17. « Quart Monde et non-violence », op.cit.

aspiration de l'homme, l'avènement d'un monde où les êtres humains, libérés de la terreur et de la misère, seront libres de parler et de croire ».

C'est dans cette lignée que Joseph Wresinski a situé sa réflexion et son combat, convaincu qu'en se mettant sérieusement face à la violence extrême, qui détruit les personnes les plus pauvres et nie leur humanité, nous avançons tous vers la paix.

1.2. Aborder la question de la violence avec les personnes en situation d'extrême pauvreté.¹⁸

En 2008, dans son *Contrat d'engagements communs*¹⁹, le Mouvement ATD Quart Monde évoquait « le défi [...] de croiser les savoirs, de reconnaître et prendre en compte la connaissance issue de la résistance à la pauvreté à égalité avec les autres savoirs », afin d'élaborer une connaissance qui « reconnaît l'autre dans son égale dignité ». Bien que ce soit une démarche qu'ATD Quart Monde et d'autres ont expérimentée depuis de nombreuses années, elle reste une pratique marginale dans le monde universitaire.

Bien entendu, il existe différents courants dans la société qui adoptent des démarches similaires. Ainsi, en 1970, Paulo Freire, dans son ouvrage, *Pédagogie des opprimés*, demandait aux éducateurs de « considérer l'apprenant comme un cocréateur du savoir », et non plus comme quelqu'un qui doit mémoriser passivement. Dans son ouvrage sur la recherche-action participative, Freire estime que les individus qui ont été longtemps contraints de rester silencieux doivent devenir des maîtres critiques pour aider les autres à mieux comprendre le monde. Mais les chercheurs universitaires ont continué à traiter les personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté comme des statistiques et des objets. C'est ce que le père Joseph Wresinski a dénoncé en 1980 :

« Les chercheurs en ont fait prématurément une source d'information pour leur recherche. [...] Ils les ont en quelque sorte subordonnés à leur propre démarche d'observateurs extérieurs à la vie des pauvres. [...] Plus grave peut-être, sans le vouloir ni même le savoir, ces chercheurs ont souvent dérangé et même paralysé la pensée de leurs interlocuteurs. Cela essentiellement parce qu'ils n'y reconnaissent pas une pensée, une connaissance autonomes ayant un chemin et des buts propres. [...] Je suis convaincu que même l'observation participante des anthropologues ou des ethnologues implique ce danger d'exploitation, de déviation, de paralysie de la pensée des pauvres. Puisqu'il s'agit d'une observation dont le but est extérieur à la situation vécue des pauvres, situation qu'eux-mêmes n'avaient pas choisie et n'auraient jamais définie à la manière du chercheur. Aussi cette observation n'est-elle donc pas vraiment participante, puisque la réflexion du chercheur et celle de la population, objet de son observation, ne poursuivent pas les mêmes buts. »²⁰

Les approches les plus traditionnelles des sciences sociales s'efforcent d'éliminer les biais. Mais quand les études sont conçues par une population donnée qui prend pour objet une population très différente, toutes les conditions de la recherche sont de ce fait biaisées. Le simple libellé des questions peut avoir des significations différentes pour les auteurs de l'étude et pour les personnes vivant dans une extrême pauvreté. Dans les années qui ont suivi le discours de Wresinski, les responsables politiques et les chercheurs ont commencé à s'intéresser aux témoignages qualitatifs des personnes vivant dans la pauvreté. Mais dans la plupart des cas, on ne s'intéressait qu'à l'expérience de la personne et non à sa manière de penser ou à son analyse. Dans certains cas, on réduisait les paroles des personnes pauvres à l'illustration de théories, voire de politiques qui étaient en fait très inadaptées aux réalités de l'extrême pauvreté. Et cela peut être en soi une forme de violence : n'entendre qu'une partie du discours de ces personnes pour ensuite le retourner contre elles.

L'approche occidentale traditionnelle de la connaissance est une approche individuelle axée sur la compétition : pour obtenir un diplôme, une reconnaissance professionnelle, ou des crédits de recherche. Mais le savoir collectif est en passe de devenir une ressource naturelle mondiale, avec l'émergence de projets d'externalisation ouverte qui s'appuient sur les savoirs du plus grand nombre possible d'internautes de par le monde. Il est de plus en plus reconnu qu'il y a une sagesse dans les foules qui va au-delà de ce que les individus qui les composent auraient pu imaginer eux-mêmes.

18. Diana Skelton. Déléguée Générale adjointe du Mouvement international ATD Quart Monde. Extraits du discours prononcé durant le colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

19. Ce document, fruit d'un processus d'évaluation et programmation internationale qui s'est déroulé en 2007, est consultable sur le site www.atd-quartmonde.org

20. « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat » [1980], dans : Wresinski, J., *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Paris, Le Cerf/Éditions Quart Monde, 2007.

Le savoir collectif est une ressource naturelle dont l'importance ne cesse de croître dans le monde. Mais les conditions de l'extrême pauvreté, la violence même de l'extrême pauvreté, empêchent de nombreux individus de développer leur pensée et de contribuer à ce savoir collectif mondial. Dans ce même discours de 1980, Wresinski expliquait de quelle manière la recherche scientifique elle-même avait souvent contribué à nuire à la recherche d'identité de ces populations :

« Ceux qui pensent que les hommes totalement paupérisés sont apathiques et que, par conséquent, ils ne réfléchissent pas, qu'ils s'installent dans la dépendance ou dans le seul effort de survivre au jour le jour, ceux-là se trompent lourdement. Ils ignorent les inventions d'autodéfense dont les plus pauvres sont capables pour échapper à l'influence de ceux dont ils dépendent. [...] Déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme informateurs, au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acte réellement autonome, c'est les asservir. D'autant que, par leur pensée propre, ils sont presque sans arrêt à la recherche de leur histoire et de leur identité et qu'eux seuls ont un accès direct à une part essentielle des réponses à leurs questions. Ces questions sur leur histoire et leur identité, bien plus que sur leurs besoins ou même sur leurs droits, ils se les posent parce qu'ils savent, peut-être confusément mais profondément, que c'est par là qu'ils trouveront le chemin de leur libération. Je ne voudrais pas dire que nous avons eu tort de leur parler de leurs droits ou de les questionner sur leurs besoins. Mais de telles démarches ne peuvent avoir un sens libérateur pour eux que dans la mesure où les échanges se situent dans cette perspective de la compréhension de leur identité historique, la seule qui puisse aider à les rendre sujets et maîtres de leurs droits et besoins. [...] De ne leur parler que de leurs besoins, de les réduire en quelque sorte aux « indicateurs sociaux » qui les caractérisent au regard de la recherche scientifique, sans les aider à comprendre leur histoire ni leur personnalité communes, c'est encore une manière de les enfermer. »²¹

De cette façon, la non-considération de la connaissance qui naît de l'expérience des personnes en situation de pauvreté extrême se révèle comme une des causes principales de l'échec des politiques de lutte contre la misère, et met en évidence la nécessité de l'élaboration d'une connaissance avec celles et ceux qui la vivent.

1.3. Méthodologie et déroulement de la recherche

1.3.1. Principes méthodologiques

Prenant en considération les points développés précédemment, cette recherche a comme point de départ la pleine reconnaissance des personnes en situation d'extrême pauvreté comme actrices de connaissance et reconnaît donc leur propre connaissance et savoir qui émanent d'une expérience et d'une pensée — individuelles et collectives — transmises tout au long des générations.

D'autre part, cette recherche reconnaît aussi la nécessité de réunir et de croiser la connaissance propre aux personnes en situation d'extrême pauvreté avec celle d'autres personnes qui, interpellées par la gravité de la misère, s'engagent pour son éradication.

Cette recherche se déroule en accord avec les principes méthodologiques du « croisement des savoirs ».²²

- **La position de co-chercheur**

Chaque participant est considéré et se situe dans une attitude de co-chercheur, jouissant non seulement de la possibilité d'exprimer sa propre pensée, mais aussi d'être acteur dans la formulation de la problématique et du questionnement, de l'analyse de l'information recueillie et finalement dans l'élaboration finale de la connaissance collective.

- **La présence réelle des personnes en situation de pauvreté**

Les personnes qui vivent en situation de pauvreté sont réellement présentes tout au long du processus de l'élaboration de la connaissance. Il ne s'agit pas de permettre l'expression d'un témoignage mais de favoriser la libération d'une pensée. En aucun cas, d'autres acteurs — s'appuyant sur la connaissance ou la proximité qu'ils pourraient avoir du monde de la misère — ne peuvent se substituer à elles et parler en leur nom.

21. « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat » [1980], dans : Wresinski, J., *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Paris, Le Cerf/Éditions Quart Monde, 2007.

22. Le « Croisement des Savoirs et des Pratiques » est né à travers des projets expérimentaux, développés par le Mouvement ATD Quart Monde dans le courant des années 1996-2001. « La Charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques » est consultable sur la page web www.atd-quartmonde.org

- **L'appartenance à un groupe de travail composé de « pairs »**

La référence à un groupe d'appartenance permet que l'expérience personnelle s'amplifie, se consolide et se confronte à travers celle d'autres personnes ayant une expérience de vie similaire, rendant ainsi possible l'élaboration d'une connaissance qui va au-delà de l'expérience propre à chacun.

- **Instaurer la confiance et la sécurité**

Un cadre défini précise et assure la sécurité et la confidentialité des paroles et des écrits produits, en particulier pour l'expression de celles et ceux qui, pour vivre les situations d'extrême pauvreté, accumulent de multiples insécurités.

De même, le cadre éthique comprend un certain nombre de valeurs liées au dialogue entre les personnes : écoute active, respect de la parole de l'autre, disponibilité à adopter une posture critique vis-à-vis de son propre savoir, conviction que tout savoir est toujours en construction.

- **L'autonomie de réflexion**

L'autonomie de réflexion de chaque acteur de connaissance est préservée : chaque acteur construit sa propre pensée avant d'en entreprendre le croisement avec l'expression propre d'autres acteurs qui ont une expérience différente. Cela permet de favoriser la maturation et l'explicitation de sa propre pensée ainsi que la formulation de ses propres interrogations.

- **L'expression de tous et la rigueur du dialogue**

L'expression de chaque acteur dans ses propres termes, sans qu'ils soient substitués par d'autres mots, est garantie. Les éléments de désaccord sont identifiés pour rendre possible la confrontation à l'expérience et à la connaissance de l'autre, et le développement d'une compréhension réciproque.

- **Le temps nécessaire**

Le rythme de compréhension et d'expression propre à chacun est respecté pour que chaque acteur puisse aller jusqu'au bout de ce qu'il veut dire, assurant ainsi la compréhension du sens juste de ses paroles. Le temps nécessaire est investi dans chaque échange pour que la recherche permette la réelle participation de tous à toutes les étapes du processus, depuis la conception de la recherche jusqu'à la transmission des résultats.

1.3.2. Les acteurs de la recherche

En accord avec les principes méthodologiques présentés au chapitre précédent et en lien avec le « Contrat d'Engagements Communs 2008/2012 » auquel il a déjà été fait référence, le Mouvement ATD Quart Monde initie un travail de renouvellement de la connaissance de l'extrême pauvreté par une dynamique qui réunit les différentes personnes engagées en son sein, et en premier lieu celles vivant l'extrême pauvreté. Celles-ci sont déjà de plein droit les premières actrices des projets développés par le Mouvement ATD Quart Monde. Il s'agit pourtant là d'un nouveau défi qui va au-delà de la construction de projets, basée sur une dynamique de participation de tous, pour arriver ensemble à l'élaboration d'une connaissance globale de l'extrême pauvreté.

Depuis ses origines, le Mouvement ATD Quart Monde développe des actions créées avec les personnes en situation d'extrême pauvreté. Elles touchent aujourd'hui des familles et des communautés dans 35 pays. Cette situation de départ est très importante pour le développement de cette recherche, car elle permet — selon la terminologie du Mouvement ATD Quart Monde — à des militants, alliés et volontaires permanents de devenir acteurs de recherche, libérant leur propre connaissance et participant dans la durée à l'élaboration d'une connaissance collective.

De cette façon, les acteurs de cette recherche sont :

- **Militants :** personnes en situation de pauvreté engagées durablement au sein du Mouvement ATD Quart Monde dans la lutte contre la misère.

- **Alliés :** personnes engagées, à partir de leurs professions ou positions sociales diverses, dans la lutte contre la misère avec le Mouvement ATD Quart Monde.
- **Volontaires permanents :** personnes qui portent un engagement à long terme et à temps plein au sein du Mouvement ATD Quart Monde.

Ainsi et de manière progressive, s'est créé un réseau d'acteurs dans lequel, tout au long des étapes détaillées plus loin, ont participé environ 1 000 personnes de 25 pays.

Les pays sont : Allemagne, Belgique, Bolivie, Burkina Faso, Canada, Côte-d'Ivoire, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, France métropolitaine et Île de la Réunion, Guatemala, Haïti, Honduras, République de l'Île Maurice, Irlande, Liban, Madagascar, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Suisse.

1.3.3. Responsabilité de la recherche

Pour animer cette recherche, différentes entités sont créées :

- **Coanimation :** Un groupe de cinq personnes reçoit la responsabilité de l'animation globale de la recherche, en particulier du suivi de l'évolution du questionnement et de la fidélité aux principes méthodologiques exprimés auparavant.
- **Coordination et secrétariat :** Trois personnes reçoivent la responsabilité de la coordination des différents travaux de recherche, l'appui aux acteurs et groupes d'acteurs et les tâches de secrétariat correspondantes.
- **Correspondance :** Dans chacune des régions du monde — Afrique, Amérique du Nord, Amérique Latine et Caraïbes, Asie, Europe, Océan Indien, selon l'organisation propre au Mouvement ATD Quart Monde — un correspondant reçoit la responsabilité du suivi du projet pour la région.
- **Animation locale :** Dans chacun des pays participants, une ou deux personnes reçoivent la responsabilité de l'animation de la recherche et de l'accompagnement des personnes et groupes d'acteurs.

1.3.4. Le questionnement

Il est ressorti combien les mots « violence et pauvreté » sont utilisés comme accusation vers celles et ceux qui vivent la situation d'extrême pauvreté. Le poids de ces accusations et les stéréotypes qui en découlent se sont convertis en un véritable défi à l'heure de mettre en route cette recherche.

Ainsi, aborder la relation entre pauvreté extrême, violence et paix, a demandé dès l'origine un véritable effort de proximité aux acteurs de la recherche, à leurs préoccupations, à leur pensée, à leurs questions, et aussi à leur nécessité de silence, en particulier pour permettre aux acteurs vivant la pauvreté extrême d'y participer.

C'est pourquoi le processus d'élaboration du questionnement a été lent, permettant justement de nombreuses évolutions à partir des paroles, des questions et de la pensée de chaque acteur. Cette manière de concevoir le questionnement a permis d'éviter de tomber dans des stéréotypes, des catégories préconçues et surtout d'éviter un questionnement qui pourrait, en soi, être violent.

L'utilisation de différentes langues — expliquée ci-dessous de manière plus détaillée — a favorisé la formulation d'un questionnement divers, enraciné dans des réalités culturelles et linguistiques différentes. De même, l'évolution du questionnement a été enrichie par la participation d'acteurs porteurs de différentes réalités de vie : militants, alliés et volontaires permanents.

1.3.5. Les langues

La recherche a utilisé trois langues véhiculaires : le français, l'espagnol et l'anglais. Cependant, les acteurs de la recherche se sont exprimés en quatorze autres langues : allemand, arabe, aymara, créole haïtien, mauricien et réunionnais, malgache, mooré, quechua, sango, suisse-allemand, swahili, tagalog et wolof.

Utiliser les langues d'origine des acteurs permet que leurs paroles précises viennent enrichir le questionnement et l'élaboration de la connaissance, justement à partir des différentes réalités linguistiques. Par exemple, il existe des mots propres à certaines langues, des mots très utilisés dans l'une ou au contraire non utilisés dans l'autre, qui ont permis de faire avancer concrètement la compréhension d'un thème à partir d'un pays déterminé.

À chaque fois, des transcriptions fidèles à l'expression orale enregistrée ont été réalisées dans leur langue originale puis traduites dans une des langues véhiculaires, afin que les acteurs de la recherche puissent à la fois réaliser le travail dans leur langue maternelle et se relier au travail développé ailleurs.

Un autre aspect important en lien avec les langues a été précisément l'utilisation permanente de trois langues véhiculaires, de telle manière que les travaux de connaissance ont pu avancer simultanément en trois langues, ce qui est venu enrichir la phase finale où se sont réalisées des traductions entre les langues véhiculaires.

1.3.6. Les étapes de la recherche

La recherche s'est développée en trois étapes fondamentales, bien qu'il soit nécessaire de souligner qu'en différents moments, les étapes se soient chevauchées et enrichies les unes les autres.

À chacune des étapes, la participation d'acteurs militants, alliés et volontaires permanents a été assurée. La participation de personnes en situation d'extrême pauvreté a été privilégiée en nombre : approximativement six militants, deux alliés et deux volontaires permanents pour chaque groupe de dix acteurs.

(a) Étape des interviews, groupes d'acteurs et autres espaces d'expression collective

300 personnes ont été interviewées sur la base d'un questionnaire ouvert portant sur le lien entre extrême pauvreté, violence et paix. Les interviews n'avaient pas comme objectif le simple recueil d'expériences, mais surtout la compréhension des réflexions des acteurs en relation à celles-ci. Dans cette première étape, les interviews ont servi à poser les bases du questionnaire initial et à permettre l'expression de la connaissance individuelle des acteurs. Toutes les interviews ont été enregistrées puis transcrites dans leur langue originale, puis traduites dans une langue véhiculaire et retravaillées à chaque fois avec les acteurs. Ce travail a permis à chaque acteur de se situer comme véritable co-chercheur, de formuler ses questions et d'identifier sa propre contribution.

Plus de 700 personnes ont participé à cette recherche à travers des espaces collectifs existants dans le cadre du Mouvement ATD Quart Monde et du Forum du refus de la misère²³ (Universités Populaires du Quart Monde, Forums, Rencontres en famille, espaces d'échanges virtuels, etc.). Ces espaces ont permis à un plus grand nombre de personnes d'apporter leur contribution à l'élaboration de cette connaissance.

21 groupes d'acteurs ont été créés dans 19 pays. Les groupes d'acteurs, composés de militants, alliés et volontaires permanents, ont travaillé à partir des contributions écrites de chacun, puis, selon les avancées de la recherche, ont incorporé petit à petit des contributions d'autres groupes d'acteurs.

Ils se sont réunis pendant une période de un à trois ans et ont été composés de cinq à quinze personnes. Ils ont servi d'espaces de réflexion collective pour faire avancer l'élaboration de la connaissance à partir d'un thème concret choisi par les participants.

Là aussi, tous les travaux réalisés dans ce cadre ont été enregistrés, transcrits et redonnés au groupe d'acteurs pour la suite des travaux.

23. Le « Forum du refus de la misère » animé par le Mouvement International ATD Quart Monde, est un espace de dialogue et d'échange entre des petites associations et des personnes engagées dans la durée aux côtés des plus pauvres. Site www.refuserlamisere.org

(b) Étape des Séminaires internationaux

Cinq Séminaires internationaux ont été tenus durant les trois années de cette recherche et ont réuni des acteurs impliqués à un niveau local.

Les Séminaires ont été préparés avec les acteurs, à partir de leurs questions et contributions, manière de faire qui s'est répercutée directement dans la diversité des thèmes travaillés dans chacun d'eux et dans la formulation des questions.

Les Séminaires internationaux ont été :

• **Grand Baie, République de l'Île Maurice. Décembre 2009**

« La misère, c'est des injustices et des violences dans tous les sens »

25 participants de Haïti, République de l'Île Maurice, Madagascar, France métropolitaine et Île de la Réunion.

Langues : créole mauricien et haïtien, français et malgache.

Questions :

- **Les conditions vécues** : ce qui est injuste, ce qui fait mal, détruit, fait violence.
- **Ce qui permet de résister**, de réagir et de quelle manière nous le faisons.
- **Les contextes** de nos différents pays, la violence historique, les violences institutionnelles.
- **Les gestes non compris** à cause des conditions vécues et de la violence institutionnelle.
- **Comment sortir** de la culpabilité, du silence ? Comment changer les choses ?

Lima, Pérou. Août 2010

« La violence faite aux plus pauvres, de quelle paix sont-ils porteurs ? Rompre le silence »

38 participants de Bolivie, Espagne, Guatemala, Haïti et Pérou.

Participation à distance d'acteurs du Honduras.

Langues : créole haïtien, quechua et espagnol.

Questions :

- **« Ça, c'est pas vivre, c'est survivre ! »**
Quelles sont les conditions qui enferment dans la survie ?
Quelles sont les conditions qui permettent de vivre ?
- **« Ils nous prennent comme si nous étions moins »**
Quelles sont les conséquences du mépris et de l'humiliation sur les personnes, sur les relations ?
- **Les effets des événements historiques dans la vie des plus pauvres**
- **« Sortir de la honte et de la culpabilité »**
Qu'est-ce qui permet de sortir de la culpabilité et de la honte ?
- **De quelle paix sommes-nous porteurs ?**

Frimhurst, Royaume Uni. mars 2011

« La misère est violence — Faire entendre nos voix pour la paix »

27 participants des États-Unis d'Amérique, Irlande, Royaume-Uni.

Participation à distance de 7 acteurs des Philippines.

Langues : anglais et tagalog.

Questions :

- **« Tu apprends à tout garder en toi »**
Quelles sont les conséquences (pour moi, ma famille, ma communauté) de ne pouvoir exprimer ma colère en réaction aux violences qui me sont faites ?
Comment cette colère ne se retourne-t-elle pas contre nous, contre notre famille, notre communauté ?
- **« Les autorités peuvent complètement prendre le contrôle de ta vie »**
Quelles violences sont faites aux pauvres au nom de la protection et la sécurité des uns ?
Quelle sorte de protection et de sécurité voulons-nous ? Comment cherchons-nous à protéger et à apporter sécurité dans nos communautés, familles, à nous-mêmes ?
- **« Faire entendre nos voix pour la paix »**

Pierrelaye, France. Juin 2011

« Nos vies sont faites de violences ; il faut lutter pour tout »

40 participants de Belgique, Égypte, France et Liban.

Langues : arabe et français.

Questions :

- **Violences accumulées : « Ça revient tout le temps, demain sera comme aujourd'hui »**
Qu'est-ce que nous accumulons et qui nous fait mal ?
Qu'est-ce que ça détruit ? Comment réagit-on ? Comment résiste-t-on ?
- **Ne plus se sentir un être humain : « Dites-leur qui nous sommes, ils se trompent sur nous »**
Dans quelles situations notre existence est-elle niée ?
Quelles conditions permettent d'être reconnu ?
- **Contextes d'Europe et du monde arabe : « L'État, c'est une part de nous »**
- **Acteurs de paix : « Notre vie ne s'arrête pas à la violence qu'on rencontre »**
De quelle paix parlons-nous quand nous parlons de paix ?
Qu'est-ce qu'il faut pour que la société comprenne cette paix que nous cherchons ?

Dakar, Sénégal. Juillet 2011

« C'est la misère même qui est une violence. Si la misère s'arrête, la paix prend la place »

28 participants du Burkina Faso, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Côte-d'Ivoire et Rwanda.

Langues : français, mooré et wolof.

Questions :

- **En quoi la misère est une violence ?**
Pour toi, qu'est-ce que tu considères comme le plus violent dans la misère dans ce que toi ou d'autres vivent et dont tu es témoin ?
Comment j'essaie et essaie-t-on ensemble de résister à la violence de la misère, qu'est-ce qu'on ose faire ou pas, qu'est-ce qu'on a pu faire ou pas ?
- **À quelle paix aspirons-nous ?**
Pour moi qu'est-ce que ça veut dire le mot « paix », avoir la paix ou ne pas avoir la paix ?
À quelle paix je veux contribuer pour ma famille et les autres ?
Qu'est-ce que j'ai pu faire ou ne pas faire pour contribuer à la paix ?
- **Les contextes et l'histoire de nos différents pays, ce qui crée la pauvreté, ce qui amène la paix.**

Les séminaires ont permis aux participants de prendre du recul par rapport à leur quotidien pour être en situation d'exprimer leur connaissance et de l'analyser avec d'autres qui vivent les mêmes conditions dans d'autres pays.

En accord avec les orientations de la démarche du « croisement des savoirs », les séminaires se sont développés dans une dynamique de « groupes d'appartenance », en réunissant dans un premier temps et de manière indépendante les militants, les alliés et les volontaires permanents, pour ensuite chercher le croisement de la connaissance élaborée dans chacun des groupes. Cette dynamique, garantissant l'autonomie de réflexion, s'est révélée très enrichissante pour la construction d'une authentique connaissance collective.

Les séminaires ont permis aussi d'aborder la question depuis une perspective historique et en référence aux contextes politico-économiques, ce qui a permis de faire une lecture de l'histoire et du contexte, à partir de la connaissance des personnes en situation de pauvreté.

Les séminaires ont réuni les travaux des différents groupes d'acteurs et ont permis d'entrer dans l'élaboration d'une connaissance d'ordre international. Tout au long des trois ans, ils ont influencé le questionnement et permis d'identifier des nouveaux thèmes à aborder.

Durant les séminaires, des interviews ont été réalisées et filmées afin de produire une série de vidéos qui ont constitué des outils pour le travail à poursuivre.

Une fois encore, tous les travaux ont été transcrits et rendus aux groupes d'acteurs qui ont continué à travailler à partir d'eux.

(c) Étape du Colloque international

En dernier lieu, un colloque international a eu lieu en France en janvier 2012. Ce colloque, avec comme titre « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix », a réuni dans un premier temps 50 acteurs de 17 pays.

Ce colloque, préparé à partir de contributions de 25 pays participants de la recherche, a représenté une ultime étape dans la mission de réunir la connaissance élaborée au long des trois ans, de construire son unité et permettre aux acteurs de s'approprier sa globalité.

Après un premier temps entre acteurs de la recherche, un groupe de 25 académiciens et professionnels, membres d'institutions de différents pays, a rejoint les acteurs afin — comme il est détaillé dans la partie 3 de ce document — d'établir un dialogue sur les relations entre misère, violence et paix. Enfin, une journée publique de restitution des résultats atteints et du dialogue développé durant ce colloque a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris et a réuni plus de 450 personnes.

1.3.7. Le rôle de l'art

Dès le début, cette recherche a pris en compte l'art comme une source d'élaboration de la connaissance. Dans cet esprit, deux dynamiques ont fonctionné durant ces trois années.

D'un côté, un groupe d'artistes plasticiens engagés au sein du Mouvement ATD Quart Monde est entré dans une dynamique de création individuelle et collective autour du thème « Misère, violence et paix ».²⁴ De même que les autres acteurs, ces acteurs-artistes possédaient des expériences de vie diverses, pour certains la propre expérience de la misère. Tout au long des quatre années, différentes créations ont vu le jour et ont alimenté le questionnement. Certaines parmi elles, accompagnées de photos choisies aussi sur ce thème, ont été réunies dans une exposition inaugurée à la Maison de l'UNESCO durant la journée publique de restitution des résultats atteints par cette recherche. Un petit nombre de ces créations sont présentées dans ce document.

D'un autre côté, les séminaires ont donné aux différents acteurs l'opportunité d'identifier et de partager leur propre connaissance à travers une expression visuelle et musicale. De même que pour les membres du groupe d'acteurs-artistes, ces temps furent des moments privilégiés qui ont permis aux acteurs d'aller plus loin que la parole dans l'élaboration d'une connaissance intrinsèquement liée à l'expérience et aux émotions.

1.3.8 Diffusion des résultats atteints

Il a déjà été mis en évidence le nombre de documents que les acteurs et groupes d'acteurs ont produit tout au long des trois ans, que ce soit sous forme orale, écrite, artistique ou vidéos, documents qui ont servi au processus de l'élaboration de la connaissance.

En dernier lieu, grâce à la participation des acteurs mêmes, ces travaux ont été réunis durant le colloque international et sont en partie rassemblés dans ce document.

À la suite du colloque international, un groupe de 25 personnes — composé de militants, alliés, volontaires permanents et invités au colloque — a élaboré dans une dynamique de coécriture une synthèse des fruits de cette recherche. Un groupe de quatre personnes s'est chargé de sa rédaction finale (« La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. Recherche-action 2009-2012 et colloque international. Conclusions, août 2012 »). Ce document fait la trame du présent rapport et plus spécialement la page de synthèse au début, toutes les introductions aux différents chapitres de la partie 2 et l'ensemble de la dernière partie.

24. Œuvres réalisées sous le thème « Destruction et Reconstruction »

Ainsi au niveau international, le présent rapport, un document vidéo et le document « Conclusions colloque international 2012 » — tous disponibles en français, espagnol et anglais — recueillent les résultats de cette recherche. Au niveau local, d'autres documents de restitution de la recherche ont été élaborés.²⁵

Par ailleurs, toute la connaissance recueillie et travaillée est en processus d'archivage au Centre International Joseph Wresinski²⁶ afin qu'elle soit accessible aux auteurs mêmes et puisse continuer à être utile — dans le cadre méthodologique et éthique de cette recherche — pour l'élaboration de connaissances relatives à la pauvreté extrême et à la construction de la paix.

1.3.9. Financement

Cette recherche n'a pas pu s'appuyer sur un financement global. D'une part, elle a donc été financée par les fonds propres du Mouvement ATD Quart Monde — internationaux et locaux — ; d'autre part, elle a reçu un financement du Programme de Participation de l'UNESCO pour les séminaires internationaux à Grand Baie (République de l'Île Maurice) et à Lima (Pérou) ; et du Ministère français des Affaires Sociales (Direction générale pour la cohésion sociale) et le Conseil Régional de l'Île-de-France pour le colloque international.

1.3.10. Défis relevés

Tout au long de son déroulement, cette recherche a fait face à deux défis principaux qui sont intimement liés.

D'abord, la difficulté d'obtenir, sous forme de financement, la reconnaissance de la nécessité d'investir dans l'élaboration d'une connaissance de l'extrême pauvreté, en lien avec la violence et la paix, à partir et avec les personnes elles-mêmes en situation de pauvreté extrême.

Ensuite, la difficulté d'obtenir, sous forme de liberté de mouvement, la reconnaissance des personnes en situation d'extrême pauvreté comme citoyennes de plein droit. Cette difficulté s'est manifestée le plus gravement au moment de la recherche de l'obtention de visas pour celles et ceux qui — malgré les garanties offertes par l'organisation des séminaires et du colloque international — ne possédaient pas les titres académiques et la position économique requis par les administrations concernées.

25. Entre autre, la Revue Quart Monde n° 222 (mai 2012) Dossier « Violence et paix », en français.

26. Site proposé par le Centre International Joseph Wresinski : www.joseph-wresinski.org



Christian Januth. Le cri. 2010

Partie 2

Les relations entre misère, violence et paix

Il n'est pas possible de vivre en paix tant que persiste la condition inhumaine de l'extrême pauvreté. La gravité de toutes les violences exercées contre les personnes en situation d'extrême pauvreté met en évidence jusqu'à quel point les sécurités économiques, sociales et environnementales ont été conçues en faveur de certains et au détriment des autres. De cette façon, celles et ceux qui accumulent toutes les insécurités se voient obligés de réaliser d'innombrables efforts pour résister à la violence et chercher la paix. Ces efforts, tout comme la violence endurée, sont ignorés et déconsidérés par la majorité de la société et des institutions.

2.1. La misère est violence

La vraie dimension de l'extrême pauvreté étant banalisée, celle-ci est trop souvent décrite uniquement en termes de manques de nourriture, de revenus, de logement, de savoir. Pourtant, quand nous nous mettons en situation de comprendre et d'apprendre à partir des personnes qui subissent ces conditions, d'autres réalités apparaissent : celles de véritables violences faites sur les personnes qui vont de pair avec le déni des droits fondamentaux. « *Nos vies sont faites de violences.* »²⁷ Les privations matérielles enferment dans la survie ; l'insécurité peut provoquer l'éclatement de la famille ; l'exploitation nie les capacités ; les humiliations, l'exclusion et le mépris vont jusqu'à la non-reconnaissance des personnes comme êtres humains.

Cette réalité interroge non seulement les institutions créées pour tous, les actions d'aide, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, mais aussi, et d'une manière radicale, toutes les relations entre les personnes et les peuples. L'incompréhension entre les êtres humains et les réponses inadaptées résultent d'une connaissance tronquée et incomplète de la réalité. Une connaissance élaborée sans les personnes concernées est, en elle-même, source de violence et d'abandon.

2.1.1. Être réduit à la survie

« *On travaille le matin pour manger le soir.* »²⁸

Les privations matérielles vécues en situation d'extrême pauvreté enferment des personnes, des familles et des communautés entières dans la survie : être condamné à s'occuper en permanence de l'immédiat, ne pas pouvoir se projeter dans le futur et s'y préparer, ne pas pouvoir offrir des biens de qualité à ses propres enfants, vivre dans des endroits dangereux, être obligé de faire des choix impossibles, subir la séparation de la famille, lutter pour des ressources toujours insuffisantes.

« *Survivre, c'est gagner le quotidien, manger ce qu'on peut acheter avec le peu qu'on gagne ; parce qu'en dehors de la nourriture, il y a les chaussures, les habits... nous n'achetons jamais du neuf. Des paquets entiers de linge usé arrivent des États-Unis, du linge d'ailleurs, de seconde main. Tout cela, c'est pour nous les pauvres. Je pense que cela est une violence, parce qu'avec le peu que nous gagnons, nous ne pouvons jamais acheter de la qualité et du neuf. Nous aimerions vivre bien, donner à nos enfants le meilleur que l'on puisse : son lait le matin et ces choses. Ils y ont droit. Cela est vivre bien : c'est bon pour la santé. C'est pour cela qu'il y a tant de dénutrition, parce que nous mangeons seulement ce que nous trouvons et que nous ne pouvons pas voir si nous nous nourrissons bien parce que notre besoin, c'est de remplir nos estomacs.* »²⁹

Enfermés dans la survie, celles et ceux qui vivent la pauvreté manquent des moyens nécessaires pour se protéger et se voient condamnés à être extrêmement vulnérables face à la violence qui met immédiatement en danger leur intégrité physique et leurs vies : le trafic d'êtres humains et d'organes, la présence de groupes violents dans leurs quartiers, les travaux extrêmement dangereux.

« *J'ai perdu trois enfants à cause de la violence extrême. Une fille est morte à cause d'une balle perdue, une autre est morte dans une bagarre et l'autre fils a été assassiné. Les trois avaient quinze ans au moment de mourir. La peur ne m'a pas quittée, parce que j'ai encore des enfants plus jeunes. Quand ils s'en vont vendre et qu'ils reviennent tard, si c'est déjà 9 h et qu'ils ne sont pas encore rentrés, je n'arrête pas de me demander s'il leur est arrivé quelque chose. On donne beaucoup de conseils à nos enfants pour rester unis dans la famille ; on leur parle de la violence qu'il y a, mais la violence est de toute part.* »³⁰

27. Thème du séminaire international de Pierrelaye (France)

28. Yasmine Colette. Militante. République de l'Île Maurice. Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice)

29. Raquel Juárez. Militante. Guatemala. Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

30. Graciela Marin. Militante. Guatemala. Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

Être réduit à la survie ressort comme une violence permanente pour celles et ceux qui vivent la pauvreté extrême. Dans l'impossibilité de protéger leurs propres enfants de cette violence, les parents vivent en silence la peur, l'épuisement physique et psychologique, la douleur et la culpabilité. « *La misère fait pleurer beaucoup les mamans.* »³¹

« *Je crois que le pire quand on est pauvre, c'est de perdre l'espérance. Il n'y a pas d'espérance et chaque matin quand tu te lèves, c'est toujours la même chose : ne pas savoir d'où viendra la nourriture d'aujourd'hui, voir tes enfants avec la faim et être sans possibilité de faire quelque chose pour y remédier. Et quand arrive le jour suivant, tout est à recommencer. Je crois que pour cela, les gens très pauvres meurent très jeunes, parce que c'est tous les jours : même si aujourd'hui tu réussis à leur donner à manger, demain tout sera à recommencer, et encore le jour suivant, et le jour suivant... Il n'y a pas d'espérance au bout du tunnel.* »³²

Il manque toujours de quelque chose

Yasmine Colette. Militante. République de l'Île Maurice.

Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice).

Mes deux enfants font avec moi le ramassage de bouteilles qu'on va vendre pour gagner nos repas ; c'est vraiment dur quand je vois mes enfants travaillant. Il y des jours, j'ai manqué de me faire tuer par des accidents de camions ou machines, à deux reprises. Cela est triste. Mon fils qui travaille avec moi, lui aussi il tombe souvent malade, car il est asthmatique ; il travaille qu'une ou deux fois par semaine, il ne travaille pas souvent à cause des poussières, il y a beaucoup de poussière là-bas.

Dans la vie il ne faut pas voler, mais il faut avoir un travail, transpirer de votre sueur. Tout travail est dur, nous devons faire toutes sortes de travaux pour pouvoir manger. Je dois travailler beaucoup : le matin, je me lève à 3 heures du matin pour préparer mes enfants et je pars de la maison à 6 heures et parfois je rentre à 18 heures-20 heures, parfois plus tard. Et je dors que 4 à 5 heures dans la nuit, et j'ai de l'argent que pour élever mes enfants. On travaille le matin pour manger le soir.

Les enfants ne reprochent pas mais il y a quelque chose qui fait mal à mes enfants, ils pleurent mais ne disent rien. Ça souffre quelque part mais ils ne disent rien, ils souffrent en dedans, peut-être qu'ils manquent de quelque chose mais je n'ai pas assez d'argent pour donner. Mes enfants me soutiennent mais quand ils sont malades je ne peux pas rester avec eux à la maison, il me faut travailler, tous les jours. Mes enfants restent seuls à la maison même s'ils sont malades, je suis obligée de laisser les petits avec des mineurs.

Parfois, je pense acheter quelque chose pour mes enfants. Parfois, il y a des films de dessins animés mais je n'ai pas de télé, ils sont devant la porte des autres à cause de la télé et ils sont maltraités, en leur disant : « *Dis à ta maman d'acheter une télé, tu viens ici pour faire du désordre* » et ils reviennent me dire d'acheter une télé ou acheter ça. « *Comment acheter si maman n'a pas d'argent ?* ». C'est dur quand l'enfant pleure en disant : « *Maman j'aime ça, j'aime ça* », mais je n'ai pas le moyen de faire ça. Beaucoup de fois il manque des choses pour l'école : parfois il n'y a pas de chaussures, parfois l'uniforme est déchiré, parfois c'est le sac ou il n'y a pas de crayon pour écrire. Parfois les enfants ont volé les cahiers ou les ont déchirés, parfois l'enfant n'a rien dans son sac et le professeur dit : « *Tu ne peux pas faire tes devoirs, demain ne viens pas à l'école.* »

Il ne faut pas que nos enfants dorment sans avoir mangé. Parfois je n'ai pas 2,50 roupies pour acheter un pain pour mes enfants et dans la nuit l'enfant pleure parce qu'il souffre, il a mal, mais je leur dis qu'il n'y a pas et qu'il faut dormir. La misère n'empêche pas les enfants de vivre mais ils n'arrivent pas à avoir tout leur nécessaire, vraiment de ce qu'ils

31. Yasmine Colette.
Militante. République de
l'Île Maurice. Contribution
au séminaire international
de Grand Baie (République
de l'Île Maurice)

32. Keith Mcnaspie.
Militant. Irlande.
Contribution au séminaire
international de Frimhurst
(Royaume-Uni)

ont besoin, parce que parfois ils ont le pain, il n'y a rien à mettre dedans. Quand il y a le riz, il n'y a pas de vêtements ou des chaussures. Il manque toujours de quelque chose. Quand l'enfant regarde ses amis et voit ce que l'autre a, cela fait quelque chose dans son cœur.

Parfois, quand mon enfant n'a rien et va demander aux autres et il est maltraité, ça me fait du mal. Quand les voisins maltraitent, insultent mes enfants, parce que je suis pauvre, je ne peux pas parler, je reste chez moi en silence et je pleure et je prie en demandant à Dieu de m'aider à offrir à mes enfants cette chose-là ou celle-là. La misère fait pleurer beaucoup les mamans.

J'espère que mes fils ont un travail, qu'ils gagnent de l'argent et qu'ils arrivent à faire des choses pour eux-mêmes et ne vivent pas la misère que j'ai vécue.

Notre vie est faite de calculs

Catherine Legeais. Militante. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Notre vie est faite de calculs. Tous les mois, nous calculons tout, nous n'avons pas le choix. Une personne qui m'emmène tous les mois au Supermarché m'a dit : « Vous calculez tout. » Je lui ai répondu : « Oui, si nous ne calculons pas, et qu'une facture nous tombe dessus, c'est la catastrophe. » Je me suis sentie mal à l'aise devant cette personne, en me disant : pourquoi nous n'avons pas le droit à la moindre erreur ? Quoi faire devant l'imprévu ? Soit on ne peut pas faire autrement que de payer sa facture, en se privant, soit on va voir un travailleur social pour trouver une solution auprès de la mairie ou du secours populaire. Il faut toujours se justifier.

À cause de tout cela, la colère et l'incompréhension viennent des deux côtés. Ce n'est pas évident d'avoir des faibles ressources, nous survivons. Le fait d'être ballotés d'une personne à l'autre et en redisant à chaque fois notre situation, nous sommes pris pour des incapables et que c'est de notre faute si nous sommes dans cette situation.

Il n'y a pas de sécurité

Beyrouba Diop. Militant. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

Là où le pauvre habite, il n'y a pas de sécurité. Chaque jour tu viens, tu vois ton enfant, on lui a donné une pierre à la tête, tu sors avec ton enfant, et tu demandes qui lui a fait ça ? Tu bats, tu insultes. Il n'y a pas la paix, on peut dire.

Quand tu vis l'insécurité, tu ne peux pas vivre la paix. Imagine-toi, tu vis : un dans la pauvreté, deux avec l'insécurité, trois sans la paix, mais tu es mort déjà. Il y a des morts vivants, tous les pauvres sont presque des morts vivants. Ils marchent comme ça, mais ils sont déjà morts, les esprits ne sont pas là.

C'est ce qui pousse beaucoup de jeunes à quitter leur maison parce qu'ils ont la haine avec leur famille. Ça les pousse à être dans la rue. Ça, ça aggrave la pauvreté. Parce que, si tu es dans la rue, tu vis l'insécurité, tu ne vis pas dans la paix. Les gens t'insultent, et tu subis beaucoup de choses.

Quelqu'un qui sort de la maison pour être dehors, dans la rue là, c'est difficile pour qu'il puisse vivre, parce que les parents vont toujours mettre dans la tête que leur enfant est dans la rue. L'enfant aussi. Il y aura de la haine, beaucoup de haine et au fur et à mesure, la haine va se propager, des enfants aux parents, des parents aux enfants.

On ne peut plus vivre qu'au jour le jour

Groupe d'acteurs. Canada.

Contribution au colloque international « La misère est violence. Rompre le silence.

Chercher la paix ».

Quand on est pauvre, on ne sait jamais si on va être capable de payer son logement, si on va être capable de payer l'électricité, la nourriture et tout cela. C'est une inquiétude qui est toujours là. Aussi le manque d'argent engendre parfois la chicane dans la famille, et des tensions. Le père, la mère et les enfants peuvent avoir des priorités différentes.

La pression et la tension quotidienne dues à la pauvreté agissent sur la santé. À cause de la pauvreté, notre santé est si mauvaise qu'on ne peut plus vivre qu'au jour le jour, on ne peut plus faire de projets.

Parce que je suis pauvre, je n'ai pas d'argent pour sortir mon enfant et l'amener à un hôpital privé

Raquel Juárez. Militante. Guatemala.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

Au Guatemala, la vie est très dure pour les plus pauvres, pour les exclus. Les violences que nous vivons sont que les hôpitaux ne sont pas équipés. Quand nous amenons un malade, il n'y a pas d'antibiotiques forts et d'appareils. Je suis allée à l'hôpital, mon bébé était en train d'agoniser dans son berceau, et le docteur m'a dit : « *Madame, vous ne savez pas que nous sommes en grève pour réclamer des médicaments pour sauver les gens ; nous ne pouvons rien faire ; avec quoi voulez-vous qu'on vous le sauve si on n'a pas les médicaments ?* » À ce moment-là, j'ai eu beaucoup de rage d'être pauvre. Parce que je suis pauvre, je n'ai pas d'argent pour sortir mon enfant et l'amener à un hôpital privé. Une nuit là-bas coûte bien 1 000 quetzales ou plus. Cela fait violence à nos droits, le fait que nous n'avons pas accès à la santé.

On se trouve entre le devoir et la pauvreté

Groupe d'acteurs. Guatemala.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

Mon fils a seize ans et pourrait être en train de travailler mais j'ai peur qu'il sorte de la maison. C'est une tension qui existe toujours : peur qu'il arrive quelque chose à nos enfants, peur qu'on les mette dans des bandes parce qu'une fois qu'ils sont dedans ils ne peuvent plus rien faire, en dépit de tous les efforts qu'ils font pour en sortir. Comme parents, on se trouve entre le devoir et la pauvreté, parce qu'en effet, on a besoin que les enfants aident un peu, mais parfois il vaut mieux se priver que d'être en train de se demander s'ils vont revenir ou non. La pression est due tout le temps à l'insécurité dans laquelle nous vivons.

Ici, dans le quartier, il y a trop de violence. Souvent la meilleure option c'est d'abandonner sa maison et le peu qu'on a ; pour le bien de ses enfants, on doit faire n'importe quoi.

Maria Teresa Gonzales.

Ceux qui ont obtenu des diplômes savent le dur que c'est ; moi je lavais le linge d'autres personnes et, quand la bourse de ma fille s'est terminée et qu'elle était en dernière année, j'ai travaillé et j'ai été là à côté d'elle, même si je pouvais l'aider qu'un petit peu. Nous sommes arrivés à devoir l'eau de 18 mois dans l'année où ma fille a obtenu son diplôme, parce que nous n'avons jamais payé l'eau, ou le ramassage des ordures, ou quoi que ce soit, parce que tout ce que je gagnais ne suffisait pas pour payer tout ça et les études de ma fille.

Maritza Orozco.

Nous travaillons tout le temps, nous n'avons pas de temps pour être avec nos enfants

Emma Poma. Militante. Bolivie.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

Beaucoup de gens disent : « *Ceci n'est pas vivre, c'est survivre.* » Nous sommes tout le temps en train de travailler. Par exemple, en Bolivie, on voit des familles de mon quartier qui doivent travailler tout le temps. Souvent, ils ne s'occupent pas de leurs enfants, ils ne peuvent pas manger ensemble, ils ne peuvent pas les accompagner à l'école. Les parents sont plus préoccupés pour leur apporter la nourriture.

Les parents disent : « *Nous n'avons pas de temps pour être avec eux, ce n'est pas que nous voulons les négliger ou ne pas nous en occuper convenablement.* » Et c'est pourquoi ils doivent vivre ainsi, parce que la situation dans laquelle ils vivent les y oblige.

Par exemple, il y a des enfants du quartier qui viennent négligés, sales, ils ne portent pas des vêtements propres. Parfois les gens les regardent de travers et ils disent : « *Ces enfants sont sales.* » Ils ne voient pas comment leurs parents vont travailler pour leur donner du pain. Ce n'est pas que cela ne leur importe pas. C'est à cause du travail qu'ils doivent faire cela. Toute la journée : ils s'en vont le matin laissant leurs enfants endormis et ils rentrent tard, de nuit, quand leurs enfants seront déjà en train de dormir.

L'adoption et les orphelinats génèrent une grande souffrance

Jacqueline Plaisir. Volontaire permanente. Haïti.

Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice).

Les parents, en fait, souhaitent, et demandent le meilleur pour leurs enfants, ils recherchent beaucoup de solutions, et l'orphelinat à certains moments apparaît comme une solution. Mais il y a des tragédies ; on connaît des exemples où la personne veut mettre son enfant dans un orphelinat pour un temps donné parce que la situation est dure, et quand elle vient chercher son enfant, celui-ci n'est plus là ; l'enfant a été adopté et elle n'en retrouve plus la trace, ou alors l'orphelinat a disparu et les enfants, on ne sait pas où ils sont.

La question de l'adoption, c'est un vrai problème parce que les parents ne comprennent pas très bien ce qu'on leur explique sur l'adoption. En Haïti, l'adoption n'est pas plénière, cela veut dire que l'enfant reste toujours l'enfant de la famille biologique, il garde son nom. Quand l'orphelinat explique ça à la famille, on leur dit : quand l'enfant aura dix-huit ans, l'enfant viendra vous revoir, il sera libre de venir vous revoir. Ce qui est vrai en absolu, mais en réalité à l'enfant on ne donne aucune nouvelle de sa famille, parfois on ne lui laisse même pas penser qu'il est haïtien, donc il existe peu de chance que l'enfant puisse revenir. Arrivés dans leur pays, les parents adoptifs obtiennent la plupart du temps l'adoption plénière « pour le bien de l'enfant » et donc ce dernier porte le nom de ses « nouveaux » parents.

Des parents me disent aussi : mon enfant est à l'orphelinat et j'ai appris qu'il va partir. Et d'un coup, la famille a très peur, la mère panique : si l'enfant doit être adopté et que moi je décide de le reprendre chez moi, qu'est-ce qu'il va me reprocher dans trois ans, quatre ans, cinq ans ? Qu'est-ce que je peux lui offrir ? Rien.

Quand les parents vont à l'orphelinat, on leur donne une petite monnaie pour aider le reste de la famille, c'est infime, et on écrit dans le journal : « Les parents vendent leurs enfants pour 200 gourdes. » On écrit des choses comme ça. Donc la question de l'adoption et des orphelinats, les vrais et les faux orphelinats, c'est une grande souffrance et les familles n'en parlent pas si facilement.

Quand tu perds tes enfants, c'est comme si on t'enlevait une partie de ta vie

Séamus Neville. Militant. Royaume Uni.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni)

La raison pour laquelle les services sociaux ont placé mon fils et ma fille aînée, c'est parce qu'ils avaient besoin d'une attention spéciale. Quand tu perds tes enfants, c'est comme si on t'enlevait une partie de ta vie. Tu pleures la mort de ton enfant, mais il est toujours vivant. C'est ce qu'il y a de plus triste. Tu ne devrais pas pleurer un enfant qui est toujours vivant; tu pleures un enfant quand il est décédé. Cela fait un creux dans ta vie, un trou qui ne peut pas être rempli. Ce creux est là, même aujourd'hui, car ma fille aînée est comme une inconnue pour moi. Je sais qu'elle est ma fille, mais je ne la connais pas, elle est une parfaite inconnue. Elle n'est plus ma petite fille.

Quand ma deuxième fille est venue au monde, un spécialiste nous a dit qu'elle pourrait remplacer sa sœur. Un enfant ne peut pas être remplacé par un autre. Ce sont deux personnes différentes. Ils disent aussi qu'après une longue période de soins ou d'adoption, on peut ramasser les morceaux et rattraper le temps perdu. Mais ce temps est perdu. Il ne peut pas être rattrapé, il n'est plus là.

Quand ma fille aînée a été adoptée, il y avait une travailleuse sociale avec nous. Je lui ai dit que tout peut arriver en quatorze ans et elle s'est tournée, avec un air de tout savoir, et m'a dit: « *Rien ne va arriver en quatorze ans.* » Mais justement quelque chose est arrivé, j'ai perdu mon épouse. Ma fille aînée n'a jamais connu sa mère, ce qui est très dommage. Elle aurait aimé voir sa mère. Quand mon épouse est décédée, j'ai vu ma fille pour la première fois en quinze ans. Elle avait dix-huit ans.

Les plus pauvres ne pouvaient pas se défendre lors des conflits

Groupe d'acteurs. République Centrafricaine.

Contribution au colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

C'est très dur de parler de ce que les plus pauvres ont vécu pendant le conflit armé ici en Centrafrique. Ce qui s'est passé dans notre pays, c'est quelque chose d'inoubliable dans la tête des plus faibles. Même les plus riches, ils ne peuvent oublier ça.

Les conflits multiplient notre misère. S'il y a des conflits, nous ne pouvons pas sortir pour aller chercher de quoi manger. Or, dans notre situation, on ne peut pas prendre de repos parce qu'on n'a pas de réserve. Donc on doit repartir chaque jour pour chercher de l'argent pour nourrir les enfants. Sinon, le foyer tombe décadent. Mais à cause des coups de fusil, sortir c'est difficile, tu n'oses pas aller aux champs.

À cause de la guerre, les pauvres quittent leur maison, ils fuient dans la brousse et il y a des gens qui viennent derrière eux pour casser la maison et récupérer tous leurs biens.

Ceux qui avaient des moyens ont eu la chance de s'échapper, de traverser le pays ou d'aller à l'étranger. Mais ceux qui n'ont pas les moyens souffraient vraiment sérieusement; ils entraient en profondeur dans la brousse et mangeaient des trucs qui ne sont même pas convenables pour un homme de manger. Jusqu'à aujourd'hui certains sont restés là-bas, ils trouvent que dans la brousse ils sont mieux parce qu'ils ont peur que d'un jour à l'autre ça recommence. S'ils osent revenir dans le village, ils auront à subir les conséquences.

Dans cet état effroyable, tout le monde a eu peur. Même quand un chien courait derrière un autre pour se bagarrer, les gens avaient peur. Ils abandonnaient tout, ils commençaient à fuir en disant que des soldats arrivaient pour tirer sur eux. Tous ceux qui ont vécu ce

moment, ceux qui ont perdu leurs biens, ont leur cœur toujours blessé par cette violence. Ces exactions que les gens ont vues de leurs propres yeux, c'est gravé dans leurs images, ils ont ça dans leur tête.

Nous, les plus pauvres, on ne pouvait pas se défendre : on ne pouvait ni se protéger, ni protéger notre famille, ni même les biens communs, comme l'église par exemple.

Dans les événements qu'on a connus, la situation des plus pauvres était aggravée, parce que eux, ils n'avaient pas des moyens forts de se protéger ou en tout cas de faire appel à quelqu'un pour les protéger. Une famille aisée peut avoir tous les moyens de communication pour interpeller la police ou des forces de l'ordre public pour la secourir en cas de besoin. Par contre, ceux qui vivent dans une situation très démunie n'ont pas ces moyens de communication. Du coup, ils sont exposés aux braquages ou aux vols. Les gens vivent dans la peur, dans l'insécurité que personne n'interviendra pour toi.

Dans notre pays, on constate que, si un jeune rentre dans l'armée, il peut soutenir sa famille, personne n'ose te faire du mal. Mais l'armée, c'est pour ceux qui ont les moyens. Si quelqu'un veut entrer dans l'armée, il faut payer un officier pour qu'il prenne ton fils. Nous les pauvres, nous n'avons personne pour nous soutenir, il n'y a que Dieu qui nous garde.

Dans ces conflits, on prenait les pauvres pour les utiliser comme des ânes pour porter les fardeaux des rebelles. Ils avançaient à la queue leu leu. Parfois, c'était tellement lourd qu'ils ne pouvaient pas mais, s'ils refusaient, on les tuait.

Dans certains pays, lors des conflits, les plus riches utilisent les plus pauvres pour faire du mal et leur donnent en compensation un bien très petit. Cependant le mal qu'ils vont faire est vraiment grand. Ce n'est pas normal. Et quand le combat devient intense, les plus riches ont toutes les possibilités de sortir loin du pays mais les plus pauvres restent et ils subissent des conséquences qui ne sont pas convenables pour une personne. Les gens qui ont tué la famille de leur ami, quand ils doivent ensuite habiter ensemble, quelle entente parmi eux ? Qu'est-ce qu'ils vont dire pour la réconciliation entre eux ? Les gens qui ont un fusil considèrent ce fusil comme leur Dieu, comme s'ils sont très riches d'avoir ce matériel de tir. Quand ils ont ce fusil, ils disent qu'eux sont des personnes, et que ceux qui n'ont pas de fusil sont des animaux. Les pauvres ne sont pas des animaux ! Que la justice cherche à comprendre ça.

Dans ces conflits, on nous oublie... Par exemple, chez nous au village, après ces conflits armés, il y a des organismes qui donnaient des choses pour soutenir ceux qui étaient dépouillés mais les gens chargés de distribuer les matériels ne les donnaient pas aux plus pauvres. Des gens utilisent la misère des autres pour s'enrichir et l'aide envoyée par les organismes internationaux n'arrive pas aux ayants droit. Les plus pauvres continuent encore à souffrir.

2.1.2. Ne pas être traité comme devrait être traité un être humain

« Le plus dur de vivre dans la misère, c'est le mépris, qu'ils te traitent comme si tu ne valais rien, qu'ils te regardent avec dégoût, jusqu'à te traiter comme un ennemi. Nous et nos enfants, nous vivons cela chaque jour, cela nous fait mal, nous humilie et nous fait vivre avec la peur et la honte. »³³

À côté de la violence des privations existe une autre violence, tout aussi extrême, qui est liée à l'humiliation et au mépris, et qui nie l'humanité de la personne. *« Comme si pour eux nous ne serions pas des êtres humains. »³⁴*

Le traitement inhumain est une violence qui entraîne toutes les autres, une succession de situations de non-respect, d'humiliations, de discriminations, d'outrages, de dénis des droits

33. Edilberta Béjar. Militante. Pérou. Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

34. Cootis. Militant. Etats-Unis d'Amérique. Contribution au séminaire « Nous ne sommes pas faits pour vivre ainsi » (Nouvelle-Orléans)

fondamentaux, allant jusqu'à la violence physique reçue par les plus pauvres à l'école, au travail et dans la rue. « *Non seulement je n'avais rien, mais j'étais réduit à rien.* »³⁵ Les personnes sont rabaisées, enfermées dans des catégories stigmatisantes, nommées par des noms indignes. Quotidienne et insupportable pour celui ou celle qui la subit, cette violence est invisible ou considérée comme normale et banalisée de la part de ceux qui la commettent ou qui en sont témoins sans réagir.

« Quand des personnes nous manquent de respect en nous désignant par des mots tels que « *cas social* », « *mauvaise mère* », « *incapable* », « *bon à rien* », cela témoigne d'un jugement, d'une méconnaissance, et nous ressentons la violence d'être discriminé, inexistant, de ne pas faire partie du même monde, de ne pas être traité comme les autres humains. Ces violences quotidiennes sont des maltraitements. »³⁶

L'indifférence et le mépris auxquels sont soumis les plus pauvres sont si violents que les personnes concernées en arrivent à se soumettre à ces mêmes considérations, à douter d'elles-mêmes et à ne plus se voir qu'au travers des yeux des autres : inutiles, incapables, ne comptant pour rien, voire réduits à des « *à jeter* »³⁷. Ces humiliations apportent la souffrance, l'indignation, la colère, le sentiment d'injustice et d'abandon, la méfiance envers les autres et envers les institutions, et elles réduisent au silence celles et ceux qui en sont ses victimes. « *C'est comme s'ils te tuaient, ça t'enlève jusqu'à l'envie de vivre.* »³⁸

La misère détruit l'humanité, car elle crée des barrières qui rendent impossibles la reconnaissance mutuelle, la compréhension et la communication. Une double violence se manifeste : la violence de la misère d'une part et, d'autre part, la violence des fausses interprétations attribuées aux réactions pourtant humaines des personnes en situation d'extrême pauvreté : leurs pleurs et leurs cris sont considérés comme une manipulation ; leur colère et leur désaccord comme une agression ; même leur silence est incompris.

Nous ne sommes ni reconnus, ni traités comme des êtres humains

Moraene Roberts. Militante. Royaume-Uni.

Contribution au colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Qu'est-ce qui fait de nous des êtres humains ? Nous possédons l'intelligence et nous pensons. Nous possédons une voix et pouvons communiquer par le langage. Nous avons des émotions et sommes en mesure de les manifester. Nous possédons la dignité et la possibilité de choisir.

Tout cela est nié aux personnes en situation d'extrême pauvreté ; nous ne sommes ni reconnus ni traités comme des êtres humains. Celles et ceux vivant l'extrême pauvreté se voient interdits de protester lors d'actes de violence commis contre eux, il ne leur est pas facile de même que pas permis de le faire.

Dans des cas d'injustice, leurs propos sont soit déformés soit utilisés contre eux : se plaindre est considéré comme un manque de coopération ; protester ou se considérer frustré par sa propre impuissance, comme une agression ; s'expliquer, comme une échappatoire.

Même celles et ceux qui réussissent à parler ne sont pas pris en compte, mais au contraire se voient discrédités et même punis : « *On refoulait tout pour que la situation n'empire pas.* »

De la même manière, celles et ceux qui parlent au nom des autres peuvent souvent s'attendre à des réactions hostiles, soit dans leur travail, soit dans leur communauté : « *Si tu couches avec des chiens, attends-toi à attraper des puces.* » Les personnes vivant la pauvreté ne sont pas des chiens.

35. Mame Diarra Diouf.
Militante. Sénégal.
Contribution au séminaire
international de Dakar
(Sénégal)

36. Laetitia Dubourdieu.
Militante. France.
Contribution au séminaire
international de Pierrelaye
(France)

37. Parfait Nguinindji.
Militant. République
Centrafricaine.
Contribution au Séminaire
international de Dakar
(Sénégal)

38. Edilberta Béjar.
Militante. Pérou.
Contribution au séminaire
international de Lima
(Pérou)

Les émotions humaines, c'est quelque chose de très puissant. Et pourtant nombreux sont ceux qui vivent dans la pauvreté et qui ne se sentent pas le droit d'exprimer une émotion normale car les autres ne les voient pas comme « normaux ».

Au Royaume-Uni, plus une famille est pauvre, plus fortes sont les chances de voir leur enfant enlevé par les autorités locales et adopté contre la volonté de leurs parents. Suite à cela, tout ce que tu dis, fais ou ressens est sous contrôle.

Un jeune homme raconta dans quelles conditions il s'était enfui du foyer pour échapper aux mauvais traitements. À l'âge de dix ans, il s'était rendu au commissariat estimant qu'il y serait à l'abri. Mais il ne put entrer. Couché sur les marches, il s'attendait à être secouru mais les officiers de police qui entraient et sortaient du bâtiment se contentaient de l'enjambrer. Personne ne demanda ce qu'il faisait là ; bref, une indifférence totale. Finalement, il dut rentrer chez lui. Quand on enjambe un enfant de dix ans, tout seul, couché sur une marche d'escalier, on ne voit pas l'être humain.

Nombreux sont les exemples de ce mépris envers les droits et le bien-être des pauvres. À tel point que les travailleurs sociaux et d'autres considèrent que la pauvreté, loin d'être une honte pour la société, est de la responsabilité des pauvres et un signe de négligence à l'égard de leurs enfants.

On dit souvent dans les médias britanniques qu'on devrait interdire aux pauvres de procréer mais chacun a le droit de créer une famille et de vivre ainsi. Un exemple après l'autre, cependant, montrent comment les autorités et les services sociaux réduisent les individus à des numéros, des dossiers, des étiquettes : tel un détenu, un fuyard, un sans domicile fixe, un exclu sans identité. Parfois, ce processus est subtil et on ne réalise pas tout de suite ce qui se passe ni qu'on te traite comme quelqu'un que tu n'es pas. Jusqu'à ce qu'à un moment donné, tu te dises qu'aucune autre personne ne serait traitée ainsi, alors pourquoi moi ? Je ne suis pas une mauvaise personne, je suis une personne pauvre.

Même dans la mort, lorsque tous les êtres humains devraient être égaux, les pauvres sont dépouillés de leur identité. Lors du séminaire international à Frimhurst, nous avons visité un cimetière dont une partie, comme dans la plupart des autres, était réservée aux indigents. Au fil des années, le sol s'était tassé et on ne voyait plus qu'un espace infini de monticules.

Pas de pierres tombales, pas de noms, rien qui puisse indiquer qui gisait là. Dans la mort comme dans la vie, les pauvres ne sont plus rien, comme s'ils n'avaient jamais existé. Dans la mort comme dans la vie, toute dignité et toute possibilité de choix leur sont retirées. Et pourtant ils furent des êtres humains comme nous qui vivons encore aujourd'hui dans la pauvreté.

Tu dois tous les jours recevoir des humiliations et des coups

Leandro Huilcas. Militant. Pérou.

Contribution au séminaire international de Lima. (Pérou).

La société dans laquelle nous vivons n'est pas consciente de ses actes, quand elle marginalise des personnes avec moins de ressources économiques. Au Pérou, un paysan, un porteur, un immigrant des communautés rurales, à cause du travail qu'ils effectuent ou par les vêtements qu'ils portent, sont maltraités et aussi discriminés. C'est le cas des porteurs de Cusco. Ils travaillent mais le salaire qu'ils reçoivent, ils le reçoivent parfois avec des insultes comme « cholos³⁹, ivrognes » ou alors on leur jette l'argent. D'autres fois, du fait qu'ils utilisent une ojota⁴⁰ ou les vêtements de leur communauté, on leur dit : « Eh toi, ojotero ». Quand un pauvre marche dans la rue, c'est comme s'il dérangeait les gens ; on lui dit : « Dégage, marche ! » Parfois, on les accule dans un coin et on ne les laisse pas passer. C'est ce que vivent journalièrement les porteurs. Ils effectuent leur travail avec des tricycles, des

39. Terme péjoratif pour désigner une personne indigène.

40. Sandale utilisée dans le monde rural.

charrettes ou parfois avec des cordes. Quand ils demandent la permission pour passer (parce que pour pouvoir avancer avec de telles charges, ils ont besoin d'espace), ils ne reçoivent que des insultes et des mots grossiers. Il y a d'autres violences : quand un pauvre va dans les bus, on ne lui donne pas de siège, seulement parce qu'il n'est pas bien habillé ou qu'il est un peu sale ; quand il s'approche, on lui dit : « Va plus loin, tu empestes. »

C'est la vérité, c'est ce qui nous arrive.

La violence se tourne surtout envers les plus pauvres, ceux qui ont moins de ressources économiques ; chaque jour, par manque d'argent, pour apporter du pain à ta famille, tu dois recevoir des cris, des humiliations, et parfois même des coups.

Cette maltraitance provient de ceux qui ont des ressources économiques plus élevées, ceux qui ont de l'argent ; le seul fait qu'ils te donnent du travail, ils te méprisent, te disant : « *C'est grâce à mon argent que tu vis !* » Mais pour vivre, tout le monde doit travailler, de toute manière, et cela ils ne le comprennent pas. Parce qu'ils te donnent du travail, il leur est permis de violenter ce que sont tes droits, ton auto-estime, et c'est ce qui affecte le plus une personne, d'être traitée comme un animal, comme une chose inutile.

À la fin, ils te font sentir si mal, que tu n'as plus envie de faire les choses avec enthousiasme et que tu en arrives même à l'échec ; cela par le seul fait qu'ils ne te prennent pas en considération.

Les gens qui, toujours, marginalisent ou violentent les autres ne prennent pas conscience des actes qu'ils sont en train de commettre ; ils accusent simplement ceux qui ont moins de ressources économiques et jamais ils ne reconnaissent leurs propres erreurs.

Ils te font sentir que tu n'es pas valable pour la société

Léo Sánchez. Militante. Espagne.

Contribution à la journée publique à la Maison de l'UNESCO du Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

La sensation d'être utile aux autres est importante. Pour moi, le pire de la misère, c'est la solitude qui touche chaque personne, se sentir marginalisé, sentir qu'on n'est pas à sa place. Tous, nous avons besoin de tous ; les personnes ont besoin les unes des autres. Quand on te fait sentir que tu n'es pas valable pour la société, que tu n'es pas utile, il y a un vide si grand que tu ne sais pas comment remplir.

Toi-même, dans ton intérieur, tu sens que tu as la capacité de faire des choses, et pas de petites choses mais de grandes choses avec d'autres. Mais les autres, c'est peut-être qu'ils ne le voient pas, alors c'est comme un vide, une lutte avec toi-même. Et souvent tu te nuis à toi-même, tu te marginalises beaucoup plus quand tu comprends qu'ils ne t'apprécient pas, que tu ne te sens pas utile, et c'est là que tu commences à te détruire toi-même, à être comme un mort en vie.

Quand tu sens que tu n'as pas de valeur pour la société, ça ne veut pas dire que tu n'en as pas, mais la société, les institutions, les travailleurs sociaux te le font sentir ainsi.

Dans le fond, tu sais que tu as de la valeur, que tu peux apporter, que tu as la capacité de partager avec les autres ; tu sais que tu peux, mais tu as besoin de la reconnaissance des autres et qu'ils te soutiennent.

Cette situation mène à l'échec, à la souffrance et tu fais souffrir les gens autour de toi, ta famille. Cette souffrance ne serait pas nécessaire si tous nous donnions de notre part et nous nous mettions à la place de l'autre, pour le bien de l'humanité.

Au contraire, tout ce qui est proposé aux plus pauvres, ce sont seulement des obligations, sans ce qui permet d'exercer ses droits. C'est comme s'ils étaient des objets déposés dans des quartiers, au milieu de la boue, sans aucune infrastructure de services de base, isolés de la ville.

On nous a déplacés et on a brûlé nos abris

Jean-Pierre Rakotondrabe. Militant. Madagascar.

Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice)

Quand c'était le séminaire de la francophonie, on nous a déplacés et on a brûlé nos abris. On nous a déplacés dans une fosse (c'était le trou d'une carrière) et à la saison des pluies l'eau monte jusqu'aux genoux. Les gens se sont découragés.

Un financement a été donné pour la politique verte de la ville d'Antananarivo, la capitale. La commune a fait enlever, de nuit, par camions, les plus pauvres, comme des ordures qu'on ramasse, pour les déplacer ailleurs.

On leur a promis de leur donner un endroit pour mener une vie meilleure : ils n'ont même pas eu le temps de ramasser leurs affaires et on a brûlé les abris qu'ils habitaient. Ce n'était pas en une seule fois seulement, ce fut comme ça à deux ou trois reprises. Arrivés dans ce nouveau lieu, ils ne trouvent pas de quoi se nourrir, ils retournent à la ville et puis de là on les chasse de nouveau.

On était en train de mourir de faim et ça avait l'air de ne déranger personne, comme si, pour eux, on n'était plus des êtres humains

Cootis. Militant. États-Unis d'Amérique.

Contribution au Séminaire « Nous ne sommes pas faits pour vivre ainsi » (Nouvelle Orléans).

Quand l'ouragan Katrina est arrivé, cela a vraiment bouleversé ma vie. J'étais en prison avant Katrina, et on se préparait à sa venue. Je croyais qu'on allait nous transférer du pénitencier vers un autre, avant la tempête. Au lieu de ça, on nous a dit qu'on devait rester là.

Ce qui s'est passé, c'est que les gardiens ont commencé à nous enfermer tous dans nos cellules. Ils n'en avaient rien à faire de nous ; jamais ils ne nous l'ont dit mais ils l'ont juste montré par leur comportement envers nous. Ils nous ont abandonnés. Nous ne pouvions rien faire. Ils nous ont laissés dans nos cellules des journées entières sans nourriture, sans eau, sans rien, et sans électricité. L'eau montait et a atteint le premier étage, puis le second, j'étais au troisième et, par chance, j'ai pu m'en sortir. On était trempés, on puait à cause de l'eau souillée dans laquelle on pataugeait. On était en train de mourir de faim et ça avait l'air de déranger personne. À ce moment-là, c'était comme si, pour eux, on n'était plus des êtres humains. On était des numéros, on était comme du bétail.

Il y a des employeurs qui traitent toute la journée les gens comme des animaux

Georges Mattar. Militant. Liban.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Au travail, il y a des employeurs qui traitent toute la journée les gens comme des animaux qu'on fait travailler. On ne respecte pas les engagements envers eux, on augmente les heures de travail, on diminue les salaires, on ne paie pas les déplacements, on exploite les gens au maximum ; un animal on aurait peur de le rendre malade et on le traiterait mieux que ça. Moi, je gagne 1 \$ par heure et on demande de moi que je remplisse trois ou quatre postes alors que je suis embauché pour un seul poste.

La police nous ramassait de force

Robert Lebihan. Militant. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Avec ce qu'on voit et ce qui se passe, j'ai l'impression qu'il va y avoir de plus en plus de gens à la rue, parce que les familles qui pouvaient s'en sortir ont aujourd'hui du mal à s'en sortir ; je ne sais pas ce qui se passe mais les prix n'arrêtent pas d'augmenter.

Pour moi, la violence dans la rue, c'est des fois quand on dormait le soir, il y avait des jeunes qui venaient nous lancer des pierres. Autrement, il y avait des gens, des passants, qui passaient et qui nous traitaient de fainéants. Et aussi, quand on allait dans les bureaux pour faire des papiers, on n'y revenait presque jamais, comme on n'était pas très propres avec nos sacs. Quand on cherchait du travail, à chaque fois, on nous disait « non » alors à la fin on n'y allait plus. On ne faisait plus aucune démarche, on restait dans la rue.

La police nous ramassait, ils ne nous demandaient pas notre avis, nous embarquaient de force, nous faisaient déshabiller et nous faisaient prendre une douche, et les habits étaient désinfectés et, quand ils ressortaient de là, ils étaient tout froissés. C'était la traque des pauvres de la part de l'État. J'ai vécu ça très très mal, c'était une agression. Puis ils nous relâchaient et si jamais ils nous retrouvaient, à l'époque, une demi-heure plus tard, ils nous faisaient remonter dans le bus soi-disant pour prendre la douche, pour manger pour être propre, mais ça servait à rien ce qu'ils faisaient. C'est une atteinte à la liberté, c'est sûrement pas rendre service aux gens.

On avait des sacs avec nous, parce que dans les foyers tu ne peux pas laisser les sacs, donc ils nous repèrent ; ben, si bien qu'à la fin on se baladait sans sac, ça n'empêche qu'une fois qu'on est connu, on est connu.

Au foyer, il n'y avait pas de nom, c'étaient des numéros et, si on ratait une nuit, votre lit était donné à quelqu'un d'autre. Là où on n'avait pas de nom, c'est aussi quand quelqu'un meurt dans la rue, il va au cimetière et il n'a pas de nom sur sa tombe. Les gens sont enterrés dans l'anonymat.

La violence la plus difficile qu'on peut vivre, c'est l'humiliation

Lourdes Guadalupe Chavez. Militante. Honduras.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

La violence que l'on peut faire à quelqu'un qui est pauvre, c'est le marginaliser, se méfier de lui, le regarder mal peut-être parce qu'il est pauvre. C'est ce que j'ai pu vivre pendant deux mois quand j'ai travaillé au service d'une autre personne. J'ai dit que je ne vais pas travailler une autre fois comme employée, je préfère vendre des choses dans la rue, même si là aussi il y a des gens qui veulent nous humilier. J'ai eu une expérience une fois, il y a un homme qui m'a demandé : vous vivez au bord de la rivière et vous faites cuire les hot-dogs avec l'eau de la rivière ? Oui, je lui ai répondu, parce c'était une question complètement incorrecte. Je ne sais pas comment vous la décrire, mais la violence la plus difficile que l'on peut vivre, c'est l'humiliation.

2.1.3. Des violences institutionnelles et politiques

La violence exercée par les institutions, et par celles et ceux qui les représentent, contre les personnes les plus pauvres affecte la liberté et l'intégrité physique et psychique des personnes et des familles, entrave leur avenir et brise la cohésion de la société. Pourtant, cette violence a atteint un tel degré de banalisation qu'elle ne remet d'aucune façon en cause le

fonctionnement des institutions — publiques ou de la société civile — dont la responsabilité est de permettre de vivre ensemble en humanité, de garantir la sécurité universelle et l'accès de tous aux droits fondamentaux.

« On a construit une autoroute pour relier la ville à l'aéroport. Elle devait traverser une zone résidentielle. On a changé son tracé, et ce sont des familles pauvres qui ont été déplacées et appauvries pour pouvoir construire cette autoroute. »⁴¹

« Dans notre pays, quand nos enfants ont été placés dans une institution, nous avons seulement le droit de leur écrire une lettre par an où il est interdit de leur dire qu'ils vous manquent, que vous vous battez pour les récupérer, que vous les aimez, parce qu'ils disent que cela peut perturber l'enfant ! »⁴²

« Mon pays dit au reste du monde qu'il a déjà atteint l'objectif du millénaire concernant l'éducation primaire universelle, alors qu'en réalité il a élargi l'accès à l'école mais pas la qualité. Beaucoup d'enfants ratent les examens à l'âge de dix ans ou plus et ne savent ni lire ni écrire. »⁴³

Il s'agit bien là, sous des formes diverses, d'une mise à l'écart, d'une distanciation démesurée entre les personnes les plus pauvres et les institutions, de violences que l'institution exerce à travers celles et ceux qui la représentent. Malgré la gravité des actes commis, trop souvent les institutions affirment avoir pris tous les moyens nécessaires et avoir agi dans la légalité, renvoyant ainsi aux personnes en difficulté la responsabilité de la violence. Les personnes en situation d'extrême pauvreté, refusant d'entrer dans une logique de soumission à l'institution, développent des stratégies de défense qui se retournent encore une fois violemment contre elles : elles sont jugées par les institutions comme des personnes impossibles à gérer.

Par ailleurs, l'échec de l'institution est aussi parfois renvoyé sur les professionnels qui doivent faire face à des situations sans en avoir les moyens nécessaires ; et ceux qui essaient d'assumer leurs responsabilités professionnelles en tenant compte des réalités de vie des plus pauvres courent le risque d'être eux-mêmes isolés et mis à l'écart. Ainsi, l'expérience et la connaissance des uns et des autres — personnes en situation de pauvreté et professionnels –, loin d'être considérées comme une contribution pour avancer ensemble dans la réalisation de la mission de l'institution, sont gaspillées, niées ou vues comme une menace pour celle-ci.

« Après que l'ouragan Katrina eut dévasté la Nouvelle-Orléans, j'ai travaillé comme travailleuse sociale. Ma responsabilité consistait à aider les personnes à développer des projets pour s'en sortir. L'accord était que les gens pouvaient être aidés plus d'une fois. Cependant, quand une personne rencontrait des problèmes, je devais supplier le directeur jusqu'à ce que finalement on lui donne l'aide nécessaire. Un homme âgé, indigné de ce qu'il avait reçu, est venu me dire : « Regardez ! Ils m'ont apporté un matelas usé et rempli de taches ! » Quand je suis allée réclamer à mon superviseur, ils m'ont dit « Celui qui mendie ne peut choisir. » Je me suis sentie humiliée et en même temps écœurée. »⁴⁴

Les violences institutionnelles deviennent des violences politiques quand elles sont légitimées par les lois ou quand elles sont exercées par l'État. C'est le cas des législations et des politiques publiques qui, imposées par les institutions, maintiennent les personnes et les populations très pauvres dans des conditions inhumaines, alors que des préconisations ou des dénonciations les ont jugées contraires au Droit International et aux principes des Droits de l'Homme : expulsions répétées, habitat inhumain, non-assistance sanitaire et juridique, refus de scolarisation, séparation des familles, exclusion de toute participation sociale. De la même manière, les politiques qui visent à réduire d'un certain pourcentage la pauvreté sont elles-mêmes des violences car elles affirment dès le départ que tous ne seront pas pris en compte.

Cette violence exercée par les institutions est enracinée dans des violences historiques, qui, parce qu'elles n'ont pas été comprises à la lumière de la connaissance des personnes en situation d'extrême pauvreté, se perpétuent de génération en génération et condamnent des personnes, des familles et des communautés entières à se bâtir en dehors de la connaissance et compréhension de leur propre histoire de vie et de résistance, à porter le poids d'ignorance, de honte et de silence sur leurs origines. Cette profonde méconnaissance maintient les préjugés, cautionne l'exclusion et la discrimination.

41. Moustapha Diop.
Militant. Sénégal.
Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

42. Amanda Button.
Militante. Royaume-Uni.
Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni)

43. Sheila Bunware.
Chef de Département de Sociologie. Université de l'Île Maurice. République de l'Île Maurice.
Contribution au document « Conclusions colloque international 2012 »

44. Diedre Mauss. Alliée. États-Unis d'Amérique.
Contribution au colloque International « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

Aborder la pauvreté, c'était aller trop loin

Sean Dunne. Allié. Irlande.

Contribution à la journée publique à la Maison de l'UNESCO du Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Quand les gens entendent où je travaille, ils me demandent : « Comment te débrouilles-tu avec la violence ? » Je leur réponds que je n'ai jamais souffert de violence de la part des participants ou des familles ou de la communauté, mais que par contre j'ai beaucoup de problèmes avec la violence institutionnelle qui permet que certaines situations se passent et continuent encore et encore.

Je suis le coordinateur d'un programme de réhabilitation communautaire pour les héroïnomanes en récupération dans la ville de Dublin. Ce projet a pris naissance à partir d'une enquête subventionnée par le gouvernement, portant sur l'ampleur de l'héroïne à l'intérieur de la ville de Dublin. Une découverte importante de cette enquête a été l'importance majeure de la pauvreté dans l'utilisation de l'héroïne. De plus, cette enquête a indiqué que la méthode d'utilisation était à l'aide du partage et de l'injection des aiguilles ce qui causait la propagation du VIH et du virus du SIDA. En plus d'autres mesures, on recommandait de mettre en place le traitement et la réhabilitation et d'aborder les causes de la dépendance.

Les communautés ont été invitées à identifier les lacunes dans la section SIDA/Drogues du Conseil de Santé menant à instauration des programmes de réhabilitation, des services de formation et de développement, qui seraient contrôlés par la communauté en coopération avec les programmes d'emploi et d'éducation. Des services de remplacement d'aiguilles et de soins contre la méthadone qui sont devenus accessibles aux pauvres, ainsi que des services d'aide pour les patients malades de SIDA en phase terminale ont été mis en place.

La peur a touché la communauté, car il n'y avait que peu d'information disponible sur ce virus. Le virus touchait les familles nombreuses et des jeunes ont commencé à mourir. À cause de la peur, les malades mouraient souvent sans aucun soutien de la communauté et ils étaient initialement enterrés dans des sacs mortuaires. Beaucoup de familles nombreuses ont perdu deux, trois ou même quatre enfants sans être aidées par la communauté ou les services d'aide médicale.

Étant donné que les familles ne pouvaient payer les enterrements, la commission de la santé ne subventionnait que l'incinération, la pratique la moins chère. Les mères brodaient le nom des personnes aimées sur des couettes. Un service annuel est organisé par le groupe de soutien à l'intérieur de la ville et toute la communauté y participe. La communauté a décidé qu'aucune autre famille ne subira la violence et la perte d'êtres chers, et des services appropriés ont été mis en place pour prévenir la récurrence de cette épidémie. Les parents sont retournés aux études afin d'obtenir les qualifications et compétences nécessaires à l'instauration de ces services.

Des « Groupes d'Action contre la Drogue » ont été instaurés dans les douze zones touchées. Ceux-ci englobaient toutes les agences gouvernementales qui avaient été confrontées au problème de la dépendance au cours de leur travail : la police, les services d'éducation, les services de travail et de formation, la communauté et les services médicaux.

La communauté avait commencé à se sentir fière d'elle-même, malgré le manque de fonds nécessaires. Mais, dans les hautes sphères du pouvoir, on commençait à sentir que, pour eux, aborder la pauvreté et ses causes, c'était aller trop loin. Ils ont commencé à réduire les fonds ainsi que la représentation de la communauté dans les « Groupes d'Action contre la Drogue » alors que la situation financière de l'Irlande était à son meilleur.

Maintenant que nous sommes en récession, leur stratégie est de ne pas financer les services communautaires et d'orienter les fonds vers les banques en état de faillite, alors que ces dernières avaient été la base du problème.

Même si la communauté est assez structurée pour organiser des manifestations, le gouvernement reste silencieux. La communauté a actuellement peur pour le futur. Les négociations entre la communauté et les autorités ont cessé. Les emplois ont diminué et les revenus baissent à un rythme alarmant.

Maintenant, le travail doit se faire avec ceux qui sont touchés par les politiques du gouvernement, pour qu'on puisse comprendre exactement ce qui se passe et le pourquoi. Pour que le vide que provoque le silence du gouvernement se remplisse avec le dialogue entre les familles et les plus pauvres de notre communauté. Pour qu'on puisse être témoins des événements qui affectent les personnes dans la pauvreté et pouvoir ainsi les appuyer et leur donner de l'espoir.

Les démolitions sont une violence, cela provoque la faim

Groupe d'acteurs. Philippines.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni).

Les démolitions que nous subissons sont une violence, ça provoque la faim. À cause de ces démolitions qui ont lieu chaque jour, vous ne pouvez pas partir au travail. C'est une violence parce que vous vous mettez à penser des choses terribles contre les ouvriers de démolition.

Ils brûlent notre bois, ils déchirent nos bâches. À chaque fois qu'on a notre habitation de démolie, je ne peux plus parler, je ne peux plus travailler, alors c'est la double peine : la faim et la faim. Quand tu as le ventre vide, tu ne peux pas réfléchir normalement. [...]

J'ai dit à ma femme : « *Si j'en venais à perdre ma foi en Dieu, alors quand je suis en colère, je pourrais facilement poignarder le chef de l'escouade de démolition tant cet homme m'écœure.* »

Mais c'est la colère qui me fait dire ça et je ne peux rien dire... Parce que ce qui m'inquiète, c'est la faim, on n'a pas d'emploi régulier... Pas de lait pour ma fille, pas de riz à cuire. Oui, je dis « *la faim et la faim* » ! C'est pour ça qu'on peut en arriver à la violence [...], encore une fois, à cause d'un ventre vide, à cause de la démolition subie [...].

Tout ça à cause de ceux qui sont riches et ont le pouvoir et qui ne nous comprennent pas nous, les pauvres.

L'école fait la différence entre celui qui est pauvre et celui qui ne l'est pas

Boubakar Sarr. Militant. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Depuis qu'on est petit, à l'école c'est le maître qui me faisait subir ça. J'arrive très tôt le matin à l'école avec mes affaires dans mon sac plastique et des Thiarakh (chaussures en plastique). Il me disait : « *Allez, tu es sale, va t'asseoir derrière.* » Ça, devant tous les élèves et mes amis de classe. Donc après quelques jours à la récréation, j'ai regardé quelqu'un, il a de belles chaussures et je les enlève et je pars. C'est qui, qui faisait la violence ? Moi ? Le professeur ? Même l'école c'est ça, elle fait la différence entre celui qui est pauvre et celui qui ne l'est pas. Dans l'éducation, ils font plus d'efforts pour donner des cours et une bonne éducation à l'élève qui n'est pas pauvre. Ils te mettent à côté et ton avenir est tué.

« On nous a abandonnés »

Claire Exertier. Volontaire permanente. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Depuis une année, Martin (nom changé pour raison de confidentialité) qui a huit ans est chez ses parents, sans être scolarisé car personne ne lui trouve une place dans

un établissement spécialisé. Les parents le disent sans cesse : « *On nous a abandonnés, débrouillez-vous... mais qui va nous aider? Nous, on demandait juste de l'aide! Un jour, ça va mal se passer. Martin fait des crises, nous sommes tous à bout, mais là il n'y a plus personne pour chercher une solution avec nous!* »

Aujourd'hui, il se trouve que c'est leur fils de onze ans qui vient aussi de leur être rendu... Lui aussi a fait plusieurs familles d'accueil où ça ne s'est pas bien passé. Dernièrement, il a été exclu du collège, et la semaine dernière il a fugué de la famille chez qui il vivait. La police l'a retrouvé dans la rue, l'a ramené aux bureaux de l'Aide Sociale à l'Enfance qui a appelé la maman : « *Nos services ferment dans un quart d'heure, votre fils est dans nos couloirs, vous devez venir le chercher, nous n'avons plus de solution.* »

Nous n'avons pas les ressources pour acheter tout ce que l'école nous exige

Edilberta Béjar. Militante. Pérou.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

La violence est présente partout, à l'école, quand on les appelle à l'ordre ou qu'on leur crie dessus parce qu'ils ne font pas les devoirs, parce qu'ils n'ont pas amené l'argent, parce qu'ils ne sont pas bien habillés. Pour beaucoup de parents, nous n'avons pas toutes les ressources pour pouvoir acheter tout ce que l'école nous demande, ce qu'elle nous exige. Si nous ne l'achetons pas, ils disent à nos enfants qu'ils ne doivent plus revenir et avec cela on se sent très mal, cela te fait perdre le courage, les forces, c'est pourquoi il y a beaucoup d'enfants qui ne veulent plus étudier, par peur, parce qu'ils sont maltraités ; cette même peur que ressentent leurs parents quand ils doivent aller à l'école dire qu'ils n'ont pas pu obtenir l'argent pour pouvoir acheter les choses.

La protutrice a déballé devant moi tout le passé de la maman

Colette Januth. Volontaire permanente. Belgique.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Une maman très jeune dont l'enfant était hospitalisé avait disparu après avoir reçu une convocation du tribunal de la jeunesse. Je l'ai recherchée plusieurs jours pour la convaincre de se rendre au tribunal. Elle était persuadée qu'il n'y avait plus rien à faire, que son enfant allait être placé. Je lui proposais de l'accompagner et de préparer ensemble. Nous avons été ensemble rencontrer sa protutrice et la rencontre a été horrible. Celle-ci a déballé devant moi tout le passé de la maman, me la présentant comme quelqu'un de limité et d'incapable. Malgré mes protestations et notre demande qu'elle puisse être accueillie avec son enfant en maison maternelle, elle affirmait que la décision était prise et ne changerait pas. En sortant de ce rendez-vous, j'ai demandé à la maman pardon pour la souffrance supplémentaire que je lui avais ajoutée.

Mes enfants ont été placés parce que je me retrouvais à la rue

Maryse Drécourt. Militante. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye. (France).

Mes enfants ont été placés parce que je me retrouvais à la rue. Le soir, j'ai trouvé un hôtel pour héberger des personnes dans la rue. Il n'acceptait pas les enfants. La Direction des affaires sociales ne voulait pas que les enfants soient à l'hôtel. Au lieu de trouver une solution pour les familles, eux c'est tout de suite « les enfants sont en danger, on va placer les enfants ». Après, ils ne font plus rien pour les mères. Les placements des enfants, ce n'est pas ça qu'il leur faut. C'est d'autres solutions.

Comme je n'en ai pas, il n'y a pas d'autres solutions que le placement. À l'hôtel, tu n'as pas le droit de manger, pas le droit de cuisiner, pas le droit d'avoir des enfants, pas le droit d'avoir les visites des amis. Donc c'est dur. Mes enfants, ils sont placés, on ne peut pas casser la chaîne. Mes enfants vont avoir des enfants, et si ça se trouve ils auront un problème et on va les placer. Et ainsi de suite. Casser la chaîne, c'est arrêter de placer les enfants de génération en génération.

On l'a adoptée et moi on ne m'a pas adopté

Michel Brogniez. Militant. Belgique.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France)

J'ai eu une enfance malheureuse, je n'ai pas eu une enfance normale. J'ai fait les homes, plusieurs homes jusqu'à mon service militaire. On m'a d'abord mis en home chez les religieuses avec ma sœur qui avait deux ans. Elle était très timide, elle avait aussi subi un traumatisme. Mais dans le home, nous étions séparés. Bien souvent, le soir dans mon lit, je pleurais après ma mère que je n'avais pas et que je ne voyais pas. Et cela m'a fait beaucoup de mal. Je me sentais seul. Les enfants ont besoin de tendresse. Je me cachais pour pleurer malgré que je partageais la vie quotidienne avec d'autres enfants de mon âge. Je pensais que si je n'étais pas avec ma mère, cela était de ma faute. L'abandon m'était acquis.

J'allais souvent voir ma sœur, comme c'était ma seule famille. Il y avait un bâtiment pour les filles et un pour les garçons. J'allais par le monte-charge des plats. Évidemment, on me le reprochait parce que je ne pouvais pas aller chez les filles. Alors, on me mettait une jupe ou une robe toute la journée et on me disait « *tu es comme une fille* » devant tous les autres garçons. J'ai été humilié par les religieuses. Elles me mettaient dans le parc entre le home des filles et le home des garçons, le drap où j'avais fait pipi en plein soleil sur ma tête. Elles me donnaient la honte d'avoir fait pipi. J'ai fait pipi dans mon lit jusqu'à très tard, je crois que c'était à cause de ce que j'avais vécu.

Puis, on m'a dit « *tu vas aller à la mer* ». Un car est venu nous chercher, il n'y avait que les garçons. On a été trois semaines à la mer à Ostende. Ma sœur était rentrée dans le car, car elle se demandait où j'allais. On l'a fait sortir, on lui a dit que les filles iraient après. Ma sœur avait huit ans et moi neuf ans. Elle m'a serré très fort, c'était la séparation mais moi je ne le savais pas. Pour moi, ma sœur le sentait parce qu'elle était montée dans le car. On l'a adoptée et moi on ne m'a pas adopté.

Et par après, je ne suis pas retourné dans le même établissement qu'avant pour que je ne sache pas que ma sœur était adoptée. Ils ont fait cela quand je partais en vacances. On m'a pris ma seule richesse qu'il me restait.

Un enfant qui sort du home, ce qui est anormal c'est qu'on ne lui dise pas ce qu'était sa famille. Il faudrait qu'il sache, même si la famille est moche ou avec des difficultés. Il doit savoir pourquoi il a été placé. On instaure une pauvreté dans les orphelinats en cachant l'identité de la personne.

À cette époque, il y avait beaucoup d'enfants dans les homes. Combien s'en sont-ils sortis? Combien? Je dirais même pas un quart, une poignée. J'ai des amis que je ne verrai plus, que j'ai vécu mon enfance avec. On essayait tous ensemble de s'en sortir, d'avoir le sourire, mais qu'est-ce qui a été gâché? Il y a plein de vies qui ont été gâchées. Pourquoi? Là, c'est toute la question, pourquoi? Pas mal d'enfants ont été pris à leur famille et cela a coûté à la société des sommes colossales. Cela a coûté aussi de la rancœur, de la haine. Mais pourquoi ces choses?

La police a reçu tout pouvoir pour protéger la ville, non pour en abuser, mais la plupart du temps, elle en abuse

Keith McAnaspie. Militant. Irlande.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni).

La police me stoppait dans la rue et me disait de tout enlever, de vider mes poches et puis ils me disaient d'enlever ma veste, et demandaient : « *Est-ce que tu as des aiguilles ou quelque chose de pointu sur toi ?* » Parce qu'ils disaient : « *Si quelque chose me pique, je te tue.* » Donc, je devais ôter tous mes vêtements. J'avais tellement honte parce qu'il y avait parmi les passants des gens que je connaissais et donc ils pensaient que j'étais quelqu'un de mauvais. La police a reçu tout pouvoir pour protéger la ville, non pour en abuser, mais la plupart du temps, elle en abuse. Ils vous emmènent au poste et ils vous frappent. Et à cause de cela, on ne vous fait pas passer au tribunal parce que vous êtes couverts de bleus et qu'ils ne voudraient pas que cela se voie. Et si vous voulez en parler à l'avocat et lui dire « ils m'ont tabassé », qui va-t-on croire ? Vous ou les policiers ?

Le jour où les agents de probation auront une arme, je quitterai mon emploi

Karen Hart. Alliée. Agente de probation. États-Unis d'Amérique.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni).

« *Agis avec les gens comme tu voudrais qu'ils se comportent avec toi, ou comme tu l'espères, ainsi tu accompliras tes attentes.* » Cette parole dit beaucoup mieux ce que je veux dire. En se comportant avec les gens comme avec des êtres humains, ils se comporteront comme des êtres humains. Si vous traitez les gens de délinquants, criminels et dégénérés, alors comment pensez-vous qu'ils vont se comporter avec vous ? Si vous ne les respectez pas, alors pourquoi vous respecteraient-ils, vous ou n'importe qui d'autre ? Nous ne pouvons pas espérer que tout le monde soit un super-héros et qu'ils puissent s'affronter à des choses que nous-mêmes n'affrontons pas.

Environ à chaque trois mois, l'État de Wisconsin initie un grand mouvement pour donner des armes aux agents de probation et de libération conditionnelle. Dans beaucoup d'autres États, ils sont déjà armés. Le jour où cela arrivera, je quitterai mon emploi. Quand je rentre dans une maison en tant qu'agente de probation, je sais qu'il y a des armes sur les lieux. Je les ai vues sorties. Et je dois dire : « *Vous devez vous en débarrasser !* » Si je sors une arme, que vont-ils faire ? Je ne leur laisse pas d'autre choix que de me tuer pour se défendre. Je risquerais de tuer quelqu'un pour sauver ma propre vie. Je risquerais de tuer quelqu'un à cause d'une dispute. Je ne porterai pas d'arme. En ce moment, le pire que je peux leur faire est de prendre leur liberté pour un petit moment et je pense que c'est mieux que de prendre une vie.

Nous les voyons naître, mais ils n'existent pas

Rocío Suárez. Volontaire permanente. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Dès la naissance, beaucoup d'enfants sont marqués. Certains d'entre eux ne verront même pas le jour parce que leurs parents n'ont pas d'argent. Sans argent, accoucher devient parfois un pèlerinage : de la banlieue au poste de santé, de là à une clinique, de la clinique à un hôpital ; parfois, après plusieurs heures, c'est le retour au poste de santé. Il faut compter avec la chance. Chance pour que l'enfant tienne dans le corps de sa mère pendant ce pèlerinage. Chance qu'après la naissance, ce ne soit pas la maman qui risque la vie. Chance pour qu'une naissance soit un moment de joie et ne se convertisse pas en deuil. Parce que ce pèlerinage porte avec lui une seule question : avez-vous des moyens ? Pendant le pèlerinage, le silence accompagne la famille. Ce

silence de honte, de patience et de ne pas se faire remarquer pour tenter la chance de pouvoir être comme le reste des mamans et arriver à vivre la joie de la naissance.

Mais le chemin commence aussi avec la vie et dès la naissance la plupart des enfants commencent par ne pas exister. Dans une société comme celle d'aujourd'hui, si tu n'es pas enregistré dans une mairie, tu n'existes pas. Parmi les familles que nous connaissons, la plupart de leurs enfants n'existent pas. Nous les voyons naître, faire les premiers pas, venir aux animations. Mais ils n'existent pas.

Ces enfants naissent et c'est seulement le cri de la honte qu'on entend. Leurs parents ne peuvent pas payer les frais d'accouchement, donc le poste de santé leur nie les actes d'accouchement. Comment nier de tels actes s'ils sont obligatoires pour les démarches d'enregistrement à la naissance ? Pourquoi sommes-nous capables de nier « l'existence » d'un petit qui vient de naître ?

Ce « ne pas exister » est un héritage. Quand on veut faire le chemin d'obliger une société à reconnaître les enfants, ce qui les oblige à inscrire leur existence sur un papier, on se rend compte que leurs parents n'existent pas non plus. Comment exister si les personnes qui te donnent la vie n'existent pas ?

Je suis cohéritière des violences

Gilberte Moellon. Alliée. Île de la Réunion-France.

Contribution au séminaire international Grand Baie (République de l'Île Maurice).

L'histoire des centres d'enfermement pour enfants abandonnés ou délinquants commence au lendemain de l'abolition de l'esclavage, à l'époque où la société coloniale doit prendre le contrôle des jeunes enfants d'affranchis, livrés à eux-mêmes ou n'ayant plus de parents pour assurer leur insertion dans cette société. Avant l'abolition, les enfants d'esclaves, propriété des maîtres, se voyaient imposer un travail précoce. Ces enfants étaient exclus du système éducatif colonial.

À côté des maîtres, le clergé avait pour mission d'inculquer une instruction religieuse aux esclaves.

Après l'abolition de l'esclavage en 1848, ces enfants qui errent dans les rues de Saint-Denis à la recherche de nourriture et d'un toit sont considérés vagabonds ; ils tombent sous le coup de la législation coloniale et sont internés dans un centre d'éducation. C'est dans ce contexte que se crée le centre de La Providence, première maison de redressement qui abrite un pénitencier pour enfants vagabonds.

À partir de 1869, ce pénitencier est remplacé par le pénitencier de l'Îlet à Guillaume. C'est un plateau de 10 ha à 700 m d'altitude. Il est entièrement entouré de pentes abruptes et de falaises vertigineuses. C'est un véritable « nid d'aigle », difficile d'accès où les évasions sont vouées à l'échec. Jusqu'en 1879, année de la fermeture de l'établissement, il s'y effectue l'envoi de plusieurs sections d'enfants condamnés pour vagabondage ou simplement pour vol de nourriture. Les petits détenus, majoritairement des enfants cafres, seront au nombre de 240 dans la phase d'apogée de l'établissement. Âgés de huit à vingt et un ans, la durée de leur condamnation est de quelques jours à plusieurs années. Ces enfants réaliseront une série de gros travaux qui entraîneront des accidents graves dont certains mortels. Travaux pour un canal d'alimentation d'eau, des logements, une petite église et des plantations.

Le régime de l'Îlet à Guillaume est d'une extrême sévérité : utilisation de fers, de menottes, du fouet pour obtenir la soumission des enfants. En fermant l'Îlet à Guillaume, la colonie de La Réunion met fin provisoirement à un système carcéral pour enfants abandonnés ou orphelins.

Un demi-siècle après cet épisode tragique est créée une nouvelle structure éducative : « Association pour l'enfance coupable et abandonnée », sur le modèle de l'Îlet à Guillaume. La notion de culpabilité des enfants, qu'ils soient orphelins ou détenus, est celle que retient la mémoire des Réunionnais de cette période quand on évoque l'histoire de l'Association pour l'enfance coupable et abandonnée.

Beaucoup d'anciens enfants ont du mal à parler de leur passé, encore hantés par les souvenirs douloureux de leur placement dans un univers carcéral qui n'est guère différent du pénitencier de l'Îlet à Guillaume. Certains refusent d'évoquer leur enfance. Plus un événement est douloureux pour un homme, plus profondément celui-ci l'enfouit dans sa mémoire. Il préfère rester silencieux et faire comme si rien ne s'était passé.

Je suis habitée par le sentiment d'être née cohéritière d'une large part des violences qui hantent la Réunion et les Îles des Comores : esclavage, engagement, exil forcé, stigmatisation, misère, immigration.

2.1.4. Des projets d'aide et de développement non adaptés aux besoins des personnes

Dans le contexte social et économique actuel, où les projets doivent être efficaces et rentables économiquement à court terme, beaucoup d'institutions — publiques ou de la société civile — ne prennent pas le temps de connaître les personnes et les familles avec lesquelles elles se proposent de travailler, ni de comprendre ce qu'elles vivent et espèrent.

« Une association veut aider les pauvres ; ils donnent bois, tôles, ciment, mais ils ne proposent pas de gens pour construire la maison. Si tu es une maman célibataire, que tu n'as pas d'argent pour payer la main-d'œuvre pour construire, si tu n'as pas de lieu pour abriter le matériel donné, celui-ci s'abîme, le ciment devient roche, donc inutilisable. Les ONGs viennent avec un projet sans cheminement avec la famille, sans connaître les réalités... »⁴⁵

Les familles très pauvres ont construit, au fil des années, une manière de résister à la pauvreté, basée sur les relations familiales et avec les voisins, et sur la volonté de trouver des solutions communes. Ces liens sont aussi importants pour elles que les projets et les changements auxquels elles aspirent. Quand les projets d'aide et de développement ne tiennent pas compte de cette réalité et viennent casser les résistances, les forces et tout ce que les familles ont de commun, les relations que les gens ont bâties sont brisées.

« Nous habitons dans un quartier très pauvre, mais la plupart d'entre nous pouvaient trouver du travail dans les environs. Le quartier a été détruit, et toutes les familles relogées dans un quartier dit « modèle ». Nous avons des maisons, mais beaucoup ont perdu leurs petits boulots, et on ne peut pas vivre sans argent. J'ai fait mettre un article dans le journal pour dire que nous avions besoin d'aide. Sans concertation avec nous, un camion est venu déverser au pied du quartier des tonnes de vêtements. Des photographes étaient là pour montrer cette aide. Mais cela a semé la discorde entre les habitants. Nous avons besoin d'être aidés pour que les enfants réussissent et s'intègrent à l'école, [...] pour que notre quartier soit mieux accepté par le reste de la ville. Cette aide nous a enfoncés au lieu de nous aider. »⁴⁶

Un projet qui provoque la perte des relations collectives est en soi un projet inadapté car, une fois arrivé à son terme, la vie des personnes en situation de pauvreté est encore plus difficile qu'avant. Ce type de projet divise les communautés les plus pauvres, laissant leurs habitants affaiblis et appauvris. « Ils viennent donner du riz pendant six mois à quelqu'un et, le plus pauvre qui le mérite, ils ne passent pas chez lui. Ça c'est la violence. La façon d'agir comme ça sépare les gens. »⁴⁷

La question des projets et des aides inadaptées nous ramène, encore une fois, à la question de la connaissance nécessaire et de la relation qui la construit : quand les projets, même ceux

45. Mariline Legentil. Militante. République de l'Île Maurice. Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice)

46. Ricarl Pierrelouis. Militant. République de l'Île Maurice. Contribution au séminaire international de Grand Baie (République de l'Île Maurice)

47. Jean Diène. Allié. Sénégal. Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

qui sont pensés pour aider, sont basés sur une connaissance partielle, alors ils donnent des réponses insuffisantes qui enferment les gens dans des situations sans issue, les obligeant à mentir pour bénéficier de ceux-ci (formation professionnelle, habitat, microcrédit, etc.). Ces projets, n'obtenant souvent pas les résultats escomptés par les gestionnaires, se retournent finalement contre les plus pauvres.

« Pourquoi ils nous ont enlevé nos maisons, les baraques dans lesquelles nous vivions ? Elles étaient à nous ! Pourquoi ils nous ont enlevés de là-bas ? Pour nous faire du mal ? Pour nous faire souffrir ? Ils sont en train de me surveiller, tu es comme en prison, parce que cette affaire de l'appartement, c'est un piège mortel pour nous qui n'avons pas de travail. Parce qu'ils te donnent l'appartement et toi, tu y vas et tu es heureuse avec tes enfants parce que tu as l'eau chaude et tu es tranquille. Mais si tu n'arrives pas à payer, ils t'enlèvent l'appartement et t'enlèvent aussi les enfants. Alors maintenant, qu'est-ce qui se passe ? Eh bien, ma mère, à quatre-vingts ans, elle se retrouve à la rue, malade, perdue, avec sa bouteille d'oxygène, pour le fait de ne pas pouvoir payer. Je pense qu'il n'y a pas de droit. Ils te mettent une aide, mais cette aide, ce n'est pas pour t'aider, c'est un piège qu'ils te mettent. »⁴⁸

« L'aide, telle qu'elle est pensée, ne correspond pas à nos besoins ; nous la vivons comme imposée pour satisfaire les désirs des penseurs de projets qui veulent nous dicter leurs valeurs. »⁴⁹

Nombre de propositions pour sortir de la pauvreté se basent sur la capacité des pauvres à saisir des opportunités. Dans ce contexte, l'échec de ne pas avoir su les saisir leur sera souvent imputé : « D'autres ont réussi, pourquoi pas vous ! »⁵⁰ Cependant, une opportunité offerte n'est pas encore un droit puisque seuls ceux qui ont le plus de ressources peuvent en tirer profit. Atteindre les personnes en situation d'extrême pauvreté demande, au-delà de l'opportunité, d'établir le droit.

Ils lui ont toujours dit qu'ils savaient mieux qu'elle ce qui était mieux pour son fils

Mary Dawson. Militante. États-Unis d'Amérique.

Contribution au Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Sarah (le nom a été changé pour des raisons de confidentialité) fait partie d'un groupe qui s'est préparé pour cette rencontre. Elle a souvent parlé de son continuel appel à l'aide pour sauver son fils, âgé de dix-sept ans. Elle en avait grand besoin depuis qu'il avait cinq ans. Mais elle ne savait pas comment obtenir les ressources pour aider son fils qui souffrait de troubles de santé mentale qui lui causaient des difficultés d'apprentissage et de socialisation. Elle est allée à l'école, elle a parlé aux enseignants, aux conseillers, au directeur, aux travailleurs sociaux et au Conseil de l'éducation. Ils lui ont toujours dit qu'ils savaient mieux qu'elle ce qui était mieux pour lui.

Maintenant, il est en prison au lieu d'être dans un établissement psychiatrique où il pourrait recevoir les médicaments dont il a besoin. Sarah n'a pas pu le visiter, ni même lui parler. Quand elle a appelé la prison pour demander s'il recevait ses médicaments, on lui a répondu que ce n'était pas de ses affaires. Sarah n'a pas vu son fils depuis six mois ou plus. Il a été mis dans une prison d'adultes alors qu'il n'a que dix-sept ans et la capacité mentale d'un enfant.

Avant que cela arrive, Sarah a demandé s'il était possible que son fils soit replacé dans l'établissement psychiatrique ; elle a vu que cela l'avait aidé dans le passé. Mais les travailleurs sociaux l'ont mis dans un foyer d'accueil et cet établissement n'a pas pu subvenir à ses besoins. Ils ne les écoutaient pas, ni elle, ni lui. Quand il était au foyer d'accueil, il se sentait menacé par les autres résidents. C'est là qu'il a volé les clés de voiture d'une travailleuse sociale pour s'enfuir. Même s'il avait commis un crime, ils auraient pu le placer dans un hôpital psychiatrique comme sa mère l'avait demandé. Si quelqu'un avait regardé son dossier psychiatrique, il aurait vu que son intelligence était

48. M.A. Militante. Espagne. Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

49. Groupe militants. Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

50. Groupe d'acteurs. Espagne. Contribution au document « Conclusions colloque international 2012 »

celle d'un enfant. Mais le plus important, s'ils avaient respecté et écouté Sarah en tant que mère qui se soucie, il ne serait pas allé au foyer d'accueil et il n'aurait pas fini en prison. Mais à la place elle s'est sentie inculte et incapable de s'exprimer. Pour cela, son fils a souffert, Sarah a souffert ainsi que nous tous du Quart Monde, car elle fait partie de nos vies.

La prison n'est pas ce dont le fils de Sarah a besoin, il a besoin d'un établissement psychiatrique qui va lui donner des médicaments et surveiller son comportement afin de l'aider à mieux le contrôler. J'ai fait l'expérience avec mon fils et avec d'autres et je sais que cela peut marcher si nous avons à notre disposition des personnes assez soucieuses, qui utilisent leurs compétences et sont touchées par de la compassion pour leur travail. C'est cela qui fait fonctionner un établissement ou un programme.

Cette obligation de résultat fait violence aussi à des professionnels

Françoise Vernevaut. Alliée. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Je travaille dans une entreprise d'insertion ; je sais que l'objectif qu'il faut atteindre, c'est une sortie positive. Cette obligation de résultat contraint les professionnels à donner des priorités qui ne sont pas nécessairement celles d'écouter les gens.

S'il faut avoir un résultat, que dans l'entreprise d'insertion les personnes qui rentrent doivent obligatoirement, après les deux ans maximum qu'elles ont passés à l'entreprise, avoir un travail, c'est à cela qu'on va s'attacher : leur trouver un travail. On va balayer les vacances, les loisirs, le logement, on va s'atteler uniquement à « il faut qu'ils trouvent un travail ». Du coup, on va moins les écouter. Si on les avait écoutées sur des choses qui ne sont pas le travail, peut-être qu'on aurait trouvé des pistes qui leur auraient permis d'avancer un petit peu et de trouver, par un autre biais, un travail.

Ces échéances très rapprochées et très courtes ne permettent pas de laisser aux gens, qui ont des parcours très difficiles, le temps de se poser un peu et de se dire : bon je vais souffler un peu pendant six mois, pendant un an et je vais m'autoriser à me soigner, à m'absenter, à penser à autre chose ; je vais m'autoriser à voir un petit peu les problèmes de mes enfants et pour un temps oublier le travail, parce que là je sais que pour une certaine période j'ai la sécurité de travailler et de nourrir ma famille.

Cette obligation de résultat nous perturbe et nous fait violence à nous, professionnels ; il en résulte qu'on en arrive à donner des réponses violentes à ces personnes, qu'au contraire on devrait entourer, choyer, pas dorloter mais rassurer. Et en plus, la plupart du temps, quand elles quittent, elles n'ont pas du tout de travail.

Ils ont tendance à minimiser notre capacité à lutter contre la misère que nous vivons

Jean Diène. Allié. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Vraiment, là où il y a la misère, il n'y a pas la paix. Essayer d'avoir la paix, c'est essayer de joindre chaque jour les deux bouts et ne pas y parvenir. Là vraiment, il n'y a pas la paix. Celui qui a la paix, c'est celui qui parvient chaque jour à joindre les deux bouts.

Quelqu'un qui n'a jamais vécu la misère, l'extrême pauvreté, ne peut pas prétendre la connaître. Seuls ceux qui la connaissent ou la vivent peuvent lutter contre elle efficacement. Très souvent, on a au niveau des Nations Unies des programmes de lutte contre la misère, mais ils ne peuvent pas lutter efficacement contre la misère parce que

tout simplement ils ne la maîtrisent pas. Ils ne l'ont pas vécue, ils ne l'ont pas connue. Nous qui l'avons vécue et l'avons connue, nous sommes plus en mesure de le faire efficacement.

Maintenant, ils ont tendance à minimiser notre capacité à lutter contre la misère que nous vivons. Souvent on voit des institutions, des organisations, venir nous dire qu'elles sont là pour nous aider. Mais leur méthode est juste de distribuer de l'argent ou de la nourriture à n'importe qui. Elles ne cherchent même pas à savoir qui est vraiment pauvre. Très souvent, elles choisissent, pour leur donner l'argent, ceux qui ont fréquenté l'école et qui ont l'esprit un peu ouvert, alors que celles-ci ne savent même pas ce qu'est la pauvreté. Très souvent, l'argent ou la nourriture qu'elles distribuent se trouvent même être source de conflit entre voisins. Elles donnent cet argent ou cette nourriture à des personnes qui normalement ne devraient pas les recevoir. Du coup, elles laissent de côté ceux qui en auraient vraiment besoin.

Parfois, ceux qui en ont besoin vont voir les responsables de ces institutions ou organisations, pour leur dire : vous êtes là pour aider les plus pauvres et vous avez donné à un monsieur qui a des moyens et vous m'avez laissé en rade alors que moi j'en ai réellement besoin. Et là c'est le début des conflits. Très souvent, nous qui sommes ici, qui essayons de lutter contre la misère avec les familles qui la vivent, c'est nous qui endossons tout ça.

Ils ont fait défiler des enfants avec des tee-shirts marqués au dos « Enfants de la rue »

Mahamadou Kone. Volontaire permanent. Burkina Faso.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Depuis longtemps, nous sommes sollicités par une coalition des Intervenants auprès des Jeunes et Enfants en situation de Rue. La structure rencontre le soir les enfants dans la rue en leur donnant à manger, en les soignant. C'est très bien mais, avant de rejoindre la structure, on s'est demandé quelle place est laissée aux parents pour qu'ils puissent assumer leurs responsabilités. Est-ce que le petit frère du jeune, resté au village, a aussi accès aux mêmes soins, aux mêmes opportunités que ces jeunes qui sont dans la rue ? Et puis on s'est aussi demandé si cela ne favorisait pas l'exode rural, est-ce la peine de rester au village ?

Le 28 janvier dernier, cette coalition proposait d'organiser une manifestation qui avait comme titre : « Non à la stigmatisation des enfants jeunes en situation de rue. » Nous, on a pensé que c'était génial et on s'est dit : pourquoi ne pas travailler avec eux. Alors on a travaillé avec les jeunes et dans leur contribution il y a eu un message qui reflétait l'idée même de la journée : « Ce que les gens pensent de nous, ce n'est pas ce que nous pensons de nous-mêmes. » Ce message a été remis au président de l'Assemblée Nationale du Burkina Faso. On croyait vraiment avancer avec eux. Mais le 12 juin passé, pour la célébration de la journée africaine des enfants dans la rue, à laquelle on n'a pas participé, la coalition a fait défiler des enfants avec des tee-shirts marqués au dos « Enfants de la rue ». Lors du Conseil d'administration, on a décidé de parler de ça parce qu'on n'était pas du tout d'accord. On leur a dit : le 28 janvier, c'était non à la stigmatisation des enfants en situation de rue et aujourd'hui on fait défiler des enfants avec des tee-shirts marqués au dos « enfants de la rue » !

Un responsable nous a dit : « Tant que les bailleurs de fonds ne verront pas les enfants dans la rue, la cérémonie ne sera pas une réussite et on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs. » C'est une violence de profiter de la misère des autres pour se remplir les poches. Aujourd'hui, la question pour nous, c'est comment faire évoluer la vision de nos partenaires.

La société actuelle pense qu'on peut briser la misère par l'accumulation des biens

Jaime Muñoz. Volontaire permanent. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

La misère ronge tout ce qui est humain, comme la liberté et la volonté de vivre la paix. La misère est, d'abord, une violence physique qui se fait évidente face à l'homme pauvre, qui devient présente et urgente. Malheureusement pour les pauvres et pour nous-mêmes. Car l'homme de la misère finit, dans le regard de tout le monde, par être réduit à cette unique dimension. Il est réduit à l'urgence matérielle qu'il vit.

Cela exerce une violence terrible qui peut nous passer inaperçue. C'est la destruction et la négation en lui — et dans nos relations — de tout ce que chaque culture et tradition comprennent comme essentiel à l'être humain. Car, poussé à vivre avec le manque du nécessaire matériel pour vivre dignement dans une culture donnée, on ne regarde plus la négation permanente qu'il subit sur sa liberté de conscience, sur le désir de vérité, sur la pensée et la liberté d'agir, sur la magnanimité et sur d'autres valeurs reconnues comme faisant partie du noyau de l'humanité vue en positif.

Notre société actuelle, avec son attachement aux choses matérielles et à l'argent, avec l'exacerbation de l'individualisme, devient incapable de regarder chez le pauvre plus loin que l'animalité de l'être humain (nourriture, abri, soins). La société actuelle réagit avec orgueil et pense qu'elle peut venir à bout de cette souffrance par l'unique moyen de la distribution de biens matériels ; elle pense qu'on peut briser la misère par l'accumulation des biens. Cela épargne tout le monde d'avoir à revenir sur l'essentiel, qui est l'effort de tout un chacun pour créer les conditions de liberté et de libération en terre de misère.

Quand nous avons rencontré cet homme, son dénuement était criant, peut-être le même que celui qu'il vit encore aujourd'hui. La maison à moitié inondée, le toit si bas qu'on doit se courber pour rentrer. Pendant des mois, toute la famille a fait sa vie dans un petit espace étroit à l'entrée de la cour, parce que l'intérieur devenait un four insupportable. Mais, pourtant, nous n'avons vu tout cela qu'après.

Nous avons trouvé l'homme en train de travailler, de remuer à lui tout seul la boue puante qui menaçait d'inonder encore plus la maison. Avec quelques jeunes, nous nous sommes joints à lui ; c'était cela notre mission, nous ajouter au courage des gens pour faire face à leur malheur et pour en détourner.

À partir de ce jour, il est devenu un interlocuteur pas seulement pour son propre intérêt, mais pour réfléchir aux solutions de tout le monde. On avait un espace et une parole qui nous donnaient une certaine liberté autre que l'urgence vécue et subie par cette famille.

Puis subitement, il est tombé malade, paralysé. Le manque de moyens et l'isolement prolongé ont fait qu'il a mangé tout ses biens en cherchant une solution qui n'est pas arrivée. Ayant une relation avec lui, nous sommes venus, tout comme les autres, saluer, rendre visite, faire un geste. À un moment donné, la situation étant criante, il y a eu la possibilité de faire émerger une mobilisation sociale, discrète et permanente, en vue d'un soutien moral et sanitaire de longue haleine.

Malgré notre relation et le souci permanent de faire participer cet homme et son milieu dans les décisions et le parcours de soins, la misère et la dépendance réduisaient petit à petit la liberté de relation qu'un jour on avait cru avoir ensemble. Sa situation sociale et familiale s'est encore aggravée. Aujourd'hui, notre connaissance permet de mettre à nu de plus en plus de parties de la vie de cette famille et son histoire de destruction par l'exclusion. L'homme essaie toujours de garder sa liberté de pensée. Il prend des initiatives qui me sont difficiles à comprendre et il prend le temps et la patience de nous faire rentrer dans sa compréhension des choses. Il abandonne sa famille pour venir encore habiter le foyer inondé, lui tout seul et paralysé. Il refuse l'offre d'un parent lointain qui, voulant lui épargner le pire moment des inondations, lui a proposé de le faire venir, lui tout seul, au village. Il refuse la participation de jeunes du Mouvement qui se proposent pour l'aider

à améliorer un peu la maison. Tout cela en quête du respect, de dignité, d'une possibilité encore de vivre avec les autres. Même si cela suppose vivre moins confortablement.

La plus grande violence, pour moi, dans cette relation humaine qu'on essaye de garder, c'est quand il me parle d'avenir. Il parle d'un champ qu'il a et qu'il a voulu aménager comme champ de production de mangues. Il parle avec moi de ses projets avec fierté. C'est violent à l'extrême de croire l'autre comme incapable d'avenir, même celui qu'on aime et dont on porte un souci sincère. C'est vraiment douloureux de découvrir, au fond de moi, que je ne prends pas au sérieux cet homme dans l'ambition qu'il partage avec moi. Je ne sais pas porter le demain avec lui.

Dans la demande toujours criante de partager un avenir possible, nous manquons de foi, nous ne reconnaissons que la misère et ses dégâts dans l'homme qui est devant nous. Même dans sa situation de vie violente à l'extrême, il arrive toujours à ouvrir des espaces qui dépassent la pitié ou le regard minimisant. Il me demande des nouvelles d'un de mes enfants qui m'a accompagné un jour. Il prie pour nous. Il nous donne des conseils de comportement et de droiture dans la vie, d'effort et de vérité. Il cherche à créer une place, entre nous, où l'humanité est plus importante que le besoin, que l'urgence, ou le manque.

Pour être réaffirmée, la liberté, celle de conscience et d'agir, doit être acquise dans une recherche de sens à partir de l'expérience, avec soi-même, avec des pairs. L'individualisme de la société industrielle octroie à chaque individu un rôle protagoniste trompeur de son destin. L'homme pauvre se trouve ainsi coupé dans l'élaboration d'un sens qui lui permettrait un véritable espace de liberté pour construire une action durable avec les autres. Ainsi, les familles qui vivent l'urgence au quotidien sont-elles, au mieux, livrées à un dialogue individuel avec ceux qui veulent les tirer de leur situation.

Les réponses apportées sont trop petites

Groupe volontaires permanents.

Dialogue durant le séminaire international de Grand Baie (République de l'île Maurice).

Par exemple, la maison est trop petite, donc de toute façon il va y avoir un débordement. On donne du microcrédit et on veut que la personne rembourse. Mais les familles disent : « Je ne peux pas, ça me fait mal au cœur de devoir rembourser quand mon enfant crève de faim alors que j'ai travaillé. » Une personne du microcrédit m'a dit : « Il y en a qui paient bien, mais il y en a d'autres, ils me racontent des mensonges ! » Or, c'est justement ceux-ci qui ont besoin de plus qu'un microcrédit. Comme c'est le microcrédit qu'ils trouvent, alors ils l'acceptent, mais ils doivent mentir en disant qu'ils pourront le rembourser. Or ils ne le peuvent pas ! C'est trop petit comme aide !

2.2. Rompre le silence

Pour sortir de ce malentendu et de cette méconnaissance, il faut rompre le silence sur toutes les violences et sur toutes les résistances que les plus pauvres y opposent. Cependant, quand des personnes vivent des situations de violence, elles ne peuvent seules rompre le silence. Une recherche collective et un véritable travail de libération de la parole de chacun sont nécessaires pour élaborer une connaissance et une analyse plus juste.

2.2.1. Le silence

« Il y a des violences inoubliables qu'on est obligé de taire. »⁵¹

Même confronté à toutes sortes de violence, l'être humain ne perd pas conscience que ce qu'il vit constitue une violence. Cependant, quand on est enfermé dans la pauvreté extrême, se sen-

51. Moïse Compaoré, Allié. Burkina Faso. Contribution au colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

tir impuissant, coupable, en colère contre tout le monde, n'espérer plus rien de l'avenir, vivre avec la peur condamnent au silence ceux qui tentent de survivre à la violence de la misère.

« Garder le silence est aussi une résistance pour ne pas tomber dans le cercle de la violence. Le problème, c'est que ce silence cache la violence. »⁵²

Devant le danger que toute réaction ne vienne qu'empirer la situation, que ses propres propos soient ignorés ou utilisés contre soi, devant le risque de se faire des ennemis, celles et ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté se voient, dans le but de se protéger, condamnés au silence. *« On refoulait tout pour que la situation n'empire pas. »⁵³* Il ne s'agit pas du silence auquel toute personne a droit et qui concerne son intimité, mais du silence imposé à celui qui ne croit plus qu'on peut le prendre en compte, à celui qui souffre de la peur, celui qui est accusé d'être coupable de sa propre situation.

À côté du silence auquel sont condamnées les personnes en situation d'extrême pauvreté, un autre silence se manifeste : le silence du reste de la société et des professionnels qui, en normalisant la violence de la misère ou en restant impuissants devant la gravité de celle-ci, ne lui font pas barrière.

« Si nous l'acceptons et la normalisons, nous garantissons la situation, nous faisons partie du circuit. En d'autres termes, tu es complice. »⁵⁴

Quand les personnes t'humilient, il est très difficile de parler

Groupe de militants.

Dialogue durant le séminaire international de Lima (Pérou).

Quand les personnes t'humilient, il est très difficile de parler, et souvent tu as honte. Après cette situation, quand tu retournes à ta maison, tu retournes très triste, avec une impuissance de ne pouvoir rien faire de plus, et seulement tu peux rester comme ça. Certainement après, comme tu n'as pas été en mesure de parler, personne d'autre ne va t'écouter, personne d'autre ne voudra savoir ce que tu voulais dire, tu restes sans pouvoir t'exprimer.

C'est très difficile de penser qu'on peut toujours vivre isolé des autres. Moi, je ne pourrai pas me taire, d'une certaine façon, je devrai trouver la force pour pouvoir me défendre.

Julian Quispe. Pérou.

J'ai commencé à travailler à l'âge de dix ans. Quand j'avais treize ou quatorze ans, je ne travaillais plus à surveiller les enfants mais je réalisais tous les travaux de la maison. Comme je n'avais pas d'expérience dans le travail domestique et que ma patronne ne me l'enseignait pas, elle me maltraitait jusqu'à me battre, m'insulter pour ce que je faisais mal. À cause de tout ce qu'elle me faisait, je me mettais à pleurer et jusqu'à cela la dérangeait. Je gardais tout en silence en moi et après deux ans, j'ai décidé de m'en aller. Cette expérience nous montre le sacrifice, l'humiliation et l'abus de travail que vivent des personnes. Par nécessité nous nous laissons humilier. À vivre cela, nous nous sentons moins que les autres et nous pensons que nous devons toujours vivre ainsi.

Emma Poma. Bolivie

Pour moi aussi, ce sujet est très difficile parce que je l'ai vécu personnellement, je l'ai ressenti, j'ai également été une femme méprisée et humiliée toute ma vie. Quand je me suis sentie humiliée, j'ai pleuré des nuits entières. Combien de personnes, comme moi, souffrent en silence toute cette humiliation sans pouvoir le dire à personne ! Combien de personnes, comme moi, pleurent la nuit sans pouvoir exprimer toute la souffrance qu'elles gardent à l'intérieur ! Quand nous recevons beaucoup d'humiliation, nous pensons souvent seulement à mourir.

Edilberta Béjar. Pérou.

52. Leo Sánchez. Militante. Espagne. Contribution au document « Conclusions colloque international 2012 »

53. Groupe d'acteurs. Royaume Uni. Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume Uni)

54. Silvio Campana. Allié. Pérou. Contribution au séminaire international de Lima (Pérou)

On apprend à ne pas se fâcher, car cela peut se retourner contre nous

Patricia Bailey. Militante. Royaume-Uni.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni).

Tu apprenais à garder la bouche fermée et à garder tout pour toi. Certaines mères plus jeunes ne le savaient pas, mais je savais par expérience qu'il fallait garder la bouche fermée. C'était ma façon d'aider ma fille à garder son fils. Les employés sont souvent injustes, mais tu apprends à ne pas te fâcher, car cela peut se retourner contre toi. Ils fouillent dans les rapports des travailleuses sociales et ils s'en prennent à toi. C'est injuste, mais tu dois tout garder à l'intérieur sinon tu perds ton enfant. Je sais qu'ils ont écrit sur moi. J'ai souvent voulu me plaindre, mais je ne l'ai pas fait, je l'ai tout gardé à l'intérieur pour mes enfants.

À tous les niveaux se produit cette perte de la capacité de s'indigner

Silvio Campana. Allié. Pérou.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

Ne pas perdre la capacité de s'indigner est la clé. Si on entend une situation comme celle de cette dame du Guatemala dont la petite fille meurt à l'hôpital parce qu'elle ne peut payer les médicaments, et que cela ne produit rien en vous, alors préoccupez-vous. Parce que si vous l'écoutez et que vous ne ressentez rien, quelque chose va mal, vous avez déjà normalisé cette situation. Dans le service médical, cela fait partie d'une stratégie pour ne pas s'identifier avec le patient, et dans le pouvoir judiciaire les avocats font la même chose : ils mettent des numéros aux personnes pour ne pas les identifier. Il est alors plus facile de traiter avec un numéro que de traiter avec une personne, c'est un mécanisme de défense ; mais si cela vous le vivez au quotidien et que vous perdez la capacité de vous indigner, c'est très grave. Je crois qu'à tous les niveaux se produit cette perte de la capacité de s'indigner.

On donne la parole à ceux qui sont les plus forts mais on oublie les plus faibles

Groupe d'acteurs. République Centrafricaine.

Contribution au Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Les plus pauvres sont utiles pour la paix. Ils sont utiles pour les autres et utiles pour le monde. Mais si nous les oublions, le monde est déjà divisé et il n'y aura jamais la paix. Si les uns se regroupent dans leur catégorie et les autres restent dans leur catégorie, il y a déjà une division.

Dans une assemblée, on donne la parole à ceux qui sont les plus forts mais on oublie les plus faibles. La Cour Pénale Internationale poursuit les dégâts que les Banyamulengue ont commis dans notre pays, en Centrafrique. Lorsqu'une assemblée est organisée pour demander aux gens d'expliquer ce qui s'est passé, on donne beaucoup plus la parole à ceux qui savent parler. Pourtant, dans les conflits, ce sont les plus faibles qui ont subi les graves problèmes mais on ne leur donne pas la parole : comment aura-t-on vraiment la réalité de ce qui est la cause de cela ?

Les instances, les partenaires qui luttent contre la pauvreté diffusent des pourcentages. Ils les communiquent à la radio et dans la presse. Mais ces organismes ne sont pas allés auprès des plus pauvres pour les écouter. Et du coup, ils imaginent des choses en leur nom pour donner des chiffres. C'est une violence sur le savoir de ces familles.

Parce qu'elles n'ont pas la possibilité de discuter ces pourcentages. Comment permettre à ces familles de parler de leur courage, de leur espoir, de comment elles se battent nuit et jour pour s'en sortir sans toujours parler de ce qui est mal ? Ça, c'est un manque de connaissance. C'est important d'arriver à laisser ces familles dire elles-mêmes comment elles vivent.

2.2.2. Créer les conditions pour rompre le silence

Même si une personne a toujours été condamnée au silence, personne ne peut parler à sa place. Pour la construction d'une véritable paix, il est indispensable, en premier lieu, de comprendre les causes de ce silence et d'en créer les conditions pour le rompre.

Rompre le silence, exprimer l'expérience que chacun porte en soi, libérer la pensée et la parole, cela demande d'être entouré de personnes en qui on a confiance et d'avoir la certitude que l'on ne met en danger, ni soi-même ni sa famille.

Dans les espaces ou projets créés pour permettre l'expression publique et la participation — que ce soit par des institutions de la société civile ou par des administrations publiques —, il est nécessaire de créer les conditions qui permettent aux personnes en situation de pauvreté de s'exprimer en toute liberté, non pas à partir de ce qui les humilie ou les met dans la honte mais à partir de ce qui les mobilise et les renforce. C'est cette force gagnée qui permet de prendre la parole, de se solidariser, de ne pas humilier l'autre, de se sentir en situation d'égalité pour parler librement dans la société et ses institutions. « *Nous savons où, avec qui et quand nous pouvons parler.* »⁵⁵

Pour les professionnels et chercheurs — tant de l'administration publique que de la société civile — relever le défi de « rompre le silence » sur la violence de la misère suppose en premier lieu d'assumer le fait que leurs propres pratiques peuvent provoquer de la violence. Ils ont bien sûr une obligation éthique et un rôle important de dénoncer les violences faites aux personnes en situation de pauvreté — rôle d'ailleurs que certains assument au prix de risques professionnels ou personnels — mais dénoncer n'est pas encore « rompre le silence ». Pour mettre fin au silence, il faut reconnaître la connaissance que possèdent les personnes auxquelles a été imposé ce silence et avoir la volonté de la croiser avec la connaissance produite par les universités, les ONGs et les institutions en général afin d'élaborer un nouveau savoir qui transforme les pratiques de production de connaissance, les pratiques institutionnelles et la vie quotidienne des plus pauvres.

Le plus pauvre n'a pas de vis-à-vis

Nelly Schenker. Militante. Suisse.

Contribution au Forum thématique « Extrême pauvreté, violence et paix » à Munich (Allemagne).

Le thème de la violence est un thème très profond et on y est très vite blessé soi-même. Je me redis toujours que la violence nous est imposée par d'autres personnes, par la société. C'est pour cela que je me dis que lors de ces rencontres (et de toutes les rencontres), il faut faire attention que nous écoutions chacun de nous sans l'interrompre. Et que chacun puisse dire ce qu'il porte.

Depuis que j'étais petite, j'ai toujours senti que le plus pauvre n'a pas de vis-à-vis. Il n'a personne avec lequel il peut échanger, avec lequel il peut partager ses frustrations et ses joies, jusqu'aux événements les plus bouleversants — discuter, échanger et devenir des amis. La violence, c'est quand on nous regarde comme si on avait la peste. Surtout ne pas s'approcher de cette personne, personne veut lui donner la main. C'est quoi notre crime, qu'est-ce que nous avons fait à la société ? Souvent je me demande aussi : qu'est-ce que j'ai fait de faux ?

⁵⁵. Raquel Juárez.
Militante. Guatemala.
Contribution au document
« Conclusions colloque
international 2012 »

La plupart des enfants qui vivent la pauvreté doivent déjà porter des préoccupations d'adultes. On attend beaucoup plus d'eux que des autres enfants, ils doivent porter les soucis avec nous. Déjà, quand ils doivent se défendre à cause du nom de leurs parents : « Quoi, c'est l'enfant de cet homme ? » « Ta mère, c'est une droguée, une traînée. » C'est des choses pareilles qu'ils entendent à l'école. Quand ils vont à l'école, ils n'ont pas un sac plein de cahiers propres et de crayons. Non, ils ont un sac plein de soucis, de reproches et de saletés.

Un bon assistant familial l'a rendu possible, que je pouvais parler du travail d'ATD Quart Monde avec une institutrice et lui raconter ce que cela signifie de vivre dans la pauvreté. Elle est tombée des nues et m'a dit qu'elle n'avait aucune idée de cette vie. Elle était très intéressée. Nous en avons parlé pendant toute une année et elle a pris du temps pour cela.

Si nous ne pouvons pas avoir des conversations comme ça, il y a une colère énorme qui grandit en nous. Chez ma mère, il y avait des colères subites. La colère, la rage, cela n'a rien à faire avec de la violence. Déchirer un livre, jeter une assiette par terre, faire éclater la colère, c'est autre chose que la violence. Souvent, il nous arrive de taper les poings contre le mur et nous nous faisons mal à nous-mêmes. Tu sens les injustices en toi et tu es en colère parce que tu ne sais pas comment continuer. La colère aide à retomber sur ses pieds, à se rattraper. La violence par contre est beaucoup plus terrible et peut provoquer de profondes blessures.

Si tu es ainsi poussé contre un mur, tu veux te libérer et tôt ou tard tu ripostes. C'est un coup de dégagement. Autrement, tu tombes malade dans cette douleur, malade aussi à cause des peurs. Ou tu étouffes. Tu veux réveiller l'autre, lui donner une leçon. Des fois, on est obligé de faire n'importe quelle bêtise pour montrer qu'on est là... Encore pire : quand tu es tout en bas, tu te dis : est-ce que je dois commettre un crime pour que les autres s'en aperçoivent que j'existe ? Moi aussi, je suis un être humain !

Quelqu'un que je connais a vécu cela, et je le comprends bien : à lui, comme homme, on lui avait tout pris, toute sa dignité. D'abord le bébé, et en même temps sa femme. C'est le pire qui puisse arriver à un homme. Un autre aurait disjoncté ou aurait abattu quelqu'un. Il ne l'a pas fait malgré la rage qui le tenait et malgré sa blessure immense. Mais il a commis une autre grosse faute. Quand tu as un caractère un peu difficile, ce qu'il a fait est vite arrivé. On nous pousse jusqu'à nos limites, jusqu'à ce que nous devenions violents.

Naturellement, il a dû être puni par la suite. Mais dans une situation comme la sienne, tu dois toujours payer deux fois, et c'est cela qui est grave. Et la société ajoute encore : « Mais voyez-vous, on l'a toujours dit. Il est comme ça et maintenant nous avons la preuve. » Mais qui lui a donné la main avant ? Qui l'a soutenu ? Qui était son vis-à-vis ? Est-ce qu'on n'a pas simplement contribué à le pousser plus en bas ?

Le plus important dans la vie c'est que les gens prennent du temps ensemble. C'est cela que je veux dire avec vis-à-vis. Tout le monde est dans le stress. Si tu vas au service social, tu le sens très fortement que personne n'a du temps. C'est terrible. Je crois que beaucoup de travailleurs sociaux en souffrent eux-mêmes.

Mais toute seule, j'y arrivais pas

Groupe d'acteurs. Canada.

Contribution au Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Moi, longtemps, j'ai essayé individuellement de me rebeller contre toutes les situations injustes, mais toute seule j'y arrivais pas. J'ai fini par rejoindre des groupes communautaires, puis là j'ai vu qu'on était bien plus forts ensemble. [...] Ensemble, on peut faire l'analyse des situations, on peut mieux comprendre les vraies causes de la pauvreté.

Il faut rompre ce silence

Maritza Orosco. Militante. Guatemala.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

Moi aussi, je suis passée par des malheurs. Mais toutefois, être ainsi avec les gens amicaux, moi, ça m'a beaucoup aidée, parce que beaucoup de gens me soutenaient, beaucoup de gens me donnaient des conseils et peut-être que, si je m'étais enfermée à pleurer sur ce qui m'arrivait à l'intérieur, je serais peut-être déjà morte.

Parfois, c'est aussi un manque de courage ou de confiance, il y a des personnes comme ça. Moi, j'étais une de celles qui disait : raconter quelque chose de ma vie ? Ce sera pire parce qu'ils vont tous rire. Mais non, quand j'ai commencé à connaître le Mouvement et que j'ai commencé à venir et à découvrir beaucoup de choses, ma vie a commencé à changer parce que j'ai vu qu'il fallait faire sortir ce que nous avions à l'intérieur.

Je pense que c'est ce que nous devons obtenir avec les familles, qu'elles aient confiance en nous, leur montrer que la timidité ne nous mène à rien parce que parfois, à ne pas vouloir dialoguer, on se le garde et tout ça reste en silence. Il faut aider les personnes à rompre ce silence.

Se rebeller, c'est faire comprendre à la société ce que nous vivons

Julian Quispe. Militant. Pérou.

Contribution au Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Je vais vous parler de l'importance de la participation pour les plus pauvres. Pour nous, participer, c'est sortir de notre isolement, rompre notre silence et mettre fin à notre peur. Dans les assemblées de la communauté, on ne laisse pas parler les plus pauvres. Ceux qui sont plus instruits croient qu'ils ont toute la raison et ne laissent pas parler les plus humbles. Pour quelqu'un qui n'a pas l'occasion de prendre la parole, il est difficile de parler... Parfois, on veut parler mais ils ne te laissent pas, ils ne te considèrent pas, il y a des objections. Les jeunes s'imposent ; il y a des jeunes qui ont laissé un temps la communauté et, de retour, ils pensent qu'ils savent tout, ils ne considèrent pas ceux qui sont plus âgés. Ils les font taire.

Je dis que la connaissance et l'éducation nous permettent d'atteindre une bonne vie ; les rencontres nous permettent d'atteindre et de connaître différentes personnes avec des idées différentes et cela nous ouvre une porte pour savoir comment vivre bien, pour trouver une vie digne. Si tu parles, on peut changer les choses ; se rebeller, c'est faire comprendre à la société ce que nous vivons.

C'est maintenant que je commence à parler ; ça a été la participation aux rencontres qui m'a aidé pour pouvoir parler. Dans les rencontres, je vois d'autres personnes qui parlent et je vois qu'elles n'ont pas peur et c'est pourquoi je dis que moi aussi je peux faire des choses.

Je dis aux gens qu'ils doivent être forts, qu'ils doivent répondre « tu es égal aux autres, nous sommes tous égaux. » Il y a des personnes qui me cherchent pour pouvoir parler : selon ce qu'ils me disent, je leur donne de la valeur... Il faut converser pour voir un changement ; moi je pense qu'il faut parler avec les gens. Les gens ne connaissent pas.

Avant j'avais peur ; aujourd'hui je suis fort. Je ne m'humilie pas, même si je n'ai pas fait d'études ; maintenant je me défends. Les rencontres m'ont aidé à surmonter la peur.

2.3. Chercher la paix

« Aborder la violence de la misère sans se mettre dans une perspective de recherche de la paix serait se condamner à rechercher des coupables. Mais avoir comme axe de recherche la paix sans la mettre à l'épreuve de la violence de la misère et de ses conséquences, serait faire de la paix un privilège. »⁵⁶

En résistant quotidiennement à la violence de la misère, les personnes et communautés les plus pauvres initient des chemins de paix qu'il est impératif de connaître, comprendre et reconnaître; sans cela, la construction d'une véritable paix pour tous ne sera pas possible. *« Si la misère s'arrête, la paix prend la place. »⁵⁷*

2.3.1. Quelle paix?

« Tant que je ne saurai pas quoi ramener à manger à mes enfants, je ne pourrai pas dire que je suis en paix. »⁵⁸

La paix ne peut pas être basée sur le silence de celui qui courbe la tête parce qu'il se sait privé des moyens pour vivre dignement et pour se défendre. La paix, c'est être reconnu par les autres dans ta dignité d'être humain; c'est pouvoir être utile au sein d'une communauté et à sa famille, en lui procurant des moyens d'existence digne; c'est pouvoir affirmer sa personnalité et être en paix avec soi-même.

Qu'un pays vive une paix sociale ou mette en œuvre un processus de paix pour résoudre des conflits armés ne garantit pas que cette paix soit aussi une paix pour les plus pauvres. La banalisation de la violence de la misère amène la société à vivre dans le mensonge, à faire silence sur une paix qui n'atteint pas tout le monde, à cultiver le cynisme en proclamant des valeurs universelles tout en sachant que la manière de les réaliser repose sur le fait de nier aux plus pauvres la capacité d'en être porteurs, en se contentant d'une paix qui condamne des êtres humains à porter dans leur corps et âme les conséquences de la violence de la misère. Dans les moments de crise, ce sont les personnes les plus pauvres, celles qui accumulent toutes les insécurités, qui paient le prix le plus fort des crises économiques, des conflits armés, et jusqu'à payer aussi le prix le plus fort des processus de paix et de réconciliation qui, ne les prenant pas en compte au moment des négociations et de la reconstruction, ne garantissent aucunement qu'elles puissent récupérer le peu qu'elles possédaient et accéder aux moyens de participer au processus démocratique.

Celles et ceux qui subissent la violence de la misère veulent avant tout une autre vie pour leurs enfants. Cependant, la réalité de la misère, les souffrances vécues, les humiliations et la colère qu'elle provoque en eux, les empêchent de disposer des moyens et de la paix intérieure pour assurer un avenir meilleur à leurs enfants.

« Pour moi la paix, c'est être en dessous de la terre, parce qu'au moins quand on est mort, on ne pense pas aux soucis qu'on peut avoir derrière, on n'a pas de coup de téléphone pour avoir des mauvaises nouvelles. Pour moi la paix, c'est n'être plus embêté par des gens autour de nous, par exemple par des professionnels qui me posent toujours des questions... Aujourd'hui, je ne l'ai pas la paix, parce qu'il y a toujours quelqu'un derrière moi à me surveiller, à me poser des questions... On se pose toujours la question si, à la fin du mois, on va y arriver. »⁵⁹

Il en ressort clairement que la paix n'est pas possible sans la reconnaissance des violences faites aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté, sans changer leur réalité quotidienne, sans inclure tous ceux qui ne l'ont pas encore.

« La paix, ce n'est pas seulement quand tout est OK pour toi et autour de toi. [...] Parce que la paix se vit dans une communauté, la paix se vit dans une maison, la paix se vit dans le quartier, la paix se vit dans le pays. Et moi, je suis dans une famille, je suis dans un quartier. « Comment on peut parler de paix, de quelle paix nous parlons ? » Si chaque personne se posait cette question, à chaque fois qu'elle se lève, on se dira que la paix, à laquelle nous aspirons et dont nous disons qu'elle existe, au fond n'existe pas. »⁶⁰

56. Eugen Brand. Délégué Général du Mouvement International ATD Quart Monde. Extrait du discours de conclusion à la Maison de l'UNESCO - Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

57. Thème du Séminaire international de Dakar (Sénégal)

58. Boubacar Sarr. Militant. Sénégal. Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

59. Lucienne Loquet. Militante. France. Contribution Université Populaire Quart Monde (Caen)

60. Segá Ndione. Allié. Sénégal. Contribution au document « Conclusions colloque international 2012 »

Je cherche la paix à travers les autres, je n'ai pas la paix

Nadine Lambert. Militante. France.

Contribution au séminaire international de Pierrelaye (France).

Alors moi, je cherche la paix à travers les autres, une paix intérieure surtout, parce que la paix, je l'ai pas en moi-même, parce que tout ce qu'on vit remonte en surface, la souffrance de notre enfance remonte en surface, déchiré de ses parents, de sa propre famille, de ses frères et sœurs, nous interdire de se rencontrer. L'État nous a fait beaucoup de mal. Ils ont un devoir envers nous. Et ça, il ne veut pas l'accepter. Alors je demande à avoir la paix intérieure envers les gens, chercher à ne plus être violente envers mon prochain.

La paix, ça veut dire qu'en moi j'ai une douleur, une souffrance immense qui m'empêche d'avancer et j'essaie de comprendre comment je peux faire pour avancer, pour laisser un peu ça derrière moi. Et c'est avec le Mouvement que j'essaie de comprendre comment je peux aller en arrière pour essayer d'avancer, pour essayer de parler plus calmement et dire des choses justes, mais sans m'énervier, envers des services sociaux, l'État, tout ; essayer aussi envers mes enfants pour pas qu'ils voient comment je suis aussi, parce que c'est pas une image à donner à ses enfants ; quand ils voient leur mère en colère, leur mère révoltée, c'est pas une image, c'est pas un exemple que je dois donner. Et ça, je ne sais pas comment m'y prendre parce qu'on n'a pas appris. À travers les gens que l'on rencontre dans le Mouvement, par des volontaires, par des alliés, j'apprends à me contrôler pour essayer d'avoir la paix intérieure et aussi donner cette paix, faire comprendre au gouvernement que, s'ils étaient un peu plus justes envers nous autres, s'ils nous entendaient, s'ils nous comprenaient, il n'y aurait pas cette haine ni cette violence ; c'est à eux de faire le premier pas pour que la paix vienne sur terre.

Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de paix

Osnel Teleus. Militant. Haïti.

Contribution au séminaire international de Lima (Pérou).

La misère ne nous permet pas de vivre bien avec notre famille. C'est une violence pour moi. Je suis un père de famille, je suis responsable de mon épouse et de mes enfants. Mes parents sont à ma charge aussi. Quand on est père de famille, c'est une responsabilité très importante. Je ne travaille pas, je n'ai pas d'argent pour payer le loyer, je n'ai pas d'argent et je n'ai nulle part où obtenir cet argent. Quand on est père de famille et qu'on n'a pas d'argent ni de moyens pour satisfaire les nécessités de sa famille, la famille souffre. L'homme est le pourvoyeur de la maison : quand il ne peut pas satisfaire aux nécessités, cela crée une division. Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de paix.

Quand je réfléchis, je vois comment je suis humilié. Et quand bien même je veux aider un ami, je ne peux pas le faire non plus ; on se sent inutile. On doit réfléchir sérieusement pour être conscient, pour pouvoir surmonter cette humiliation que l'on vit au quotidien.

La paix, c'est pouvoir dire sa vérité et être entendu

Mahamadou Kone. Volontaire permanent. Burkina Faso.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

On ne peut avoir la paix que lorsqu'on arrive à dire sa vérité et que celui qui est mon interlocuteur puisse être en mesure de pouvoir comprendre et ne pas généraliser. J'ai compris que, même lorsqu'il y a soulèvement populaire, c'est toujours cumul des frustrations, et que la vérité des gens n'est pas entendue. Donc quand on veut maintenant faire entendre sa vérité et que cette vérité n'est pas entendue, automatiquement il y a confrontation souvent. Pour moi, la paix, c'est pouvoir dire sa vérité et être entendu.

La paix, c'est très fragile

Groupe d'acteurs. Liban.

Contribution au colloque international « La misère est violence. Rompre le silence.

Chercher la paix ».

Nous sommes des gens qui avons la vie difficile et nous supportons des choses pénibles mais en nous-mêmes nous refusons la misère et nous regardons toujours en avant pour une vie meilleure. Nous refusons la misère, nous sommes solidaires, nous affirmons que l'homme a une dignité et par sa dignité, il vit la paix.

Je n'ai pas la paix en moi, comment donner la paix ? La paix, c'est très fragile, si on la déchire, c'est très difficile de la refaire. Quand on a des questions auxquelles on ne trouve pas de réponse, la paix disparaît avec l'autre. Il faut enlever la haine, la relation est difficile à rétablir.

2.3.2. Bâtir la paix

Celles et ceux qui subissent le plus durement la violence de la misère se voient obligés d'agir au jour le jour pour résister et se défendre, obligés de rivaliser pour la survie, obligés de remettre la réalisation d'une véritable paix à demain ou à jamais : des personnes en situation de pauvreté extrême renoncent à faire valoir leurs droits en justice, conscientes que contribuer à envoyer un père ou une mère en prison mettra en danger la survie de leurs enfants ; des personnes refusent de voir le mépris et la discrimination s'installer dans leur communauté et sont prêtes à se bagarrer et à se confronter pour que le respect entre voisins demeure ; d'autres portent le poids de la culpabilité parce qu'elles n'ont pas pu faire face et n'ont pu que se sauver elles-mêmes.

Cependant, au-delà de ce qu'ils vivent, ceux qui la subissent le plus durement refusent la spirale de cette violence et affirment que la paix est une responsabilité collective, qui concerne et engage tout le monde.

« À partir de ce moment-là, c'est ça qui peut bâtir la paix. Il faut que la personne se sente responsable de l'injustice des autres. Parce que cette injustice-là, si on ne la dénonce pas, la paix ne pourra jamais s'établir dans ce monde-là. »⁶¹

Bien que soumises à la violence de la misère, les personnes et communautés plus pauvres réalisent des efforts multiples pour vivre la fraternité et la justice, initier des chemins vers une véritable paix : des personnes se mobilisent pour que les aides arrivent jusqu'aux plus pauvres de leur communauté ; des personnes se forment pour faire valoir le droit d'autres qui, comme elles, ont souffert de la violence policière ; des personnes défendent, au risque de leur propre sécurité, des voisins encore plus humiliés ; des personnes créent des projets dans leur quartier pour améliorer la vie de tous.

« La paix, c'est nous qui la créons entre voisins. Dans mon quartier, c'est très difficile, surtout pour l'écoulement des eaux de pluie. C'est pourquoi j'ai dit à mes voisins qu'il fallait chercher une solution pour qu'on ait la paix. Quand les pluies arrivent, aucun chemin n'est praticable, on enferme les enfants dans les maisons. J'étais obligée d'appeler mes voisins pour trouver une solution. On s'est assis sur la voie, on a fait une quête, en arrêtant les voitures pour leur demander du soutien, les gens donnaient 5 francs, 100 francs... En trois jours, nous avons pu acheter un camion de gravats pour mettre sur la voie. Et aujourd'hui les gens peuvent passer. »⁶²

Cependant, la tâche de la construction de la paix ne doit pas seulement peser sur celles et ceux qui se voient confrontés à la violence de la misère et aux préjudices à vie qu'elle crée. Les institutions et les États sont appelés à faire le premier pas pour rétablir le dialogue

61. Moustapha Diop. Militant. Sénégal. Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

62. Khady Sy. Militante. Sénégal. Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal)

et créer les conditions pour en finir avec toutes ces violences. Ainsi la société dans son ensemble est appelée à connaître, et reconnaître et rejoindre les efforts de celles et ceux qui vivent la violence de la misère pour construire la paix.

« La paix, elle va commencer le jour que tu vas réaliser que celui qui est devant toi est la même chose que toi, un être humain à respecter. Là va commencer la paix. »⁶³

Il y avait aussi d'autres familles qui avaient perdu des proches et qui voulaient la paix comme moi

Ivanite Saint-Clair. Militante. Haïti.

Contribution à la journée publique à la Maison de l'UNESCO du Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Lorsque nous vivons dans la misère, la violence agit plus sur nous, nous vivons dans la peur, ça fait que notre situation est pire. Si tu as la paix, l'un n'a pas peur de l'autre.

J'ai cinq enfants, leur père est mort. Je me bats chaque jour pour qu'ils ne souffrent pas de la faim et pour qu'ils aillent à l'école. Malgré ces efforts, une de mes filles est morte à cause de la violence, et deux autres ont subi d'autres violences. Ça m'a fait très très mal.

Lorsque nous vivons dans la misère, nous voulons revendiquer nos droits, mais nous ne sommes pas écoutés. Beaucoup de personnes m'ont demandé pourquoi je n'ai pas fait condamner ceux qui nous ont fait tant de mal ; je n'avais pas été en justice parce que j'ai pensé que si je revendiquais mes droits, on pourrait me tuer. J'ai répondu : « Je ne veux pas faire couler le sang, je ne veux éteindre le souffle de personne ; je ne veux pas les laisser dans la bataille avec les autres. » Je sais que la violence appelle la violence.

Ce qui m'a permis de tenir, ce sont les autres familles qui habitent près de chez moi ; mes voisins, voisines, chaque fois qu'ils passaient devant chez moi, ils venaient me parler, me disant : « Ne te laisse pas aller, tiens bon, il ne faut pas rester seule, il faut sortir, marcher, rencontrer d'autres. »

C'est ainsi que je suis retournée aux réunions. Si tu ne participes dans rien, ta tête reste pleine de problèmes. Lorsque je rencontre d'autres, nous parlons, nous réfléchissons, tu reprends force.

Il y avait aussi d'autres familles qui avaient perdu des proches, et qui voulaient la paix comme moi. Si nous recherchons la vengeance, il ne peut plus y avoir la paix. Nous sommes devenus des exemples pour le quartier pour qu'il y ait la paix. Si nous restons dans les batailles, dans les disputes, la peur l'un de l'autre, il ne peut pas y avoir une vraie paix. Mais même si tu cherches la paix, il y a des gens qui t'humilient, ils te considèrent comme rien parce que tu ne parles par fort.

Pour que nous puissions vivre bien, il y a toujours quelqu'un parmi nous qui plaide pour la paix. C'est ainsi qu'était Mérita. C'était mon amie, elle est morte, elle était comme une mère pour tout le monde dans le quartier. Tout le monde a dit : « Maintenant que Mérita n'est plus là, le quartier va être détruit, il ne pourra pas y avoir la paix », et pourtant, ce n'est pas vrai, il y a toujours une autre personne encore qui continue le travail. Le Père Joseph nous a montré le chemin, nous suivons sa trace.

Lorsque nous trouvons la paix, c'est un bienfait pour tous. Parce que la paix c'est une fierté aussi.

63. Michel Brogniez.
Militant. Belgique.
Contribution au colloque
international « La misère est
violence. Rompre le silence.
Chercher la paix ».

J'ai aidé ceux qui affrontent les mêmes défis

Ronald Schexnayder. Militant. États-Unis d'Amérique.

Contribution à la journée publique à la Maison de l'UNESCO du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix ».

Je suis ce qu'on appelle un activiste, une personne qui peut témoigner réellement d'une telle violence, qui crée le savoir, et ensuite la paix.

La Nouvelle-Orléans est connue pour sa police corrompue.

Je me suis fait arrêter et inculper pour un vol dont je ne savais rien, j'étais dans un autre état quand cela eut lieu. Pourtant, j'ai fini par passer plusieurs mois en prison.

Au début, j'étais si fâché que je suis tombé malade. Ensuite je me suis dit que je dois connaître la loi pour pouvoir prouver mon innocence. Donc je suis allé à la bibliothèque de la prison où j'ai cherché des livres sur le droit. Là, ils m'ont indiqué quels livres lire et depuis ce moment je n'ai plus arrêté de lire.

J'ai appris quelles étaient les procédures judiciaires et comment fonctionnaient les tribunaux. Je me suis renseigné au sujet des gens et des organisations et j'ai écrit, demandant de l'aide.

Pendant cette période, les autres venaient me voir avec des copies de leurs actes d'accusation et je trouvais ce qu'ils devaient faire. J'ai aidé beaucoup d'entre eux à être libérés. J'ai déposé des motions pour la diminution de la peine afin qu'ils puissent sortir sur caution, ou nous avons même réussi à retirer les accusations contre eux. Mais cela n'a pas fonctionné pour moi. J'ai dû compléter ma peine injuste de huit ans, ce qui voulait dire que je devais passer cinq ans en prison.

En prison, nous avons manifesté à cause des conditions de vie indécentes et insalubres. Ils nous donnaient de la nourriture avariée, ne nous donnaient pas des vêtements propres, du savon, des brosses à dents. Ils ne nous donnaient pas du temps de loisir, du soleil et de l'air frais. Nous avons refusé de sortir de nos cellules, c'était comme une révolte. Nous avons fait des pétitions. Nous avons intenté un procès civil contre la prison. Cela a duré deux semaines. Ce fut à ce moment qu'ils m'ont battu. J'ai fait sortir clandestinement une lettre pour le FBI et ils sont venus enquêter.

Nous avons gagné le procès. Ils ont commencé à donner des souliers de travail, des brosses à dents, de la meilleure nourriture, des choses de ce genre. Après la fin des manifestations, j'ai dû me livrer aux agents de prison. Ils m'ont envoyé dans une prison pire que la dernière avec des gens ayant des peines de cinquante ans ou plus, même la peine de mort.

Quand je suis sorti, j'ai suivi un cours en droit parce que je me faisais arrêter continuellement par des policiers et je recevais des accusations qui n'étaient pas vraies ; alors j'ai pris en charge la situation et je suis retourné à l'école. J'ai suivi un cours d'assistant juridique pour connaître la loi et les droits que j'ai. Et j'ai aidé ceux qui passent par les mêmes choses que moi — quelque chose leur arrive et ils ne connaissent pas la loi. J'ai commencé à faire du bénévolat — je sortais et j'aidais les gens, je donnais des conseils et de l'aide juridique.

Après avoir été inculpé et avoir été derrière les barreaux pour quelque chose que je n'ai pas fait, c'est la seule manière de me défouler et de trouver la paix. Aussi en essayant de changer les règles, ou en arrivant à punir les gens qui sont responsables et à faire voir aux gens que ces policiers sont corrompus, je crée la paix pour moi et pour les autres comme moi, et la paix pour la communauté.

La paix ce n'est pas un bien, c'est un effort commun.

Jaime Muñoz. Volontaire permanent. Sénégal.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Pour moi, la paix, ce n'est pas un bien. C'est un effort commun ou le combat commun d'entente et d'union. Et cet effort, c'est d'abord l'effort que chacun de nous doit mener. Ce n'est pas un bien parce que ce n'est pas un résultat, parce que si c'était un résultat, les pauvres n'auraient pas la notion de paix.

Parfois, c'est clair que la conséquence de notre effort, c'est la tranquillité, et c'est la paix. C'est la conséquence d'un effort réalisé ou de savoir que tu as fait un effort, que tu as voulu faire mieux, que tu as voulu faire un effort pour t'accrocher à l'humanité qui est dans d'autres. Et savoir cet effort te donne le goût de cette paix, la tranquillité. Mais on confond les conditions pour entamer cet effort de paix avec la paix elle-même. La paix des riches peut être comprise comme un bien, un bien à emballer et à emporter. Mais quand on regarde bien, c'est une paix qui est faite d'injustices et d'isolement, et c'est pour ça qu'ils doivent se défendre. Un bien, ça se défend.

Mais la paix des pauvres, c'est un effort qui peut être partagé. Pour cela, je dis que la paix n'est pas un bien à accomplir, mais c'est un effort. Un effort que tu fais en toi, et que tu fais avec d'autres. C'est dans cet effort que nous retrouvons ce qui est d'humain en nous. Et là, on aperçoit la paix, on aperçoit l'harmonie, on aperçoit la vérité qui est dans d'autres.

La solidarité ne se limite pas seulement au niveau des paroles, mais elle se traduit petit à petit par des actes

Faustin Ndrabu. Allié.

République Démocratique du Congo. Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Dans mon quartier, il y a beaucoup de familles parmi les plus écrasées, plus fatiguées par la misère de la République Démocratique Congo. Ces familles n'ont personne pour penser à elles.

Par ailleurs, dans mon quartier, il existe également un groupe d'enfants appelé les enfants Tàpori, Tàpori qui est en fait le courant mondial d'amitié entre les enfants de tous milieux.

Alors, inspiré par l'esprit de solidarité qui se remarquait au sein des enfants Tàpori, une trentaine des familles pauvres de mon quartier ont décidé de se mettre ensemble afin de partager leurs idées, discuter sur leurs problèmes et essayer de trouver des solutions ensemble. Le groupe en question s'appelle « Association familles solidaires ».

Même si la vie continue à être dure pour ces familles, mais le fait pour elles d'appartenir à un groupe, c'est important car ça leur permet de sortir de l'isolement et de briser le silence. Les membres du groupe s'initient petit à petit à prendre la parole dans le respect et la tolérance mutuelle et à surmonter la peur.

Pour ces familles, la solidarité ne se limite pas seulement au niveau des paroles, mais elle se traduit petit à petit par des actes. Elles soutiennent un des leurs à réparer sa maison, elles vont visiter des malades à l'hôpital, se visitent mutuellement. Récemment, elles ont décidé d'unir leurs efforts pour réparer un pont qui était en très mauvais état au cœur du quartier. Par la même occasion, elles ont aménagé les sentiers du quartier.

À la fin du travail, un habitant du quartier qui est passé par là a dit : « *Vraiment, quand on se met ensemble avec détermination, on est capable de beaucoup de choses.* »

La peur est quelque chose que nous devons surpasser

Maria Victoire. Volontaire permanente. États-Unis d'Amérique.

Contribution au séminaire international de Frimhurst (Royaume-Uni).

L'exclusion, c'est de la violence.

Les gens disent que les habitants de ces quartiers sont de mauvaises personnes. Mais ils doivent venir parler avec nous qui avons connu ces familles sur plusieurs générations et savons qu'elles ont quelque chose à partager avec le monde. Elles ont quelque chose à partager avec la société.

Ce n'est pas possible de construire la paix si on n'apprend pas à connaître qui sont ces personnes, ces familles, si on ne sait pas qui sont ces jeunes. Les gens nous disent : « *Ne va pas à telle place, tu dois rentrer à la maison à telle heure, tu n'as pas besoin de voir tout ça.* » Mais nous nous sentons en sécurité, nous leur disons qu'ils peuvent parler avec ces personnes, qu'ils peuvent parler avec ces jeunes et qu'ils nous écoutent. Nous bâtissons nos rêves avec eux. Mais si les gens ont peur d'aller là-bas, qui ira leur parler ? Qui écoutera ces familles ? Il est nécessaire d'aller dans ces quartiers. Nous devons surpasser la peur, ceci des deux côtés.

Se donner la chance d'aller au-delà de ce qui divise une communauté

Koffi Gnagoran. Allié. Côte-d'Ivoire.

Contribution au séminaire international de Dakar (Sénégal).

Très souvent, ce sont ceux qui déjà souffraient beaucoup de la pauvreté, qui déjà étaient exclus, avaient du mal à participer à la vie de leur communauté, à avoir accès aux services qui, en temps de crise, sont les plus touchés et risquent de mourir ou d'être encore plus oubliés. Il est donc nécessaire de les chercher, d'avoir leur opinion et d'en tenir compte.

Il ne faut pas baisser les bras, il faut aller discuter avec les gens et, pour tenir ensemble, mettre avec eux l'énergie qu'il nous reste encore. Si les gens voient que tu viens les voir, que tu t'assoies avec eux, ils peuvent te proposer un chemin. Il faut partir de leurs idées.

Beaucoup de victimes de guerre prennent conscience que l'assistance les dégrade, les humilie, les anéantit. Ils veulent maintenant se prendre en charge par tous les moyens licites. Avec les bénévoles, nous avons réussi à bâtir une troupe théâtrale, de ballet, de poésie et de contes avec les enfants déplacés qui sensibilisent les populations sur la réconciliation nationale et la paix. Notre espoir se trouve dans ces deux mots.

S'unir autour des très pauvres, c'est se donner la chance d'aller au-delà de ce qui divise une communauté (l'ethnie, la religion, l'appartenance politique, les classes sociales...), c'est se donner la chance de créer plus d'unité.



D'Ange. Sans titre. 2010

Partie 3

Dialogue avec le monde universitaire et institutionnel

3.1 Durant le déroulement de la recherche

Conscients de l'importance de situer cette nouvelle connaissance élaborée avec des personnes en situation d'extrême pauvreté au cœur des grands débats sur l'actualité mondiale, il est apparu opportun de créer, parallèlement à sa mise en œuvre, des occasions pour initier des échanges avec des chercheurs du monde universitaire et des professionnels qui travaillent cette question de la violence. Les rencontres présentées ci-dessous à titre d'exemples, ont servi de préparation au colloque international qui sera détaillé dans le point suivant.

- Deux **événements internationaux** consacrés à l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski ont permis d'instaurer le dialogue entre chercheurs, universitaires et personnes engagées dans la lutte contre la misère, avec parmi elles des personnes en situation de pauvreté.

Le premier, avec pour titre « La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté », a eu lieu à Port-au-Prince (Haïti) en février 2008 et fut mené en partenariat avec la Fondation haïtienne « Connaissance et Liberté » (FOKAL).

Le second, avec pour titre « La démocratie à l'épreuve de l'exclusion sociale », a eu lieu à Paris (France) et fut mené en partenariat avec l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris (Sciences Po) et l'Association française de science politique.

- Durant les **Universités d'Été « Campus » 2009 et 2010**, organisées par le Centre International Joseph Wresinski à Pierrelaye (France), des universitaires et des professionnels d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et d'Europe ont abordé la question des violences touchant la vie des personnes en situation de pauvreté et des savoirs requis pour opérer les transformations nécessaires.

- À la Nouvelle-Orléans (États-Unis), une session de travail a eu lieu à **l'Université Loyola en octobre 2009 sous le titre « Nous ne sommes pas faits pour vivre ainsi »**⁶⁴. Parmi ses participants, se trouvaient des personnes en situation d'extrême pauvreté qui, touchées par l'ouragan Katrina, avaient perdu tous leurs biens et plusieurs d'entre elles n'avaient jamais pu revenir dans la ville. Dans ce contexte, parmi différents thèmes, a été réfléchi celui lié aux expériences de violences.

- Dans la perspective de la tenue du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix », tenu en janvier 2012, des **tables rondes, journées d'études et ateliers**, en lien avec des personnes du monde universitaire et institutionnel, ont eu lieu en Belgique, au Canada, aux États-Unis, en France, au Guatemala, en Haïti, au Pérou, au Mexique et en Suisse. Le Centre International Joseph Wresinski à Baillet-en-France (France) a organisé en mars 2011 un atelier avec seize participants, de Royaume-Uni, du Japon et de France, afin d'expérimenter les conditions nécessaires pour un réel dialogue entre les acteurs de la recherche et des personnes du monde universitaire.

- **Le Centre de Politiques Sociales de l'Université de Massachusetts** (Boston) a participé, dans le cadre d'une collaboration à long terme, à différents événements destinés à permettre l'échange avec les acteurs de cette recherche. Dans ce contexte, il a co-organisé une session de travail à Intervalle (New Hampshire) en décembre 2011 avec l'objectif de préparer la manière de rendre publics les engagements déclinant de cette recherche.

« Tout au long des quinze dernières années ou même plus, mon travail a consisté à développer des recherches-actions participatives. Mais l'opportunité de travailler de très près avec ATD Quart Monde m'a permis de voir jusqu'à quel point mes compagnons et moi-même avons accompli notre travail de manière incomplète. La participation, le processus de croisement des savoirs, est quelque chose de très puissant. Personnellement, et depuis ma position, je m'engage à tenter de le réaliser : l'utiliser et développer une collaboration plus profonde avec ATD Quart Monde afin d'assurer un meilleur travail à l'université de Boston. »

À l'université, il existe une quantité de forces qui vont à l'encontre d'élaborer la connaissance à travers une dynamique de croisement. À partir de ce que mon expérience m'apprend, l'université

64. « Not meant to live like this »

appuie la compétitivité et non la production collective de connaissances, elle valide la pensée des experts qui sont des enseignants mais rarement des apprentis. Au long de ces trois années, j'ai compris — je le savais déjà mais je l'ai compris d'une manière nouvelle — que cette posture est très nuisible. Elle fait partie du problème. Elle fait partie de la violence.

Ainsi je sens la responsabilité de profiter de ma position, et de l'influence qu'elle me donne, pour changer et engager une voie alternative d'être, de faire des sciences sociales et de mener des recherches-actions participatives. Je suis engagée avec cet objectif. Cette manière de faire demande d'être présent, capable de s'opposer à ces forces et de permettre qu'aient lieu la transformation et la construction collective de connaissance; elle demande d'être prêt à accepter l'inconfort et à remettre en question nos suppositions, d'être présent avec un sens de curiosité et de disponibilité à une véritable écoute. Cela pour, d'un côté honorer ma propre pensée — je ne veux pas écarter ce que j'ai moi-même à offrir — et de l'autre côté savoir que toute personne a une contribution à offrir et qu'ensemble nous pouvons créer une connaissance basée sur les expériences que chacun a connues. »⁶⁵

3.2. Colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

Le point culminant du projet a eu lieu durant un colloque international qui s'est déroulé en janvier 2012 en lien avec des universitaires et des professionnels membres d'ONGs, d'institutions internationales, de projets d'aide et d'administrations publiques.

Le colloque a eu pour objectif d'apprendre à établir un dialogue entre des professionnels et des universitaires liés aux thèmes développés, « Extrême pauvreté, violence et paix », et les acteurs de la recherche même.

Un total de 75 personnes se sont ainsi réunis durant trois jours : 50 acteurs de la recherche membres du Mouvement ATD Quart Monde [30 personnes en situation de pauvreté (militants) et 20 personnes qui dans le cadre d'ATD Quart Monde s'engagent à leurs côtés (alliés et volontaires permanents)]⁶⁶; et 25 académiciens et professionnels d'autres institutions.

Le colloque a réuni des personnes venues de 35 pays et s'est déroulé en trois langues véhiculaires : anglais, français et espagnol tout en assurant des interprétations simultanées en arabe, créole haïtien et quechua.

Le dialogue établi entre les acteurs de la recherche et les universitaires et professionnels participant au colloque voulait, à partir de la connaissance de chacun, entamer une dynamique de compréhension « croisée » sur les thèmes travaillés. Il ne s'agissait aucunement de favoriser la parole des uns au détriment de celle des autres, mais de créer les conditions qui mènent à un échange authentique entre personnes d'expériences diverses quant à l'élaboration et l'usage de la connaissance : professionnels habitués à intervenir dans des programmes et projets de lutte contre la pauvreté, académiciens spécialisés dans l'étude de tels thèmes, acteurs de cette recherche confrontés quotidiennement au défi de comprendre la violence.

« J'ai été stupéfait de voir que le manque d'éducation ou l'abondance d'éducation ne jouaient aucun rôle pour rabaisser nos discussions. La discussion n'était pas sur quelle éducation ou quel manque d'éducation vous aviez, la discussion était sur la connaissance, la compréhension. »⁶⁷

« J'ai beaucoup aimé les mots qui sont venus comme la compréhension mutuelle qui suppose un dialogue, une écoute et une démarche commune où les uns ne raisonnent pas pour les autres. »⁶⁸

Est ressortie de ce dialogue l'importance d'un échange qui va au-delà de l'expression d'un témoignage de la part de celles et ceux qui vivent en situation d'extrême pauvreté. Au contraire, il en va d'un échange qui permet l'élaboration et la libération de la connaissance de chacun, et favorise la compréhension mutuelle.

65. Donna Haig Friedmann. Directrice du Centre de politiques sociales. Université Massachusetts Boston. États-Unis d'Amérique. Extrait du discours prononcé durant le colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

66. Pour une meilleure compréhension de la terminologie utilisée, voir le chapitre 1.3

67. Ronald. Schexnayder. Militant. États-Unis d'Amérique. Évaluation du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

68. Jacqueline Uwimana. Coordinatrice et fondatrice de l'Association Umuseke. Rwanda. Évaluation du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

« Certains protocoles de recherche pouvaient engendrer de la violence : est-ce que l'on considère les gens comme des objets ou des sujets, des acteurs de la recherche ? Et dans nos pratiques, tout en voulant bien faire, ne produisons-nous pas nous-mêmes de la violence ? »⁶⁹

La méthodologie utilisée, basée sur la démarche du « Croisement des savoirs »⁷⁰, ainsi que la volonté commune de changement ont permis le questionnement réciproque qui est nécessaire pour l'élaboration de programmes efficaces dans la lutte pour l'éradication de la misère et la construction de la paix.

« Toute la perception de la pauvreté que j'ai apprise ces deux jours m'interpelle. Et cela m'interpelle d'autant plus que, en tant que député, je veux changer de discours parce que j'ai de nouveaux mots. Du haut de la tribune du Parlement, j'essayerai de faire monter ces nouveaux mots : « La misère est violence. Vaincre la misère c'est aussi rechercher la paix. » C'est tellement profond que je n'arrive pas à l'exprimer. »⁷¹

Une journée publique de restitution des résultats atteints par la recherche et par le dialogue établi durant le colloque international s'est tenue au siège de l'UNESCO (Paris) le 26 janvier 2012. 450 personnes ont assisté et participé aux différents ateliers qui ont prolongé les échanges et ouvert de nouveaux horizons à continuer à développer.

Les exposés⁷² présentés ci-après ont été prononcés durant les conclusions de cette journée publique. Avec les propositions présentées à la fin de ce document, ils invitent chacune et chacun à se situer dans le défi permanent de rompre le silence sur la violence qu'est la misère et à bâtir la paix.

Paul Dumouchel

Professeur de la Haute École d'Éthique. Université Ritsumeikan. Japon.
L'extrême pauvreté est violence

Qu'est ce que la violence ? La réponse à cette question est à la fois très simple et très compliquée. Il est très facile d'y répondre parce que n'importe qui peut reconnaître la violence lorsqu'il la « voit » pour ainsi dire, surtout lorsqu'il en est la victime. Il est également extrêmement difficile d'y répondre parce que personne ne sait vraiment comment dire ce qu'est la violence d'une façon qui soit convaincante pour tout le monde et, en particulier, qui soit convaincante pour un auditeur hostile, pour celui qui ne veut pas la reconnaître. La violence est à la fois évidente et indéfinissable.

Il est facile de voir, mais difficile à démontrer que ce dont quelqu'un parle — par exemple « que l'extrême pauvreté est violence » — est réellement violence. Même si dans certains cas il s'avère facile d'affirmer qu'une action, une situation, est une forme de violence, dans d'autres cas cela s'avère très difficile, voire impossible. C'est pourquoi il est si difficile de dire ce qu'est la violence, parce que c'est seulement dans certains cas que l'on peut dire clairement, et avec l'assentiment de tous, que tel ou tel événement ou telle ou telle circonstance, constitue une violence. Dans d'autres cas, il y a désaccord, et même ceux qui nous semblent être les victimes de cette violence hésitent, évitent, refusent, ou tout simplement eux-mêmes ne diront pas : « Ceci est violence. » Pourquoi ?

Il me semble que la difficulté de dire ce qu'est la violence fait partie de la violence elle-même, partie de ce qu'elle est. Dans le cas présent, la difficulté de dire, dans le sens de « rendre évident à tous », que l'extrême pauvreté est violence fait partie de cette violence qu'est l'extrême pauvreté. Cela n'en constitue qu'une partie seulement, bien sûr. Mais une partie qui ne disparaîtra que quand l'extrême pauvreté elle-même aura disparu. Il est donc certain que faire passer le message que l'extrême pauvreté est violence est un pas important vers l'éradication de l'extrême pauvreté. Mais comment faire ? Et pourquoi est-ce si difficile à dire ?

69. Marie-Odile Sandoz-Maire. Chef de département, Centre national de ressources pour la pratique éducative et sociale en « milieux difficiles » Ecole Normale Supérieure de Lyon. France. Évaluation du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

70. Pour une meilleure compréhension de la démarche du « croisement des savoirs », voir chapitre 1.3

71. Béatrice Epaye. Députée et Présidente de la Fondation « Voix du Cœur » République Centrafricaine. Évaluation du colloque international « La misère est violence. Rompre le silence. Chercher la paix. »

72. La totalité des exposés prononcés se trouve sur le site www.atd-quartmonde.org

Il est caractéristique de la plupart des violences communément et immédiatement reconnues comme telles par la plupart des gens, par exemple un viol, ou une agression physique, qu'elles tendent à provoquer une réaction violente. Cette réaction violente à la violence n'est pas directement liée au type de violence dont il s'agit (par exemple, la violence physique ou la violence économique) ; différents types de violence peuvent engendrer une réaction violente. Néanmoins, l'inégalité économique, même massive, n'est pas toujours perçue comme injuste ou violente, et l'agression physique elle-même, quand elle ne provoque pas une réaction violente, peut n'être pas perçue comme violente par d'autres que la victime, et, de surcroît, quelquefois non perçue comme violence par la victime elle-même. Au lieu de cela, nous, et parfois eux, avons tendance à percevoir cette violence comme une punition, comme quelque chose de mérité, ou tout simplement comme une fatalité. Nous avons tendance à reconnaître comme violentes des actions qui évoquent une réaction violente (évidemment, cela pose la question : « Comment reconnaissons-nous cette réaction comme violente ? »), alors que nous ignorons souvent ou restons indifférents aux actions du même type qui ne provoquent pas une réaction aussi violente.

Néanmoins, il est aussi vrai que, dans le domaine politique en particulier, lorsque les personnes souffrent de violence qu'elles refusent ou échouent à reconnaître comme telle, nous, les observateurs extérieurs, avons tendance à penser que la violence exercée contre ces personnes est plus grande, plus extrême parce qu'elle les a rendues incapables de reconnaître cette violence comme violence. C'est ce que généralement on nomme l'oppression. Le même principe s'applique à l'extrême pauvreté. La difficulté de dire qu'il s'agit de violence suggère que, de bien des façons, il s'agit d'une forme extrême de violence. Car la conséquence la plus évidente de l'extrême violence dans le sens le plus courant du terme — tuer sa victime — est toujours de réduire définitivement au silence ceux qui sont ses victimes.

En fait, il me semble que la violence typique de l'extrême pauvreté est l'exclusion et le silence. L'exclusion et le silence dans la mesure où nous vivons dans une société où l'extrême pauvreté est dans une large mesure invisible, et lorsqu'elle n'est pas parfaitement invisible elle se révèle en fait très facile à éviter, à contourner, à ne pas voir. Cela n'est pas un simple accident puisque l'extrême pauvreté est exclusion. Dans toutes les sociétés et plus encore dans les sociétés riches, interagir normalement avec les autres coûte cher, cela demande des ressources, monétaires bien sûr, mais aussi en temps. Au-delà d'un certain seuil, la pauvreté exclut les gens des interactions sociales normales, elle les retire du commerce habituel avec les autres. Mais elle les exclut aussi parce qu'il y a une honte, un stigmate, une marque négative qui est attachée à la pauvreté et qui fait que ceux qui en sont les victimes tentent souvent de dissimuler leur situation et, d'eux-mêmes, se retirent des interactions qui la rendraient plus visible.

Ce peu de visibilité sociale de l'extrême pauvreté entraîne une indifférence et une insouciance à son égard, qui se traduisent par la conviction commune que cela n'existe pas, par exemple en France ou au Japon ou au Canada. Cette indifférence et cette incrédulité à l'égard de l'extrême pauvreté font partie de la violence de la pauvreté parce qu'elles condamnent ceux qui en sont touchés à y rester. La vérité est que l'extrême pauvreté n'est pas considérée comme un problème social, comme une question politique et sociale qui devrait être débattue sur la place publique car elle concerne tout le monde, mais comme un problème qui concerne uniquement ceux qui en sont victimes.

L'extrême violence de l'extrême pauvreté tient, me semble-t-il, dans une large mesure à ce silence. Elle tient à l'exclusion de ceux qui sont touchés mais aussi à l'exclusion de la question de l'extrême pauvreté qui est pour l'essentiel absente du dialogue public.

Moustapha Diop

Militant. Sénégal.

Bonjour à tous, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, chers invités, chercheurs, universitaires, et militants du Mouvement ATD Quart Monde.

Je vous remercie de tout l'effort que vous avez fait durant trois ans de recherche et de travail pour chercher des solutions sur le thème « La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix ». Avec trois ans de recherche faite par les populations les plus démunies de la planète et de différentes nationalités à travers quatre continents et de différentes langues, nous sommes parvenus à tomber d'accord sur beaucoup de choses que nous subissons.

Avec ces multiples rencontres, je suis parvenu à comprendre les violences qui se passent à travers le monde. Je pensais que ça ne se passait que chez moi au Tiers Monde, mais j'ai vu que, dans les plus grandes capitales du monde des pays les plus développés, il se passe des injustices qu'on ne peut pas imaginer. Par exemple, ce qui s'est passé dans les prisons aux États-Unis au moment de l'ouragan Katrina, où les détenus ont été enfermés dans leurs cellules alors que l'eau montait et qu'ils n'avaient pas de quoi manger ni boire. Ils étaient obligés de boire cette eau polluée et sale pour sauver leur vie.

La plus grande surprise, c'est dans un pays comme l'Espagne, où il y a des dizaines de milliers de sans-abri alors qu'il y a six millions de logements vides. Il y a eu des morts de personnes qui vivent dans la rue. Ça n'est pas imaginable dans cette planète qu'on dit chercher à développer.

En France, particulièrement dans le département du Val-d'Oise, j'ai entendu qu'on prenait des enfants pour les placer à l'action sociale et cette doléance-là, je l'ai apprise aussi d'autres pays d'Europe. Nous, si on dit dans nos pays qu'il se passe dans les pays européens des injustices capitales qu'on ne peut pas expliquer, ils ne vont pas nous croire.

En Afrique, nul n'ose nous prendre nos enfants pour les placer à l'assistance sociale. Nos richesses, ce sont nos enfants.

J'aimerais relater aussi ce qui s'est passé en Haïti après le séisme, où les autorités retournaient prendre des villages aux pauvres paysans, les déplaçaient pour y implanter des productions agricoles au profit des investisseurs de multinationales très puissantes. Cette violence-là, je ne parvenais pas à la comprendre parce que, en plus de ces catastrophes naturelles qui sont déjà des violences, les victimes subissaient d'autres violences de la part de ceux qui devaient les protéger de ces catastrophes. En Amérique latine, aux Philippines, au Pérou, en Bolivie, au Mexique, dans l'Océan Indien, j'ai entendu ces mêmes injustices qui se passent à travers cette planète.

Pour nous, en Afrique, plus particulièrement au Sénégal, nous avons des violences institutionnelles. Les politiques accaparent nos terres. Ils font passer l'autoroute dans le quartier le plus pauvre, de l'aéroport jusqu'aux stations balnéaires, pour faire passer les véhicules des touristes.

Dans la zone rurale, ils se permettent de donner aux multinationales de l'agrobusiness les terres des paysans pauvres et, eux, ils les font employer comme des travailleurs des multinationales pour faire les récoltes des produits de la terre. Toutes les récoltes sont toujours exportées vers les pays les plus développés et la faim est toujours là.

Au Moyen-Orient, au Liban, j'ai entendu des choses que jamais je n'aurais pu croire : on ramassait les enfants pour les mettre en prison, pour laisser la place aux touristes pour faire enrichir les plus riches.

Si on parvient à arrêter ça dans le monde, la paix prend sa place. Pour avoir la paix, il faudrait que le monde ait un peu l'esprit de partage. Parce qu'on est tous

homogènes, il n'y a rien qui nous diffère. Il faut aider les enfants des plus pauvres, les familles, les femmes pour éradiquer la misère dans le monde. Et la paix prend sa place éternellement.

C'est cette gravité qui nous fait peur. Mais cette peur, à cause de ce colloque, ça nous a délié la langue. Il est temps de rompre le silence, de parler haut et fort, nous les plus démunis de la planète.

Dénoncer les violences faites aux pauvres. J'avais rêvé un jour ou l'autre de pouvoir le dire. Mais où le dire ? Quand le dire ? À travers ce colloque, j'ai pu, ensemble avec les populations du monde, parler avec des interlocuteurs qui, je crois, pourront faire entendre nos voix de désespoir et de regret. Parce que ces gens qui nous font ces violences, ce sont nos semblables.

Ce qu'on a pu dire ensemble dans ce colloque, je l'avais dit depuis fort longtemps là où j'étais. Mais les gens me prenaient pour un marginal.

J'ai pu le dire et j'ai le courage de le dire parce que je crois que, dans ce monde, il n'y a aucune personne qui peut avoir le dernier mot. C'est ensemble qu'on peut parler haut et fort. C'est pour ça que ce colloque a associé les pauvres, les intellectuels, les chercheurs et les universitaires, et tous ont parlé sur la même voix.

Ces victimes-là de la violence n'avaient pas d'interlocuteurs. Je veux que vous, intellectuels, universitaires, chercheurs qui êtes là, vous soyez nos interlocuteurs à travers le monde.

Et moi, je ne vais jamais baisser les bras et continuer le combat que je menais ; je vais associer d'autres membres du Mouvement ATD Quart Monde et les familles les plus démunies de mon pays dans cette même dynamique d'engagement.

Merci beaucoup.

Itamar Silva

Coordinateur de l'Institut brésilien d'Analyse Sociale et Économique. Brésil.

Je viens du Brésil, de Rio de Janeiro, et je suis lié au Mouvement des favelas de Rio. Je suis né dans l'une d'entre elles, et je continue aujourd'hui encore à y vivre. Et c'est à partir de là que je regarde le monde et exerce mon travail de militant/chercheur. Il est important de dire qu'à Rio de Janeiro il y a plus de sept cents favelas dans lesquelles vivent au moins 20 % de la population de la ville. Ces gens ont construit leurs maisons dans les lieux les plus difficiles où ne se trouvaient ni infrastructures ni services publics. Au fil des ans, ils ont obtenu des améliorations notables de leurs conditions de vie et, aujourd'hui, ils luttent pour le droit à la ville et pour pouvoir continuer à vivre là où ils ont construit leurs habitations. C'est probablement en fonction de ce parcours que j'ai été invité par le Mouvement ATD Quart Monde à participer à ce colloque international qui s'interroge sur le thème de l'extrême pauvreté et de sa relation à la violence.

Créer les conditions d'un dialogue entre peuples

Tout au long de ces trois jours de rencontres, j'ai vécu une expérience très particulière qui, j'en suis certain, aura des conséquences sur ma vie personnelle et également sur mon travail. La diversité de personnes, de langues et de cultures réunies dans ce colloque confirme ce que nous sommes en train de dire : pour que les peuples se comprennent, il suffit de créer les conditions d'une rencontre et de leur permettre de dialoguer.

Haitiens, Guatémaltèques, Français, Brésiliens, Libanais, Péruviens, Américains, Anglais, Burkinabés entre autres, chacun parle sa propre langue mais tous sont ouverts au dialogue et prêts à entendre l'expérience de l'autre. Il est évident que les différences existent et continueront d'exister, et lors de ce colloque, nous avons dû prendre du temps pour que des concepts tels que « violence », « extrême pauvreté » ou « paix » soient culturellement compris par chacun, à partir de sa conception du monde et de ses expériences concrètes.

La paix: un chemin

Ainsi, ce fut intéressant d'entendre les différentes opinions lors du débat, et d'arriver à des conclusions dans lesquelles tous ont pu se reconnaître. Celle-ci par exemple: « *La paix est un chemin, qui part d'un individu pour atteindre la communauté et, cette communauté, nous devons la construire avec les gens d'autres pays.* »

Cette idée, façonnée par des militants d'ATD Quart Monde, révèle la sagesse d'un peuple qui sait que la construction de la paix est la tâche d'un grand nombre de personnes, mais qu'elle doit naître d'une motivation personnelle et s'appuyer sur des faits concrets et qu'elle se renforce dans la collectivité. C'est un processus qui se construit dans la pratique quotidienne. « *On ne peut pas lutter pour la paix sans connaître les plus pauvres.* »

Une rencontre qui renforce notre courage et notre croyance

À la suite de ces rencontres très enrichissantes pour ma vie personnelle, et pour mon travail de chercheur et de militant du Mouvement des favelas de Rio, je retiens quelques apprentissages et engagements, fruits de la réflexion collective de tous les participants :

- La misère, l'extrême pauvreté, est une violence en soi, et c'est en tant que telle que nous devons la faire connaître. Nous devons rompre avec l'indifférence et ne pas accepter l'invisibilité de la misère, en l'établissant en termes de droits. Cela aussi, c'est lutter pour la justice.
- La paix que nous cherchons passe par la reconnaissance de l'autre, de son humanité, en opposition avec les processus de violence où l'autre est ignoré.
- La paix n'est pas un état passif mais un processus de construction et de lutte qui demande une participation active.
- Il était important de rencontrer à nouveau, avec la même méthodologie (celle du croisement des savoirs) les éléments de la pédagogie de l'opprimé initiée par le pédagogue brésilien Paolo Freire, qui fut si importante pour le mouvement d'éducation populaire au Brésil.

La diversité culturelle et linguistique, qui sert parfois de prétexte pour ne pas réunir les peuples, a fait la différence dans cette rencontre. La richesse humaine présente lors de ce colloque renforce notre courage et notre croyance en un monde possiblement meilleur. Il est nécessaire d'apprendre ce que ce peuple, disséminé et discriminé tout autour de cette planète, fait pour résister, survivre et transmettre encore de l'espoir.

Marta Santos Pais

Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies sur la question de la Violence contre l'Enfance.

Chers amis,

C'est un grand privilège pour moi de participer à ce colloque.

Ma collaboration avec ATD Quart Monde remonte à de nombreuses années et je reste profondément déterminée à unir encore une fois mes forces aux vôtres, et à saisir l'occasion qui m'est donnée de partager mon travail, et de soutenir notre cause commune grâce au savoir et à l'expérience de nos experts, de nos universitaires et de nos praticiens, et surtout, dans un partenariat fort avec ceux qui vivent dans des communautés extrêmement pauvres du monde entier.

La rencontre d'aujourd'hui marque le point culminant d'un processus de recherche et d'une recherche de procédé uniques menant à un changement durable; elle marque également le lancement d'une plate-forme pour la construction d'un monde de solidarité, de respect mutuel et de paix, où la violence et la pauvreté n'ont pas leur place.

Comme nous l'a dit une jeune personne lors d'une réunion à New York l'an dernier, « la pauvreté extrême est une forme de violence en soi, car elle crée un environnement dans lequel les enfants et leurs familles doivent défendre leurs droits au quotidien ».

La pauvreté et la marginalisation dépouillent les enfants de leur sécurité et de leur dignité, et mettent en danger leur bien-être physique et émotionnel.

Les humiliations, les persécutions et la maltraitance, la stigmatisation et l'exploitation font partie de leur vie quotidienne.

Comme ils le disent souvent, « à cause de l'extrême pauvreté, la violence s'incruste dans nos vies et tourmente nos esprits ».

Je reviens d'une mission longue en Asie, où j'ai eu l'occasion de rencontrer des enfants vivant dans une pauvreté extrême, pour une grande partie d'entre eux dans des zones urbaines négligées et où règne l'insécurité, où la violence est un risque omniprésent ; j'ai découvert leurs expériences, leurs peurs et leurs attentes.

Ils l'ont souligné eux-mêmes, leur vie fait l'objet d'indifférence sociale et reste totalement invisible. Ils ont le sentiment de ne pas pouvoir se faire entendre, de n'avoir aucune influence, et deviennent des proies faciles pour toutes les situations d'abus et d'exploitation, notamment le travail des enfants et les trafics.

Lorsque les autorités interviennent, les enfants risquent d'être arrêtés et harcelés par la police ou les services sociaux, parce qu'ils mendient ou adoptent d'autres comportements de survie. Placés dans des établissements de soin ou des centres de détention surpeuplés, ils continuent à faire l'objet de brimades, sont battus, humiliés et maltraités, rasés parfois même pour les dissuader de fuir et pour permettre de les reconnaître et les arrêter de nouveau.

Ces enfants ne connaissent pas leurs droits ni les moyens de se protéger contre la violence, n'ont pas accès à ces informations et, en tout état de cause, les utilisent rarement.

La violence et la pauvreté sont étroitement liées et mettent en danger les droits fondamentaux des enfants. Elles génèrent toutes deux un fort sentiment d'exclusion, une faible estime de soi et parfois un comportement agressif. Au fur et à mesure que ces enfants grandissent, les effets cumulés de ces deux fléaux se répercutent sur leur développement, entraînant une santé précaire, des résultats scolaires insuffisants et une dépendance à long terme des prestations sociales.

Pis encore, violence et pauvreté foulent aux pieds la dignité humaine des enfants et le potentiel qu'ils représentent en termes de progrès social et de promotion d'un environnement juste et porteur au même titre que les autres membres de la société.

L'extrême pauvreté, l'exclusion sociale et la violence restent invisibles dans notre monde actuel, menant à l'indifférence sociale et à l'inaction. C'est inacceptable.

Et pourtant, l'éradication de la pauvreté constitue bien une priorité dans l'agenda international et la protection des enfants contre la violence est reconnue comme une exigence des droits de l'homme. L'heure est venue de passer de ces engagements importants à une action tangible.

La démarche promue par ATD Quart Monde s'est avérée essentielle pour briser le silence et rendre visible la violence environnant ceux qui vivent dans la grande pauvreté et les privations, et pour améliorer notre connaissance de leurs conditions de vie, de leurs aspirations et de leurs principales initiatives, dans une dynamique de partenariat et d'apprentissage mutuel, dans la recherche constante d'un engagement mondial à renverser les schémas de l'exclusion et de la violence qui ont façonné leur vie et à construire un monde de paix et de justice sociale.

Notre travail d'aujourd'hui, en termes de dialogue, d'apprentissage et de demande sociale, nous a permis de faire de grandes avancées grâce à la richesse de ses enseignements et a renforcé notre profonde impatience devant l'urgence de cet appel à l'action.

Chacun de nous peut faire la différence et c'est une mission que personne ne peut reporter au lendemain.

C'est la raison pour laquelle, pendant mon mandat, je reste déterminée à poursuivre une collaboration étroite avec les enfants et les jeunes qui se trouvent dans une situation de grande pauvreté, afin que leur voix soit entendue et entraîne un changement durable dans chacun des pays du monde.

C'est aussi la raison pour laquelle je m'engage à continuer à travailler avec vous pour accroître la responsabilité des gouvernements dans l'éradication de la violence et de la grande pauvreté, pour la promotion d'un changement radical dans la manière dont l'être humain est considéré, afin que chaque membre de la famille humaine soit traité avec toute la dignité qui lui est due. Vous pouvez compter sur ma présence à vos côtés pour les prochaines étapes.

Magdalena Sepulveda Carmona

Rapporteur Spéciale des Nations Unies sur « Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme ».

Permettez-moi de commencer ces quelques mots en rappelant l'importante contribution que représente ce projet mené par ATD Quart Monde pour comprendre et rappeler la violence dont souffrent les personnes en situation d'extrême pauvreté.

Les politiques publiques qui tentent de lutter contre la pauvreté ignorent souvent la réalité des personnes la vivant. Malheureusement, la violence dont souffrent ces personnes est ignorée par ceux qui conçoivent les politiques publiques, et souvent aussi par les personnes en meilleure situation économique.

Reconnaissons, comme l'a mis en évidence ce travail réalisé par ATD, qu'aucun autre groupe de personnes n'est soumis à autant de violence, autant de châtiment, autant de ségrégation, autant de contrôle et autant de mépris que les personnes qui vivent dans la pauvreté. Ces personnes sont traitées comme dangereuses, sales, comme une entrave, une charge et sont pénalisées, voire criminalisées, pour le seul fait de leur situation.

Ces préjugés et ces stéréotypes sociaux sont profondément enracinés, jusqu'au point d'influencer les politiques publiques. Les personnes en situation de pauvreté se considèrent souvent comme responsables de leur propre malheur, devant remédier à leur situation simplement en « s'efforçant » davantage.

Quand les programmes de lutte contre la pauvreté, au lieu de renforcer les capacités des personnes qui vivent dans la pauvreté, les pénalisent, quand ils sont conçus sans la participation réelle et effective de cette population, ces mêmes programmes conduisent à aggraver encore davantage le cycle de la pauvreté, la laissant se perpétuer de génération en génération.

Ignorer la situation des personnes qui vivent dans la pauvreté est en soi une forme de violence, ainsi qu'une transgression des droits de l'homme. Les droits de l'homme ne sont en aucun cas les prérogatives des riches, ni des classes moyennes. Cependant, par le simple fait qu'une personne soit identifiée comme pauvre par son apparence, sa façon de parler ou ses besoins, il lui est niée l'égalité devant la jouissance des droits de l'homme, il lui est nié le droit de vivre sans violence.

Ainsi, à celui qui vit dans la pauvreté, sa dignité est niée. Il est de notre responsabilité commune d'enrayer ce type de pratiques transgressives aux droits de l'homme. Il est

temps de changer les comportements sociaux envers les plus pauvres afin de bannir les stéréotypes et les attitudes discriminatoires.

Pour y parvenir, il est essentiel de promouvoir la participation de celles et ceux qui vivent dans la pauvreté, et ceci dans la conception, la mise en place et l'évaluation des politiques publiques qui les concernent. Il n'est pas possible d'éradiquer la pauvreté sans la participation active de celles et ceux qui la subissent.

Les politiques visant à surmonter la pauvreté possèdent souvent des mécanismes de participation purement formels élaborés sans une vraie prise en compte des conditions qui donnent les moyens de dépasser les asymétries du pouvoir et qui permettent une participation réelle pouvant influencer le résultat du processus.

Les discussions d'aujourd'hui ont démontré à quel point les privations, auxquelles les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté sont confrontées, sont méconnues et vont bien au-delà du manque de revenus. La violence, l'exclusion sociale et la discrimination sont les causes et les conséquences principales de la pauvreté.

Bien que les personnes en situation d'extrême pauvreté ne constituent pas en soi un groupe homogène, car chaque catégorie possède des défis et des vulnérabilités spécifiques, elles font toutes face à des obstacles administratifs, physiques, économiques et autres, pour accéder aux services administratifs et aux institutions. Les personnes confrontées à la discrimination dans de nombreux domaines rencontrent des obstacles encore plus élevés pour faire face à leur situation d'extrême pauvreté.

Pour ces dernières, les obstacles physiques sont des défis fréquents. Elles sont géographiquement éloignées des emplois, des marchés, des ressources, etc. Elles doivent souvent faire de longs déplacements pour avoir accès aux services publics tels que les soins médicaux, l'éducation et les installations en eau et en services d'assainissement, et vivent dans des zones très mal desservies en routes et en transports. Les personnes qui connaissent en ce moment une situation de pauvreté extrême et qui gagnent peu perdent davantage de leurs revenus car celles-ci consacrent une grande partie de leur temps à accéder à des services ou à des offres d'emploi.

Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté font face à des obstacles économiques multiples, car les coûts indirects d'accès aux services essentiels sont inabornables pour ces personnes.

Les obstacles administratifs constituent une autre source d'inquiétude permanente. Nous avons entendu aujourd'hui à quel point l'absence de papiers peut empêcher les personnes dans l'extrême pauvreté d'avoir accès aux services sociaux les plus vitaux et nuit entre autres à la réalisation de leurs droits d'accès à l'emploi, l'éducation, la santé et la sécurité sociale.

La violence à l'égard des personnes vivant dans la pauvreté vient aussi des fonctionnaires — y compris les autorités publiques, les travailleurs sociaux, les enseignants et les prestataires de soins —, qui ont souvent du mal à reconnaître et soutenir les efforts que font les personnes dans l'extrême pauvreté pour améliorer leur vie.

Les personnes dans la misère développent un sentiment de peur et d'hostilité envers les autorités publiques et n'accordent guère leur confiance aux institutions, qui devraient pourtant les aider. À force de connaître en permanence la honte, une telle stigmatisation les décourage de faire un pas vers les fonctionnaires et d'accéder aux aides qu'elles nécessitent.

Merci beaucoup de votre attention.



Jeannine Pierrat. Rêve de maisons. 2010

Partie 4

Conclusion

La connaissance élaborée tout au long de la recherche met en évidence la nécessité de :

1. Reconnaître et refuser la violence faite aux pauvres et construire la paix avec eux.

- Renouveler la lutte contre la pauvreté et renouveler les engagements pour la paix : ne plus parler de misère ou de projets de lutte contre la pauvreté sans prendre en compte la violence subie par les personnes et les peuples confrontés à l'extrême pauvreté. Ne plus parler de bâtir la paix sans les personnes confrontées à la violence quotidienne de l'extrême pauvreté.
- Engager avec les plus pauvres et avec les organisations, dans lesquelles ils choisissent librement de s'exprimer, une large réflexion sur les sécurités dont chaque être humain, chaque peuple et la communauté humaine tout entière ont besoin pour vivre dignement et construire la paix au jour le jour.
- Faire entrer la question posée par la violence de la misère directement dans des instances comme le Conseil de sécurité des Nations Unies.

2. Promouvoir la rencontre et la compréhension entre les personnes et les peuples à partir du refus de la misère.

- Bâtir des espaces de rencontre qui permettent aux personnes confrontées à l'extrême pauvreté d'élaborer librement leur pensée dans la durée et de la confronter avec les autres acteurs de la vie en société.
- Amplifier et rendre visible le courant du refus de la misère, afin d'encourager, de renforcer et de crédibiliser tous les engagements qui sont pris en solidarité et en coresponsabilité avec les plus pauvres.

3. Renouveler la manière de produire et de valider la connaissance à partir des réalités de vie des plus pauvres.

- Fédérer les forces pour que les universitaires et les professionnels soient plus présents de façon continue dans les démarches de croisement des savoirs avec des personnes très pauvres et pour que cette démarche soit reconnue au sein même de l'université et des institutions.
- Soutenir des engagements à long terme pour rejoindre ceux qui sont les plus opprimés par la misère et créer les conditions pour leur permettre de « rompre le silence ». Progresser vers le droit de chaque être humain à pouvoir compter sur d'autres.

4. Réhabiliter les personnes les plus défavorisées dans leur histoire collective et familiale et dans leur résistance.

- Soutenir le renouement familial et la transmission de génération en génération pour que tous les enfants puissent apprendre des efforts quotidiens de leurs parents pour résister à la violence.
- Récolter, avec les personnes et les groupes humains qui sont le moins entendus, leur histoire de résistance face à la violence de la misère et leur histoire de courage pour construire la paix.
- Réhabiliter l'histoire des familles, des groupes humains et des peuples, aujourd'hui victimes de la misère et de la honte, dans l'histoire de l'humanité.

5. Reconnaître l'apport unique des plus pauvres à la construction de la paix entre tous les êtres humains.

- Ouvrir un chantier de croisement des savoirs avec les plus pauvres, dans le cadre des instances compétentes au sein des Nations Unies, pour élaborer des Principes directeurs pour bâtir une culture de la paix à partir du refus de la misère.
- Obtenir que l'appel du 17 octobre, Journée Internationale pour l'éradication de la misère, *« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré »*⁷³, se trouve inscrit non seulement au cœur de hauts lieux significatifs, mais aussi dans la Constitution de chaque pays.
- Faire reconnaître auprès de tous ceux qui s'investissent pour bâtir la paix dans le monde, jusqu'au Comité du prix Nobel de la Paix, la contribution des personnes et des populations en grande pauvreté à la paix dans le monde.

73. Joseph Wresinski, texte gravé en 1987 sur la « Dalle à l'honneur des victimes de la misère », parvis des Libertés et des Droits de l'Homme, place du Trocadéro à Paris. Il existe 37 répliques de cette dalle à travers le monde.

Remerciements

Très sincères remerciements aux personnes qui ont contribué à la traduction de ce rapport :

Ana Ramos Arenas
Sandrine Avril
Andrea de Blaye
Tom Corkett
Chloé Cormier
Ana María Doru

Jean-Louis Duchamp
Margaret Flez
Victoria González
Ana Muñoz
Natalie Newman-Pavey
Susan Raynaud

Elena Salas
Caroline Tamet
Brigitte Teitler
Maribel Villalba
Anne-Marie Wall

Ainsi qu'à toutes les personnes qui, dans le monde, au fil des trois années de recherche, ont mis leurs compétences au service de l'interprétation ou de la transcription, ont offert leur appui logistique, ou ont aidé aux corrections de ce rapport.

Avec le soutien de :



UNESCO

Programme de participation
2008-2009
2010-2011

Dossiers et documents de la Revue Quart Monde

La Revue Quart Monde s'est fixé comme ambition de nourrir un courant de pensée issu de la vie des plus pauvres. De manière occasionnelle, elle publie hors abonnement des « Dossiers et documents », qui rendent compte de manière plus approfondie d'une étude ou d'une recherche, d'un séminaire ou d'un colloque, notamment sous la forme d'actes ou de dossiers de travail. Sont également parus dans la même collection :

- Tous citoyens pour une Europe active contre la misère. Actes de la 12^e Université populaire Quart Monde européenne tenue à Bruxelles le 5 mars 2012, n° 19, 2012.
- Le défi urbain à Madagascar. Quand la misère chasse la pauvreté. Étude commandée par la Banque mondiale, n° 18, 2010.
- La démocratie à l'épreuve de l'exclusion. Quelle est l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski ? Actes du colloque international tenu à Paris les 17, 18, 19 décembre 2008, n° 17, 2011.
- La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté : l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski. Actes du colloque régional tenu à Port-au-Prince les 27, 28 et 29 février 2008, n° 16, 2009.
- Chronique du Séminaire Méditerranée, Aix-en-Provence, 26 – 29 septembre 2005. Quand se rencontrent ceux qui, en divers pays du Bassin méditerranéen, se font proches des plus pauvres, n° 15, 2006.
- Ce que l'on dit doit faire changer notre vie. Grande pauvreté, participation et accès de tous aux droits fondamentaux. Un document de travail européen du Mouvement international ATD Quart Monde, n° 14, 2006.
- Quand l'extrême-pauvreté sépare parents et enfants : un défi pour les droits de l'homme. Étude préfacée par les Nations Unies et l'Unicef, n° 13, 2004.
- Précieux enfants, précieux parents. Miser sur les « liens fondamentaux » dans la lutte contre la pauvreté des enfants en Europe. Repérages pour un dialogue, n° 12, 2004.
- Le droit de vivre en famille, n° 11, 2002.
- Grande pauvreté et précarité en Europe à l'horizon 2010, n° 10, 2002.
- Refuser la misère à l'échelle d'un pays. Une lecture de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, n° 9, 1998.
- Sortir de l'inactivité forcée, n° 8, 1998.
- Repenser l'activité humaine, n° 7, 1998.
- Extrême pauvreté et droits de l'homme en Europe. Défendre des causes significatives, n° 6, 1997.
- Aucun jeune sans avenir, une société pour demain, n° 5, 1994.
- Pour la formation et l'insertion économique des jeunes les plus défavorisés, n° 4, 1993.
- Contre l'exclusion : Quels parcours d'insertion professionnelle et de qualification ?, n° 3, 1992.
- Familles sans abri : un défi, n° 2, 1989.
- Le Quart Monde, partenaire de l'Histoire, n° 1, 1988.

International Movement ATD Fourth World
Mouvement international ATD Quart Monde
Movimiento Internacional ATD Cuarto Mundo

12, rue Pasteur
95480 Pierrelaye, France
www.atd-fourthworld.org



ISSN 0980-7764 • 15 €

